



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Poitou-Charentes

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2016 - 31/12/2016
Version	2016.1
Statut - Nœud actuel	Accepté par la CE - European Commission
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	22/06/2017

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP054
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Poitou-Charentes
Période de programmation	2014 - 2020
Version	2.0
Numéro de la décision	C(2016)6
Date de la décision	04/01/2016
Autorité de gestion	Région Poitou-Charentes
Organisme de coordination	Agence de Services et de Paiement Mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles (MCFA)

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	8
1.a) Données financières	8
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées	8
1.b1) Tableau récapitulatif	8
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire.....	13
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F	27
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]	29
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION	30
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.	30
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).	30
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).	31
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.	33
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.	34
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).....	34
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).	35
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES	36
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	36
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces	37
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME.....	38
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action	38
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	38
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action	39
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission].....	39
5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	43
5.a) Critères non respectés des conditions ex ante générales.....	43

5.b) Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables	44
5.c) Critères non respectés des conditions ex ante liées aux priorités	45
5.d) Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante liées aux priorités applicables.....	46
5.e) Informations supplémentaires (facultatives) pour compléter celles figurant dans le tableau «Actions menées»	47
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	48
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME	49
7.a) CEQ01-1A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales?.....	49
7.a1) Liste des mesures contribuant au DP.....	49
7.a2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	49
7.a3) Méthodes appliquées.....	49
7.a4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données	50
7.a5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	51
7.a6) Réponse à la question d'évaluation	51
7.a7) Conclusions et recommandations	54
7.b) CEQ02-1B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles renforcé les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement?.....	54
7.b1) Liste des mesures contribuant au DP.....	55
7.b2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	55
7.b3) Méthodes appliquées	55
7.b4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	56
7.b5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	56
7.b6) Réponse à la question d'évaluation.....	57
7.b7) Conclusions et recommandations	58
7.c) CEQ03-1C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?.....	59
7.d) CEQ04-2A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la performance économique, la restructuration et la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et leur diversification agricole?.....	59
7.d1) Liste des mesures contribuant au DP.....	60
7.d2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	60
7.d3) Méthodes appliquées	61
7.d4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	63
7.d5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	65
7.d6) Réponse à la question d'évaluation.....	66

7.d7) Conclusions et recommandations	69
7.e) CEQ05-2B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations?	71
7.e1) Liste des mesures contribuant au DP	72
7.e2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	72
7.e3) Méthodes appliquées	73
7.e4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données	75
7.e5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	76
7.e6) Réponse à la question d'évaluation	76
7.e7) Conclusions et recommandations	79
7.f) CEQ06-3A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?	80
7.f1) Liste des mesures contribuant au DP	81
7.f2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	81
7.f3) Méthodes appliquées	82
7.f4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données	83
7.f5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	84
7.f6) Réponse à la question d'évaluation	84
7.f7) Conclusions et recommandations	90
7.g) CEQ07-3B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles?	91
7.h) CEQ08-4A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens?	91
7.h1) Liste des mesures contribuant au DP	92
7.h2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	92
7.h3) Méthodes appliquées	92
7.h4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données	94
7.h5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	95
7.h6) Réponse à la question d'évaluation	95
7.h7) Conclusions et recommandations	99
7.i) CEQ09-4B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides?	100
7.i1) Liste des mesures contribuant au DP	101
7.i2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	101

7.i3) Méthodes appliquées	101
7.i4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	103
7.i5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	104
7.i6) Réponse à la question d'évaluation.....	104
7.i7) Conclusions et recommandations	107
7.j) CEQ10-4C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols?.....	108
7.j1) Liste des mesures contribuant au DP.....	109
7.j2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	109
7.j3) Méthodes appliquées	109
7.j4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	111
7.j5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	111
7.j6) Réponse à la question d'évaluation.....	112
7.j7) Conclusions et recommandations	113
7.k) CEQ11-5A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture?.....	114
7.k1) Liste des mesures contribuant au DP.....	115
7.k2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	115
7.k3) Méthodes appliquées	115
7.k4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	116
7.k5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	117
7.k6) Réponse à la question d'évaluation.....	117
7.k7) Conclusions et recommandations	118
7.l) CEQ12-5B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires?	118
7.m) CEQ13-5C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie?.....	118
7.m1) Liste des mesures contribuant au DP.....	119
7.m2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	119
7.m3) Méthodes appliquées	119
7.m4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	120
7.m5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	121
7.m6) Réponse à la question d'évaluation.....	121
7.m7) Conclusions et recommandations	122
7.n) CEQ14-5D - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture?.....	123
7.o) CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?	123

7.o1) Liste des mesures contribuant au DP.....	124
7.o2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	124
7.o3) Méthodes appliquées	124
7.o4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	126
7.o5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	126
7.o6) Réponse à la question d'évaluation.....	127
7.o7) Conclusions et recommandations	128
7.p) CEQ16-6A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois?.....	129
7.p1) Liste des mesures contribuant au DP.....	130
7.p2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	130
7.p3) Méthodes appliquées	130
7.p4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	131
7.p5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	132
7.p6) Réponse à la question d'évaluation.....	132
7.p7) Conclusions et recommandations	134
7.q) CEQ17-6B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?	135
7.q1) Liste des mesures contribuant au DP.....	136
7.q2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC	136
7.q3) Méthodes appliquées	137
7.q4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données.....	138
7.q5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	139
7.q6) Réponse à la question d'évaluation.....	139
7.q7) Conclusions et recommandations	143
7.r) CEQ18-6C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles amélioré l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales?	144
7.s) CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont- elles renforcé l'efficacité du PDR?	144
7.s1) Synergies du programme et effet transversal.....	145
7.s2) Méthodes appliquées.....	145
7.s3) Résultats quantitatifs basés sur le calcul des contributions secondaires des opérations aux domaines prioritaires.....	146
7.s4) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation	146
7.s5) Réponse à la question d'évaluation	146
7.s6) Conclusions et recommandations.....	148
7.t) CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?.....	148

7.u) CEQ21-RN - Dans quelle mesure le réseau rural national a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?.....	148
7.v) PSEQ01-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	148
7.w) PSEQ02-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	148
7.x) PSEQ03-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	149
7.y) PSEQ04-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	149
7.z) PSEQ05-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	149
7.aa) PSEQ01-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	149
7.bb) PSEQ02-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	149
7.cc) PSEQ03-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	149
7.dd) PSEQ04-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	149
7.ee) PSEQ05-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	149
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	150
8.a) Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination [article 7 du règlement (UE) n° 1303/2013]	150
8.b) Développement durable [article 8 du règlement (UE) n° 1303/2013]	150
8.c) Rôle des partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 lors de la mise en œuvre du programme	150
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	152
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]	153
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES	154
Annex II	155
Annex III	163
Documents	166

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2016					3,27
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2016					33,00
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2016					4 820,00
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2016		0,49	9,38	0,49	9,38
		2014-2015		1,98	37,89	0,31	5,93
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	243 289,61	5,64	0,00	0,00	4 312 500,00
M02	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	16 948 308,41	41,07	1 889 575,56	4,58	41 269 841,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	17 191 598,02	29,50	1 889 575,56	3,24	58 280 754,00

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2016	1,09	26,42	1,09	26,42	4,13
		2014-2015	1,34	32,48	0,66	16,00	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	6 896 736,32	17,03	2 833 146,64	7,00	40 500 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	6 896 736,32	17,03	2 833 146,64	7,00	40 500 000,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2016	0,04	1,70	0,11	4,67	2,36
		2014-2015	0,06	2,55	0,03	1,27	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	49 780,44	10,45	5 694,62	1,20	476 190,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	763 122,08	24,04	70 148,33	2,21	3 174 603,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	2 437 500,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	812 902,52	13,35	75 842,95	1,25	6 088 293,00

Domaine prioritaire 3B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M05	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00

Priorité P4							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2016					0,02
		2014-2015					
T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)		2014-2016					0,02
		2014-2015			0,01	44,70	
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2016					0,48
		2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		2014-2016			0,13	3,07	4,23
		2014-2015			0,13	3,07	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2016			3,00	34,20	8,77
		2014-2015			3,00	34,20	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 982 965,13	28,30	521 968,13	7,45	7 006 349,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 258 402,22	8,21	0,00	0,00	15 333 333,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	16 522,63	1,78	11 885,98	1,28	926 984,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	7 286 538,55	4,25	7 286 538,56	4,25	171 311 761,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	49 333 333,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	30 185 282,97	22,90	30 185 282,97	22,90	131 807 241,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	40 729 711,50	10,84	38 005 675,64	10,12	375 732 334,00

Domaine prioritaire 5A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)		2014-2016					5,39
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 696 974,73	2,79	0,00	0,00	60 793 651,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 696 974,73	2,79	0,00	0,00	60 793 651,00

Domaine prioritaire 5C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)		2014-2016	198 944,06	10,03	198 944,06	10,03	1 984 127,00
		2014-2015	270 467,66	13,63			
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	268 298,79	33,81	111 797,99	14,09	793 651,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	562 500,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	268 298,79	19,78	111 797,99	8,24	1 356 151,00

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)		2014-2016					0,38
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	174 301,34	13,14	37 195,96	2,80	1 326 984,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	174 301,34	13,14	37 195,96	2,80	1 326 984,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2016					135,00
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	447 080,43	7,04	0,00	0,00	6 349 206,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	154 521,08	3,14	0,00	0,00	4 920 635,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	1 587 302,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	601 601,51	4,68	0,00	0,00	12 857 143,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2016					100,00
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2016					4,49
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2016			64,29	190,77	33,70
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	20 476 190,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	38 475 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	58 951 190,00

Domaine prioritaire 6C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)		2014-2016					0,61
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Eléments introductifs

Dans un premier rapport consacré à la période 2014-2015 et rendu en 2016, l'AG a mis en avant les avancées dans le lancement du Programme de Développement Rural Poitou-Charentes (PDRPC) mais également les premières difficultés de mise en œuvre.

Dès 2014, des aides ont pu être engagées sur la base de la réglementation 2007-2013 au titre de l'année de transition. Celle-ci s'est déroulée de manière normale, les règles et outils de gestion utilisés étant les mêmes qu'en 2007-2013. Dans les tableaux quantitatifs en annexe de ce rapport, consacrés à la déclaration des opérations achevées, l'intégralité de ces opérations correspond à des dossiers engagés en 2014.

L'année 2015, consacrée à la finalisation des discussions avec la Commission sur le programme, a permis de stabiliser des dispositifs d'aide. L'autorité de gestion a lancé par anticipation un certain nombre de dispositifs, élargissant le champ des dispositifs mis en œuvre durant l'année 2014. Malgré l'adoption tardive du PDRPC le 17 septembre 2015, la continuité dans le soutien accordé au titre du FEADER a par conséquent été assurée.

Toutefois, des premières difficultés de mise en œuvre ont été observées ; parmi elles l'instrumentation des outils informatiques qui a fortement impacté tant les lancements de nouveaux dispositifs que la collecte des données pour le suivi des dispositifs déjà lancés. Pour 2016, l'enjeu était donc de lever ces difficultés et d'accélérer la mise en œuvre des dispositifs.

En outre, la fusion des anciennes régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes pour la Région Nouvelle-Aquitaine a impliqué une réorganisation des services des anciennes institutions et l'harmonisation des politiques régionales (obligation légale) intervenant en contrepartie du FEADER. Cette fusion a conduit la Région Nouvelle-Aquitaine à proposer deux importantes vagues de modifications, la première en 2016 et la seconde début 2017.

Le RAMO 2017, qui couvre les trois premières années de la programmation 2014-2020, comprend en plus des éléments de suivi déclarés chaque année, une partie consacrée à l'évaluation intermédiaire. En effet, comme l'exigent les règles européennes relatives aux rapports de mise en œuvre, il répond dans sa section 7 aux questions évaluatives et détaille ainsi les informations étayées dans les autres sections de ce rapport.

En cela, il constitue un point d'étape important pour la suite de la mise en œuvre du programme.

• *Etat d'avancement de la programmation 2014-2020 : années 2014, 2015 et 2016*

Malgré les retards de la programmation 2014-2020 liés principalement aux difficultés d'instrumentation des dispositifs, la mise en œuvre des dispositifs du PDR Poitou-Charentes a continué de manière progressive sur le territoire et permis :

- l'engagement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDRPC de 75,2 M€ pour la période 2014-2016 (cf. SFC Table A – mis à jour par rapport à la déclaration bisannuelle de janvier 2017) répartie comme suit au sein des priorités et domaines prioritaires :
 - 39 % sur la priorité 2 dont 27 % sur le domaine prioritaire 2A et 12 % sur le domaine

- prioritaire 2B ;
- 2 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A ;
- 56 % sur la priorité 4 ;
- 3 % sur la priorité 5 dont 2 % sur le domaine prioritaire 5A ;
- 1 % sur priorité 6 ;
- le paiement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR Poitou-Charentes de 49,5 M€ répartie comme suit au sein des domaines prioritaires et des mesures :
 - 19 % sur la priorité 2 dont 11 % sur le domaine prioritaire 2A et 8 % sur le domaine prioritaire 2B,
 - 79 % sur la priorité 4 ;
 - 1 % sur la priorité 5 ;

En annexe de ce rapport un tableau détaille les dispositifs d'aide déjà lancés par année et par domaine prioritaire.

1.1 Etat d'avancement de la Priorité 1 - Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales (au 01/06/2017)

Cette priorité concerne les mesure 1 (soit 3 TO : 1.1.1 ; 1.2.1 ; 1.2.2) activée dans le cadre des domaines prioritaires 1A et 1C ainsi que la mesure 16 (soit 3 TO : 16.1.1 ; 16.4.1 et 16.7.1) activée dans le cadre des domaines prioritaires 1A et 1B.

La mesure 1 vise à permettre aux acteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de l'agroalimentaire d'actualiser et d'acquérir des connaissances et des compétences favorisant leur révolution professionnelle, de s'adapter aux changements et de relever de nouveaux défis notamment en matière de développement durable. Cette mesure a fait l'objet deancements d'appels à projets en 2016 permettant une programmation FEADER à hauteur de 246 372,83 € pour 12 bénéficiaires sur les TO 1.2.1 et 1.2.2. Aucune mise en oeuvre de l'opération 1.1.1 (TO prévu pour fermer).

La mesure 16 n'a pas été lancée pour la période 2014-2016. Les raisons sont multiples : nécessité de s'approprier la méthode proposée par la Commission, complexité de traitement des dossiers rassemblant des partenaires de différentes régions administratives limitrophes, articulation entre TO 16.1 et autres TO 16... La modification du PDR effectuée en décembre 2016 nous permettra de lever ces freins et de lancer un appel à projet dès 2017. En particulier, l'harmonisation des règles relatives aux circuits courts entre les TO Limousin, Poitou-Charentes et Aquitaine permettra de financer des projets cohérents à l'échelle d'un plus grand territoire Sud-ouest de la France. La question de l'articulation du TO 16.1 avec les autres TO de la M16 a été éclaircie. Une harmonisation est prévue pour les TO 16.1 et 16.2 pour l'automne 2017. En outre, au cours de la période 2014-2020 les besoins des professionnels en termes d'innovation et de circuits courts, en particulier avec la chambre régionale d'agriculture et le réseau régional d'innovation, ont été affinés. Un appel à projet après ces phases essentielles à l'automne ou au début de l'hiver 2017, en concertation avec les partenaires professionnels, est prévu.

Domaine Prioritaire 1B - Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement

Cf. éléments ci-dessus (1A) pour la mesure 16 non lancée.

1.2 Etat d'avancement de la Priorité 2 - Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts

Cette priorité concerne les mesures 1, 2, et 4 soit 5 TO : 1.1.1 ; 1.2.1 ; 1.2.2 ; 2.1.1 ; 4.1.1 ; 4.1.2 dans le cadre du domaine prioritaire 2A et les TO 6.1.1, 6.1.2 dans le cadre du domaine prioritaire 2B.

Domaine Prioritaire 2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole

5 TO lancés :

- ***TO 1.1.1 - Formation professionnelle et acquisition de compétences***

Cette mesure est en cours de fermeture. Les besoins qui ont été exprimés pourront être pris en charge avec des crédits de la Région Nouvelle-Aquitaine.

- ***TO 1.2.1 - Activités de démonstrations***

Pas de dossier payé car pas encore d'outil permettant le paiement (au 06/06/2017).

- ***TO 1.2.2 - Activités d'information***

Pas de dossier payé car pas encore d'outil permettant le paiement (au 06/06/2017).

- ***TO 4.1.1 - Investissements pour la modernisation des élevages :***

- L'opération 4.1.1 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations agricoles (PCAE). L'objectif est de favoriser les investissements liés à la performance économique et la durabilité du secteur de l'élevage grâce à la modernisation des bâtiments et des équipements, la diminution de la consommation énergétique, l'autonomie alimentaire, l'amélioration des conditions de travail des exploitants, le bien être des animaux et les conditions d'hygiène, la gestion des effluents. Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014 - 2016, 650 opérations qui ont été programmées pour un montant FEADER de 11 138 000 €.

- ***TO 4.1.2 - Investissements pour les cultures spécialisées***

L'opération 4.1.2 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations agricoles (PCAE). L'objectif est de favoriser le développement de productions régionales spécialisées pour permettre le développement de marchés locaux et l'augmentation de la valeur ajoutée. Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014 - 2016, 61 opérations qui ont été programmées pour un montant FEADER de 602 000 €.

1 TO non lancé :

- ***TO 2.1.1 - Conseil pour le développement technique, économique, environnemental et social des exploitations agricoles***

La mesure 2 n'a pas été mise en œuvre pour des problèmes juridiques liés à l'obligation de passer

par des procédures de marchés publics alors qu'il s'agit d'une subvention. Pour cette raison cette mesure est en cours de fermeture. Les besoins qui ont été exprimés en 2016 ont été pris en charge avec des crédits de la Région Nouvelle-Aquitaine pour un montant de dépense publique de 954 000 € correspondant à la mise en place de 1700 conseils

Domaine Prioritaire 2B - Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations

• **TO 6.1.1**

La Dotation Jeune Agriculteur est la première opération du PDR Poitou-Charentes à avoir été opérationnelle sous sa nouvelle forme dès le printemps de l'année 2015. Elle a été tout de suite sollicitée par une grande diversité de porteurs de projet. Quoi qu'il en soit, les projets en élevage, dont la DJA est majorée, ont été les plus nombreux démontrant la dynamique d'installation pour ces filières.

Par ailleurs, l'analyse des projets au sein d'un comité technique régional a permis un traitement plus homogène des demandes à l'échelle du territoire picto-charentais, contrairement aux comités techniques départementaux utilisés dans la programmation précédente.

Les prêts bonifiés, de leurs côtés, ont perdu de leur intérêt, notamment en zone de plaine, en raison de taux bancaires déjà très bas.

• **TO 6.1.2**

La valeur ajoutée de ce dispositif a été considérablement réduite notamment s'agissant des installations en zone de plaine dans la mesure où les taux bancaires sont actuellement très bas.

1.3 Etat d'avancement de la Priorité 3 - Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture

Cette priorité concerne les mesures 3,4 et 16 soit 5 DTO (3.1.1 ; 3.2.1 ; 4.2.1 ; 16.1.1 ; 16.4.1).

Domaine Prioritaire 3A - Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles

3 TO lancés :

• **TO 3.1.1 - Favoriser les nouvelles participations des agriculteurs aux systèmes de qualité**

En 2016, un appel à projets a été lancé sur cette opération, ce qui représente 35 dossiers pour 17 209,95 € de FEADER.

• **TO 3.2.1 - Opérations d'information et de promotion des produits sous signe d'identification de la**

qualité et de l'origine

En 2016, cette opération n'a pas fait l'objet d'une mise en œuvre par l'Autorité de Gestion dans l'attente des travaux de réflexion menés pour une convergence de cette opération au niveau de la Région Nouvelle Aquitaine et qui s'est traduit par une modification du PDR Poitou-Charentes en ce sens en 2017.

- ***TO 4.2.1 - Investissements pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs***

L'opération 4.2.1 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations agricoles (PCEA). L'objectif est de favoriser le développement de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles, tous secteurs de production confondus, par la transformation des produits agricoles, en vue d'une commercialisation en circuits courts ou de proximité. L'opération vise à soutenir les investissements pour la rénovation et la création d'ateliers de transformation à la ferme et de commercialisation en points de vente individuels ou collectifs au sein de l'exploitation agricole ou en dehors. Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014-2016, 93 opérations qui ont été engagées pour un montant FEADER de 872 000 €.

3 TO non lancés :

- ***TO 16.2 ; 16.1.1 et TO 16.4.***

CF éléments en DP 1A

Domaine prioritaire 3B - Soutien à la prévention et à la gestion des risques au niveau des exploitations

- ***TO 5.2.1 - Réparation des dommages sur les terres agricoles et reconstitution du potentiel de production***

Cette mesure est composée d'une seule opération qui doit permettre de soutenir les actions de restauration de toute nature des terres agricoles et du potentiel de production. Elle sera mobilisée de manière principale pour répondre aux événements exceptionnels, dans le contexte du réchauffement climatique, à la restauration du potentiel de production agricole. Elle n'a pas été activée sur la période 2014-2016.

1.4 Etat d'avancement de la Priorité 4 - Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

Cette priorité concerne les mesures 4,7, 8, 10, 11,12 et 13 soit 14 DTO (4.1.3 ; 4.4.1 ; 7.1.1 ; 7.6.1 ; 7.6.2 ; 7.6.3 ; 7.6.5 ; 8.2.1 ; 8.5.1 ; 10 ; 11.1.1 ; 11.2.2 ; 12.1 ; 13.2).

- ***TO 4.1.3 - Investissements pour la réduction des pollutions et une meilleure utilisation de l'eau en production végétale et 4.4.1 - Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques***

Les 2 opérations 4.4.1 et 4.1.3 de la mesure 4 font partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations agricoles (PCEA). Ainsi sur ces TO, ce sont pour 2016, 413 opérations qui ont été

engagées pour un montant total de FEADER de 4,26 M€ dont 655 825 € de FEADER.

Un appel à candidatures a été lancé dans le cadre du PCAE en 2015 avec 3 dates de dépôt de dossiers pour le TO 4.1.3 et 2 pour le TO 4.4.1.

- ***TO 7.1.1 - Etablissement et révision des plans de gestion liés aux sites NATURA 2000***

Il s'agit d'une mesure du Cadre National. Ce type d'opération permet de financer l'élaboration et la révision des DOCOB des sites Natura 2000. Aucune action n'a été engagée en 2016 (pas de dépôt de dossier).

- ***TO 7.6.1 - Animation NATURA 2000***

Il s'agit d'une mesure du Cadre National. Le dispositif vise la préservation et la valorisation des sites Natura 2000 et plus spécifiquement le soutien à l'animation des plans de gestion de sites Natura 2000 (proposés ou désignés). Le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site Natura 2000 est élaboré localement sous l'égide d'un comité de pilotage (COPIL) rassemblant l'ensemble des acteurs d'un site. L'animation du Docob a pour but de contribuer à la conservation ou à la restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000.

L'opération a été mise en oeuvre en 2016 : 18 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 1 216 098,64 €.

- ***TO 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 ni agricole ni forestier***

Il s'agit d'une mesure du Cadre National. Le dispositif vise à financer les actions de conservation ou restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en oeuvre les préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site. Il s'agit d'actions liées à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 (proposés ou désignés) à vocation non productive mises en place par des acteurs du monde rural, en dehors d'une activité agricole et en dehors des actions forestières productives. Le dispositif finance des contrats Natura 2000 renvoyant à des interventions sur des milieux très divers : zones humides, milieux aquatiques, forêts, landes, friches, côteaux, espaces littoraux... L'opération a été mise en oeuvre en 2016 : 21 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 475 960,29 €.

- ***TO 7.6.3 - Contrats Natura 2000 en forêt***

Il s'agit d'une mesure du cadre national. L'opération vise à financer des investissements visant l'entretien, la restauration ou la réhabilitation de milieux forestiers dans les sites Natura 2000. L'opération est ouverte mais aucun dossier n'a été déposé en 2016.

- ***TO 7.6.5 - Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'Agriculture Biologique***

L'opération finance les actions d'animation, d'appui à la contractualisation et de communication nécessaires pour faire connaître, promouvoir et accompagner les agriculteurs dans le dispositif MAEC. Cette opération permettra aussi plus globalement d'informer les agriculteurs sur les enjeux environnementaux des territoires.

L'opération a été mise en oeuvre en 2016 :

- 34 dossiers ont été programmés
- pour un montant FEADER total de 589 000 €.

- ***TO 8.2.1 - Mise en place de systèmes agroforestiers***

Cette opération correspond au coût de mise en place de systèmes agroforestiers. Seule l'année de transition a été valorisée. Compte tenu des faibles montants d'investissements que représente cette opération, celle-ci sera mise en oeuvre sans financement FEADER.

- ***TO 8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers***

20 dossiers ont été engagés en 2016 sur ce TO représentant 148 000 € de crédits publics dont 112 250 € de FEADER. Pour autant, aucun paiement n'a pu intervenir, pas plus sur les dossiers 2015 que 2016, l'outil n'étant pas encore disponible. Les dossiers ne sont que très rarement liés à un projet global de l'exploitation.

- ***M10 - Agroenvironnement – climat***

Cette mesure est rattachée au Cadre National. Les données renseignées dans le cadre de ce RAMO relèvent de la campagne 2014. En effet, le développement de l'outil ISIS pour l'instruction des dossiers 2015 et 2016 a été une difficulté majeure. Ainsi, comme pour l'année dernière, aucun dossier n'a été engagé depuis le début de la programmation MAEC. L'instruction réelle des dossiers 2015 n'a pas démarré à ce jour et aucune visibilité n'est possible sur le calendrier de déploiement de l'outil afin que les services instructeurs (DDT(M)) puissent réaliser l'instruction et le paiement des dossiers éligibles. De fait, le traitement des dossiers 2016 n'a également pas démarré.

Le Ministère et l'ASP nous assure le traitement des dossiers 2015 avant la fin d'année 2017, le traitement des MAEC 2016 devrait donc être pour 2018.

- ***M11 - Agriculture biologique***

Les éléments pour les campagnes 2015 et 2016 ne sont toujours pas disponibles (cf M.10). L'outil ISIS n'étant pas déployé pour l'instruction des dossiers des campagnes 2015 et 2016.

Le Ministère met la priorité sur cette mesure pour le traitement des dossiers "surfacières".

Comme pour la M10, le retard important des aides du 1er pilier en raison du plan d'action FEAGA, a pour conséquence l'absence d'engagement et de paiement de ces aides. Cependant les demandes ont été importantes, celles de 2015 seront payées avec certitude en 2017 et figureront dans ce bilan lors du RAMO 2018.

- ***TO 12.1 – Paiement d'indemnités en faveur des zones agricoles Natura 2000***

Aucune zone soumise à contrainte environnementale ou équivalent n'a été définie jusqu'à présent

sur le territoire du PDR et il n'a par conséquent pas été nécessaire de déployer cette mesure.

- ***TO 13.2 - Paiement d'indemnités pour les autres zones soumises à des contraintes naturelles importantes***

En dépit des importants retards d'instruction des aides du 1er pilier de la PAC (plan d'action FEAGA), deux années d'ICHN ont pu être payées aux bénéficiaires, avec une augmentation significative du montant de la deuxième année en raison de l'entrée en vigueur de la revalorisation des montants unitaires de ces aides et l'élargissement de la population d'éleveurs éligibles.

Etat d'avancement de la Priorité 5 - Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie

Cette priorité concerne la mesure 4 dans le cadre du domaine prioritaire 5A (TO 4.3.1 ;) et 5C (TO 4.3.2), les mesures 8 et 16 dans le cadre du domaine prioritaire 5E soit (TO : 8.1.1, 8.3.1 ; 8.4.1 et 16.7.1).

Domaine Prioritaire 5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture

Ce DP concerne uniquement le TO 4.3.1 - Investissements d'hydraulique agricole liés à la substitution des prélèvements d'eau dans les milieux aquatiques.

Depuis 2015, 7 dossiers ont été déposés, ils ne concernent que des études avant travaux, pour un montant FEADER de 315 855,13 €. Aucun dossier de demande de travaux n'a été déposé à ce jour.

Domaine Prioritaire 5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie

- ***TO 4.3.2 Investissements pour l'accès aux ressources forestières***

Un appel à projets a été lancé en 2016. Sur la période 2014-2016, ce sont 20 dossiers qui ont été programmés, ce qui représente 316 503 € de Feader.

- ***TO 16.7 - Partenariats public-privé pour des stratégies locales de développement forestier***

Les difficultés d'instrumentation de l'outil OSIRIS a nécessité une identification par l'AG de priorités. Compte tenu de l'enveloppe relativement faible prévue pour ce TO, il est opportun de désactiver ce dispositif. Les besoins en animation forestière territoriale pourront être financés par les crédits régionaux.

Les crédits FEADER ainsi dégagés pourraient abonder la mesure 16.1 qui pourrait faire une place à la sylviculture.

Domaine Prioritaire 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie

- ***TO - 8.1.1 ; Création de surfaces boisées***

L'opération 811 (création de surfaces boisées) répond à la priorité 5E (Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et la foresterie).

Elle n'a pas été mise en œuvre en 2016. Activée principalement pour la création de nouvelles peupleraies, un dispositif régional sans FEADER existe pour ce type de plantations, l'activation de la 811 n'a pas été jugé prioritaire.

- ***TO - 8.3.1 ; Prévention des dommages causés aux forêts***

L'autorité de gestion a lancé deux appels à projets en 2015 et 2016 pour cette opération, ce qui représente 3 dossiers pour 106 848 € de FEADER.

- ***TO - 8.4.1 ; Restauration des dommages causés aux forêts***

Cette opération ne sera mobilisée qu'en cas de dommages causés aux forêts. Aucun dommage dans les forêts de Poitou-Charentes n'a eu lieu sur la période 2014-2016.

1.6 Etat d'avancement de la Priorité 6 - Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales

Domaine Prioritaire 6A - Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois

- ***TO 4.2.2 - Investissements pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans l'industrie agro-alimentaire***

Ce dispositif a pour objectif de favoriser la réalisation des investissements dans les domaines du stockage/conditionnement, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles relevant de l'annexe 1 du TFUE à l'exclusion des produits de la pêche, par les opérateurs de l'industrie agro-alimentaire. Sur la période 2014-2016 ce sont 9 opérations qui ont été programmées pour un montant FEADER de 783 000 €.

- ***TO 6.4.1 - Investissements pour la création-reprise d'activités non agricoles par des porteurs de projets non agriculteurs***

Cette opération a pour objectif de favoriser la création, développement ou la transmission-reprise d'activités non agricoles et non forestières en milieu rural. Elle vise à maintenir un tissu dense d'activités en milieu rural (commerciales, artisanales, etc) par le biais d'une aide à l'investissement lors de la création/ reprise d'entreprises. Un appel à projets a été lancé en 2016 à l'issue duquel 3 opérations ont été programmées pour un montant FEADER de 12 251 €.

- ***TO 6.4.2 - Investissements dans des projets d'agritourisme et de centres équestres portés par des agriculteurs ou les membres d'un ménage agricole***

Ce dispositif soutient les investissements dans des activités équestres ou d'agritourisme portées par des agriculteurs. Cette opération fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations

agricoles (PCAE). Ainsi pour la période 2015-2016, 18 opérations qui ont été programmées pour un montant FEADER de 322 400 €.

- ***TO 6.4.3 - Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non agriculteurs***

L'opération vise à développer l'attractivité touristique en zone rurale par la création ou l'amélioration (modernisation, extension et réhabilitation) d'hébergements de petite capacité portés par des opérateurs privés non agricoles. Cette opération n'a pas fait l'objet de programmation en 2016. Néanmoins en 2017, ce sont déjà 8 opérations qui ont été programmées pour un montant FEADER de 85 329 €.

- ***TO 8.6.1 - Aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière***

En 2016, un appel à projets a été lancé et deux dossiers ont été sélectionnés (passage en comité technique). Cependant du fait de la non disponibilité des outils OSIRIS, les dossiers ont été payés sur des crédits de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Domaine Prioritaire 6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales

Ce domaine prioritaire concerne les mesures 7 (soit 3 TO : 7.4.1 ; 7.5.1 et 7.6.4) et 19 (TO LEADER : 19.1 ; 19.2 ; 19.3 ; 19.4).

- ***TO 7.4.1 - Développement des services de base pour la population rurale et TO 7.5.1 - Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques***

Ces 2 opérations permettent de soutenir par exemple, pour la 7.4.1, des projets de maisons de santé, de maisons de service, des investissements pour la petite enfance et pour la 7.5.1 des infrastructures récréatives, des équipements de structures d'information. Des aides ont été programmées sur ces 2 opérations, au fil de l'eau, en 2016. Le nombre de dossiers en cours d'instruction et le montant des aides potentielles dépassent potentiellement les enveloppes disponibles.

Afin d'assurer la sélection des meilleurs projets, des appels à projets sont en cours de préparation dans une perspective de publication à la mi-2017. Ils viseront notamment à rendre plus lisible les critères de sélection. Les dossiers « en stock » seront examinés courant 2017 sur les bases des critères initiaux prévus dans le PDR. La sélection tiendra compte de la qualité des projets et de l'enveloppe disponible.

- ***TO 7.6.4 - Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti***

Cette mesure permet de soutenir les réhabilitations ou la restauration des éléments bâtis du patrimoine. Les premiers dossiers ont été programmés au fil de l'eau en 2016. Le nombre de dossiers et les montants demandés atteignent le niveau de l'enveloppe prévue. Le stock de dossier sera instruit courant 2017 selon les dispositions en vigueur sur cette opération. La sélection tiendra compte de la qualité des projets et de l'enveloppe disponible. Des dispositions adaptées aux moyens disponibles seront examinées par la suite sur sa poursuite (appel à projets, clôture, ...).

- ***M19 - LEADER***

La période 2015-2016 a été consacrée à la sélection des candidatures LEADER, la signature des

conventions tripartites et le déploiement des outils de mise en œuvre (OSIRIS, notamment).

Le déploiement de ce dernier connaît un retard important au niveau national.

Domaine prioritaire 6C Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales

Ce domaine prioritaire concerne uniquement le TO 7.3.1 - Investissements dans les infrastructures de haut débit pour l'accès des espaces ruraux

Cette opération n'a pas été mise en œuvre en 2016 car le régime d'aide d'Etat SA 37183 sur lequel s'appuie cette opération, n'était pas encore notifié en 2016.

2. Des données parfois partielles voire indisponibles pour un suivi optimal de ces dispositifs

Les données indisponibles :

Elles concernent le tableau B3 et plus précisément la mesure 13.

Mesures surfaciques :

MAE : pas de données pour l'année, aucun paiement en 2016.

Les données transmises par l'ASP renseignent l'ensemble des paiements effectués ainsi que les surfaces par bénéficiaire de la campagne 2015. Un fichier "demandeur PAC" permet de rapprocher la commune du siège du demandeur. Cependant les données surfaces ont été tardivement transmises. Les réponses aux questions évaluatives ayant été réalisées dans le cadre d'une AMO, la mise à jour de ces données n'a pas pu être prise en compte dans les éléments développés.

Les données partielles :

AGRICULTURE BIOLOGIQUE :

L'ODR a obtenu la liste des bénéficiaires PAC ayant déclaré des surfaces en agriculture biologique dans l'outil ISIS. Un appariement est effectué par l'ODR, sur la base du numéro PACAGE et/ou dénomination-commune INSEE. L'objectif est de compléter les données RAMO concernant l'indicateur du tableau C1.3 (M04 (4.1), M06 (6.1), M10 (10.1 et 10.2), M12 et M13 (13.2)). Cependant, le rapprochement n'est pas réalisable pour la sous-mesure 06.1 lorsque les identifiants sont ceux d'un jeune qui s'installe. Ce résultat reste approximatif car d'une part, toutes les exploitations en agriculture biologique présentes dans les données OSIRIS peuvent ne pas faire de demande d'aide 1er pilier ou surfacique (MAE, ICHN, BIO) d'autre part, la correspondance entre identifiants ISIS et OSIRIS peut ne pas être possible à 100 %.

Particularité des données relatives aux mesures hors surfaciques déclarées dans les tableaux du RAMO :

En dehors de celles du Tableau A consacré aux engagements, les données relatives aux opérations achevées au 31 décembre 2016 traitent exclusivement des opérations engagées en 2014 – sur le volet 2 de la transition. Or, ces données de paiement étaient instrumentées avec les outils du RDR2. Les outils

informatiques ont été légèrement adaptés pour cette année transitoire, mais aucune refonte du système Osiris n'a été mise en place et ont permis aux AG de solder les demandes de paiement reçues.

L'instrumentation des dispositifs de l'année de transition correspondant à la programmation 2007-2013, les données relatives aux indicateurs de la programmation n'ont pas pu être extraites du logiciel (à l'exception des données de base sur le nombre de dossiers et le financement). L'autorité de gestion a donc collecté manuellement en consultant chaque dossier dans le logiciel de gestion OSIRIS, une grande partie des données reportées dans les différents tableaux du RAMO. Elle a également, lorsque certaines données ne figuraient pas dans OSIRIS été consulter les dossiers papiers conservés par les services instructeurs.

P1	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M1	37	597 067,00 €	22	243 289,61 €	0	0,00 €
M2	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €
M16	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €

Tableau avancement P1

DP 2A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M1	37	597 067,00 €	22	243 289,61 €	0	0,00 €
M2	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €
M4	711	11 708 107,00 €	676	11 125 812,72 €	269	3 312 873,39 €

Tableau avancement DP 2A

DP 2B	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paiement FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M6	1050	7 021 804,00 €	1101	7 051 031,09 €	323	3 448 241,07 €

Tableau avancement DP 2B

DP 3A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paie ment FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M3	40	47 366,00 €	14	30 156,52 €	12	18 509,02 €
M4	93	872 010,00 €	69	671 436,73 €	10	112 435,18 €
M16	0	41 476,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €

Tableau avancement DP 3A

P4	Programmation		Engagement		Paie ment	
	Nombre de dossiers programmés	FEADER	Nombre de dossiers engagés	FEADER	Nombre de dossiers payés (dont a compte)	FEADER
M4	638	2 202 766	716	3 687 290	168	835 920 €
M7	142	3 274 347 €	66	891 394 €	35	410 150 €
M8	4	5 169 €	3	4 476 €	3	4 350 €
M10	nd	92 183 821 €	975	5 517 492 €	975	5 517 492 €
M11	0	35 500 000 €	0	0 €	0	0 €
M12	0	0 €	0	0 €	0	0 €
M13	5 484	23 636 611 €	5 484	23 636 611 €	5 484	23 36 611 €

Tableau avancement P4

DP 5A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paie ment FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M4	7	315 855	7	315 855,13 €	3	93 445,47 €

Tableau avancement DP 5A

DP 5C	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paie ment FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M4	20	316 503	13	237 061,22 €	3	72 751,13 €
M16	0	0	0	0	0	0

Tableau avancement DP 5C

DP 5E	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paie ment FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M8	6	205 104	8	133 958,13 €	6	57 293,13 €

Tableau avancement DP 5E

DP 6A	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paie ment FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M4	9	783 390,00 €	2	269 204,00 €	1	212 632,65 €
M6	21	334 664,00 €	8	154 521,08 €	0	0,00 €
M8	0	0,00 €	0	0,00 €	0	0,00 €

Tableau avancement DP 6A

DP 6B	Programmation FEADER		Engagement FEADER		Paie ment FEADER	
	Nombre de dossiers programmés	Dépenses publiques programmées	Nombre de dossiers engagés	Dépenses publiques engagées	Nombre de dossiers payés	Dépenses publiques payées
M7	25	1 964 547	0	0	0	0
M19	5	93 594	0*	0*	0	0

*Mais part nationale engagée

Tableau avancement DP 6B

1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

Dans le précédent rapport, l'AG a déjà pu faire observer que les acomptes versés aux bénéficiaires ne sont pas comptabilisés dans les tableaux exigés dans le cadre du RAMO, alors même que les paiements ont pu être instrumentés sur certains types d'opérations (cf tableaux en annexe).

Les tableaux annexés au présent RAMO ne portent que sur les opérations « achevées » au 31 décembre 2016, et sous-estiment le taux de réalisation réel des opérations. En effet, pour les données relatives aux dispositifs HSI GC, le périmètre défini par l'AG pour ces opérations achevées est constitué des dossiers ayant le statut « réalisés complet » dans OSIRIS, avec un paiement supérieur à 81% auprès des bénéficiaires et avec une date de dernier paiement au 31/12/2016.

Ainsi dans la précédente section 1C et pour compléter les informations, un **état des lieux financiers du FEADER (avec montant programmés, engagés et payés – dont acompte) par domaine prioritaire et mesure donne également un aperçu du niveau de mise en œuvre au regard des cibles intermédiaires.**

De même, le tableau F a été complété avec un état financier qui a été réalisé avec les montants en **dépense publique totale**, engagée, payée-dont acompte.

	Priorité 2					
	DPT sans Top up			Indicateur non financier : Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation + exploitations avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR		
Etat d'avancement	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	27 007 158,56 €	9 570 772,12 €	4 722 721,64 €	1199	592	483
Cible initiale prévue	14 817 113,00 €	14 817 113,00 €	14 817 113,00 €	357	357	357
Ecart	12 190 045,56 €	5 246 340,88 €	10 094 391,36 €	842	235	126

Etat d'avancement du cadre de performance au 31-12-2016 / Priorité 2

	Priorité 3					
	DPT sans Top up			Indicateur non financier : Nombre d'exploitations agricoles soutenues percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux/circuits d'approvisionnement courts ou des groupements de producteurs (domaine prioritaire 3A)		
Etat d'avancement	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	1 113 640,34 €	213 860,33 €	73 908,89 €	14	12	9
Cible initiale prévue	1 048 501,86 €	1 048 501,86 €	1 048 501,86 €	180	180	180
Ecart	65 138,48 €	834 641,53 €	974 592,97 €	-166	-168	-171

Etat d'avancement du cadre de performance au 31-12-2016 / Priorité 3

	Priorité 4					
	DPT sans Top up			Indicateur non financier : Terres agricoles sous contrats de gestion contribuant à la biodiversité (ha) (domaine prioritaire P4A) + amélioration de la gestion de l'eau (ha) (domaine prioritaire 4B) + amélioration de la gestion des sols et prévention de l'érosion des sols (ha) (domaine prioritaire 4C)		
Etat d'avancement	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	41 410 983,41 €	38 788 030,31 €	38 182 161,07 €	177 389,05	177 389,05	177 389,05
Cible initiale prévue	146 369 721,20 €	146 369 721,20 €	146 369 721,20 €	151 361	151 361	151 361
Ecart	- 104 958 737,79 €	- 107 581 690,89 €	- 108 187 560,13 €	26 028	26 028	26 028

Etat d'avancement du cadre de performance au 31-12-2016 / Priorité 4

	Priorité 5					
	DPT sans Top up			Indicateur non financier : Terres agricoles et forestières sous contrats de gestion visant à promouvoir la séquestration/conservation du carbone (ha) (domaine prioritaire 5E) + terres agricoles sous contrats de gestion visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou les émissions d'ammoniac (ha) (domaine prioritaire 5D) + terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (ha) (domaine prioritaire 5A)		
Etat d'avancement	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	1 089 140,29 €	365 174,52 €	148 993,95 €	0	0	0
Cible initiale prévue	6 443 035,80 €	6 443 035,80 €	6 443 035,80 €	2 415	2 415	2 415
Ecart	- 5 353 895,51 €	- 6 077 861,28 €	- 6 294 041,85 €	-2 415	-2 415	-2 415

Etat d'avancement du cadre de performance au 31-12-2016 / Priorité 5

	Priorité 6					
	DPT sans Top up			Indicateur non financier : Nombre d'opérations bénéficiant d'un soutien visant à améliorer les services de base et les infrastructures dans les zones rurales (domaines prioritaires 6B et 6C)		
Etat d'avancement	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016	Engagement au 31/12/2016	Païement dont acompte au 31/12/2016	opérations achevées au 31/12/2016
Réalisation	791 976,26 €	370 736,60 €	0,00 €	0	0	0
Cible initiale prévue	8 450 674,60 €	8 450 674,60 €	8 450 674,60 €	25,80	25,80	25,80
Ecart	- 7 658 698,34 €	- 7 658 698,34 €	- 8 450 674,60 €	-25,80	-25,80	-25,80

Etat d'avancement du cadre de performance au 31-12-2016 / Priorité 6

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Une conduite en commun des évaluations des 3 PDR

Le plan d'évaluation, tel qu'il a été rédigé dans le chapitre 9 du PDR pose les grands principes des activités de suivi et d'évaluation. Ces grands principes ne sont pas remis en cause, mais un travail est actuellement en cours pour préciser les modalités de conduite des activités d'évaluation, dans le contexte de la Nouvelle-Aquitaine.

Ainsi, pour faciliter le pilotage unique des 3 programmes, il semble pertinent de conduire en commun les évaluations des trois PDR. Cela présente également pour avantage :

1. de permettre une définition en commun des orientations en matière d'évaluation,
2. de conduire ces évaluations avec une méthode partagée, pour réaliser plus facilement des analyses comparées entre les deux programmes,
3. de faire des économies d'échelle.

Pour autant, pour chaque évaluation, les spécificités liées aux trois territoires seront prises en compte afin d'analyser l'impact du FEADER sur chacun des territoires en lien avec les diagnostics et les analyses AFOM réalisés en début de programmation.

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

Aucune activité d'évaluation n'a été menée sur le PDR Poitou-Charentes en 2016.

Les activités d'évaluation ont débuté en 2017 via les travaux d'évaluation intermédiaire liés au RAMO. L'autorité de gestion a choisi de se faire accompagner par un prestataire pour ces travaux dont la mission consiste à :

- collecter les informations et alimenter les 3 rapports renforcés, notamment en proposant les éléments de réponses aux questions évaluatives issues des règlements européens ;
- construire une méthodologie de suivi pour les 3 PDR et notamment proposer et alimenter des tableaux de bord construits pour le suivi.

Un groupe technique a été constitué dans ce cadre. Il est composé des référents des dispositifs, des agents du service FEADER, des référents évaluations des 3 PDR ainsi que des évaluateurs et a permis de :

- valider les sous-questions évaluatives, les critères de jugement et les indicateurs associés
- orienter les travaux lors d'un point d'étape intermédiaire de l'évaluation
- à partir des résultats des questions évaluatives, réinterroger les cibles quantitatives fixées dans les

PDR et retranscrire de façon opérationnelle les recommandations.

En outre, les travaux du prestataire doivent permettre de redéfinir des thématiques d'évaluation en fonction de l'état d'avancement du programme afin de réviser au cours de l'année 2017 dans la cadre d'une modification stratégique du programme, la section liée au plan d'évaluation.

Par ailleurs, cette évaluation intermédiaire des 3 PDR a pu alimenter les travaux de convergence des trois PDR amorcés en 2016. En effet, plusieurs types d'opération ont fait l'objet de travaux de mise en cohérence sur les mesures 1, 3 et 4 (Aide aux activités de démonstration et aux actions d'information, Aide aux activités de promotion, Plan de compétitivité des exploitations agricoles, Desserte forestière,...).

L'évaluation a permis d'apporter un éclairage sur les impacts de cette convergence sur la logique d'intervention des PDR et sur la suite de la programmation.

Spécificité LEADER

La période 2015-2016 a été consacrée à la sélection des candidatures LEADER, la signature des conventions tripartites et le déploiement des outils de mise en œuvre (OSIRIS, notamment).

Le déploiement de ce dernier connaît un retard important au niveau national et n'a pas permis sur la période, de programmer significativement les stratégies des programmes LEADER et d'en permettre une évaluation.

De nombreuses rencontres ont pour autant eu lieu entre l'AG et les GAL au cours de cette période. Ils ont permis à l'AG d'assurer un accompagnement des candidatures et de la mise en œuvre du dispositif. En 2017, l'AG élargi le principe d'organisation de comités d'appui existant en Limousin aux 2 autres PDR. Ces comités visent à permettre un échange direct entre l'AG et la gouvernance locale des GAL sur les conditions de mise en œuvre du programme.

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Les données de suivi sont collectées au travers de l'instruction des demandes d'aide ou des demandes de paiement. Au cours de la « phase d'outillage » de chacun des dispositifs d'aide, un certain nombre d'informations sont spécialement incluses dans les formulaires pour faciliter cette collecte. Le paramétrage progressif de l'outil informatique de gestion n'a pas encore permis la saisie et la valorisation des informations collectées, mais ce sera le cas à partir de 2017.

Lors de la formation des services instructeurs à l'outil informatique, un volet spécifique sur les indicateurs de suivi sera développé.

Les travaux liés au monitoring (OSIRIS) et à la valorisation des données qui en sont issues (ValOsiris), ont été engagés pour répondre aux besoins d'alimentation des tableaux du Rapport annuel et du cadre de performance. Pour les mesures HSI, l'outil OSIRIS permet l'extraction des données nécessaires au suivi financier du programme (codes et libellés des mesures et sous-mesures, période transitoire, domaine prioritaire, nombre de dossiers engagés, nombre de dossiers payés, montant FEADER, montant de la contrepartie nationale et du top up national, part et top up Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) / « autre

Etat » / Région / Département / Agence de l'Eau / « autre hors Etat », engagements juridiques externes, paiements et paiements externes). Ces données permettent ainsi de suivre le taux d'engagement et le taux de paiement à différents niveaux (opération / type d'opération, sous-mesure, mesure, domaine prioritaire, priorité).

Un onglet spécifique « indicateurs » a été créé dans l'application et disponible pour le paramétrage depuis mars 2017. Les dispositifs sont instrumentés progressivement pour pouvoir extraire les données directement de l'outil via des valorisations de données (ValOSIRIS). La saisie sera réalisée au fil de l'eau au moment de l'instruction et des contrôles avant paiement. L'outil ISIS permettra l'extraction des données des mesures SIGC. De plus, l'autorité de gestion met à jour de façon mensuelle, un tableau de suivi des dossiers programmés suite à son instance de programmation.

En outre, un groupe de travail Suivi-Evaluation s'est formé au niveau national en 2015. Il réunit le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les Autorités de Gestion, et l'Observatoire du Développement Rural (ODR). Son objectif est d'établir une « bible » de l'évaluation en s'appuyant sur la note d'orientation d'août 2015 du comité de développement rural « suivi des programmes 2014-2020 - tableaux pour les rapports annuels de mise en oeuvre » (traduction en français du document Monitoring 2014-2020 – Implementation report tables, réalisée par le Ministère de l'Agriculture). Les travaux du groupe de travail portent sur les mesures HSI-GC et les indicateurs européens avec pour objectif d'aboutir à un tableau des indicateurs de suivi 2014-2020 précisant : le type d'indicateur, à quelle opération et domaine prioritaire il s'applique, les consignes de la Commission européenne, des règles communes de gestion, les données à extraire d'ISIS ou d'OSIRIS et comment procéder aux extractions/requêtes. Un groupe de travail restreint issu de ce groupe travaille par ailleurs spécifiquement sur le RAMO (élaboration des tableaux du RAMO et de requêtes pertinentes via l'ODR pour la préparation des RAMO).

Pour compléter ces travaux, un marché a été lancé au niveau national afin d'apporter un appui méthodologique aux autorités de gestion dans leur démarche d'évaluation pour le calcul des indicateurs de résultat et les réponses aux questions évaluatives. L'objet de cet appui méthodologique est de proposer à partir de la documentation et des données de réalisation disponibles une méthode de quantification de l'ensemble des indicateurs de résultats, en approfondissant les six indicateurs dits « complémentaires » et une méthode de réponse aux questions évaluatives prévues par la réglementation d'exécution. Le prestataire s'appuie sur la documentation produite par la DGAGRI et son « Helpdesk » ou bureau d'appui, en complément des textes réglementaires. Ce dernier est d'ailleurs intervenu auprès de toutes les autorités de gestion en mars 2016. Ce marché sera complété au niveau de la Région Nouvelle Aquitaine par un marché spécifique sur les trois programmes de développement rural.

Pour les mesures du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), une extraction trimestrielle du logiciel ISIS nous a permis de récolter les données pour la campagne 2014. La campagne des MAEC et du dispositif Agri BIO 2015 n'étant pas encore instruites, elle n'entre pas dans le cadre du RAMO 2016. Le premier comité de suivi suivant l'adoption du programme a été aussi l'occasion de valoriser une première série d'indicateurs mesurant la performance du programme. Un groupe de travail "COMOP" SIGC est également formé au niveau national réunissant le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement et les autorités de gestion. Les questions relatives à l'évaluation des mesures SIGC seront abordées dans ce groupe.

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Aucune évaluation n'a été réalisée en 2016. De ce fait, il n'y a pas d'élément à apporter pour les sections 2 d,f et g.

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

Des difficultés d'ordre technique sont venues alourdir les obligations des porteurs de projets ainsi que celles des services instructeurs et ont retardé la mise en oeuvre du PDR Poitou-Charentes, parmi lesquelles :

- l'adoption tardive des règlements européens et du programme de développement rural qui n'ont pas permis à l'autorité de gestion de dialoguer avec le partenariat dans un contexte réglementaire stabilisé et qui fragilise la mise en oeuvre du programme ;
- l'adoption tardive des régimes d'aide avec des règles en matière d'aides d'Etat complexes à appliquer : question de la qualification des grandes entreprises pour toutes les collectivités impliquant la mise en place de scénarios contrefactuels, difficultés d'interprétation de certains régimes d'aide d'Etat en attente de réponse précise et opérationnelle de la part de la Commission européenne pour sécuriser la mise en œuvre des dispositifs. La lourdeur administrative qui pèse sur les bénéficiaires : malgré l'accompagnement apporté par les services instructeurs à certains porteurs ;
- La définition des nouvelles surfaces PAC 2015 liées au plan d'action FEAGA : les campagnes 2015 et 2016 des mesures agro-environnementales et de l'agriculture biologique regroupées dans le Cadre National et dans le PDR sous la priorité 4 (M10 et M11, M12,) ne sont toujours pas instruites en juin 2017 ;
- La complexité du déploiement du système informatique OSIRIS : la mise en place progressive et complexe du système informatique OSIRIS, ralentit le démarrage et le lancement opérationnel du PDR Poitou-Charentes.

Durant l'année de transition, l'ensemble des dispositifs ouverts étaient instrumentés par le biais d'une version adaptée de l'outil 2007-2013, ce qui n'a pas posé de problèmes. En 2015, l'outil OSIRIS a évolué avec l'obligation d'ouvrir un outil par dispositif et la charge pour l'autorité de gestion de rédiger le cahier des charges «Descriptif détaillé de mise en oeuvre» de l'outil. L'ensemble du PDR pour les dispositifs Hors Système Intégré de Gestion et de Contrôle (HSIGC) doit donc être instrumenté (voir annexe sur l'état d'instrumentation et de possibilité de paiement au 01/06/2017).

L'autorité de gestion, aux côtés de l'ASP, met tout en oeuvre pour accélérer le déploiement des outils. Des groupes de travail nationaux ont été mis en place pour l'élaboration d'outils communs ou de blocs communs à intégrer dans les outils. De plus, des agents ont été recrutés de manière temporaire sur ces missions afin de contribuer à l'accélération du déploiement d'OSIRIS sur les dispositifs du PDR.

L'autorité de gestion met donc tous les moyens en œuvre pour faire avancer le sujet de l'instrumentation et permettre une mise en œuvre opérationnelle de tous les dispositifs ayant eu un début de programmation en 2017.

En Nouvelle-Aquitaine, en plus des équipes en place sur le FEADER largement mobilisées sur l'instrumentation OSIRIS, 2 renforts ont été recrutés en 2016 à temps plein sur le sujet. Leur contrat est prolongé jusqu'au 30 juin 2018 afin d'accompagner les services instructeurs dans l'utilisation de l'outil une fois ce dernier livré. Un renfort sur une durée de 1 an a également été recruté à partir du 15 juin 2017 pour travailler sur les outils de calcul obligatoires pour mettre en paiement les dossiers et un renfort ponctuel

d'une durée de 5 mois travaille également sur le sujet depuis le mois de mai 2017.

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	397 522 211,00	70,68	7,73

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	397 522 211,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	397 522 211,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feader	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Le PDR Poitou-Charentes mentionne, dans la section 17, le rôle, les missions, les instances de pilotage et les moyens de mise en œuvre d'un réseau rural régional.

Le réseau rural régional n'a pas été installé en 2014-2016. Sa mise en place devra prendre en compte le contexte de fusion des trois Régions Limousin, Aquitaine et Poitou-Charentes. Plusieurs pistes sont envisagées :

- le recours à un prestataire externe chargé d'animer les activités du réseau pour les 3 PDR ;
- l'animation du réseau par un ou plusieurs agents au sein des équipes de la Région Nouvelle Aquitaine.

L'année 2017 sera l'année du lancement du RRR. Une présentation de la gouvernance et des missions confiées au RRR sera réalisée lors du Comité de suivi du 30 juin 2017. La 1ère Assemblée générale du Réseau rural régional devrait avoir lieu au 2ème semestre 2017 et viendra définir les enjeux et thèmes prioritaires pour l'année à venir. Le RRR a un éventail de missions larges et riches, permettant de répondre aux objectifs définis par l'Europe.

A l'échelle régionale, il s'agira de décliner de façon opérationnelle les objectifs mentionnés par la Commission. Le RRR doit ainsi :

- Animer, avec un caractère opérationnel et depuis un ancrage territorial régional, la mise en réseau des acteurs régionaux de développement rural, en lien avec les autres échelons
- Communiquer sur la mise en œuvre des PDR et leurs résultats afin de donner à voir l'action publique au cœur des territoires ruraux et favoriser l'émergence de nouveaux projets
- Capitaliser, via une mission de veille et de repérage, sur les expériences menées afin de favoriser le transfert de connaissances, la diffusion de bonnes pratiques et la qualité des projets
- Décloisonner les relations entre acteurs du développement rural afin de promouvoir les actions transversales et multisectorielles, souvent vectrices d'innovation.

Un cahier des charges sera établi sur la base des missions suivantes :

- Travailler sur les exemples de projets du PDR en lien avec RRN
- Proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG

- Mettre en commun les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR
- Relayer les communications émanant du RRN pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- Participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

Cette partie sera développée postérieurement à la mise en place du réseau rural à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Stratégie de communication mutualisée

La mise en œuvre

Pour présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Cette stratégie, conduite à l'échelle du territoire de la Nouvelle-Aquitaine, s'appuie sur les stratégies pré-existantes des 3 ex-territoires régionaux.

La stratégie est plurifonds avec une approche par thématiques. Une déclinaison par plans d'actions annuels permet toutefois de maintenir des actions spécifiques à chaque programme européen territorialisé en fonction de l'avancée des programmes et notamment pour cibler des porteurs de projets potentiels.

Une corrélation avec la communication sur les programmes de coopération internationale et régionale est recherchée.

Une démarche participative associant les partenaires clés de la région permet d'optimiser les modalités de mise en œuvre de la stratégie. Il est recherché une corrélation avec les actions de communication de la Région, des partenaires et des relais.

Objectifs stratégiques

- Assurer la transparence et la notoriété des programmes européens en communiquant sur les programmes européens et leur état d'avancement,
- Faciliter la mise en œuvre de la programmation,
- Transmettre les valeurs européennes et régionales, et montrer l'impact des fonds européens pour le développement régional,

- Mieux faire connaître le rôle et l'implication de la Région et les nouveautés de la période de programmation 2014-2020,
- Démultiplier la communication en mobilisant le partenariat régional mais aussi national.

Les cibles

- Les bénéficiaires potentiels
- Les bénéficiaires
- Le grand public
- Les partenaires du programme
- Les élus
- Les relais
- Les médias

Le message

« La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre territoire » est le message générique présent généralement sur les supports grand public. Toutefois, ce message peut être décliné en fonction des thématiques et des cibles : « La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre avenir ».

Budget

Le montant total prévisionnel attribué à la communication des programmes européens est de 5 690 968 euros (Cf tableau en annexe)

Principales actions mutualisées Nouvelle-Aquitaine - 2016

Le Joli mois de l'Europe :

- Recensement sur une page dédiée de tous les événements européens organisés en mai, et utilisation du même visuel (le papillon) et d'un même message (le Joli Mois de l'Europe). Objectif : donner une plus grande visibilité sur l'Europe et l'action de la Région en faveur de sa promotion.
- Fabrication de supports de communication communs : affiches, dépliants, goodies... et mise à disposition de toutes les structures adhérant au Joli Mois de l'Europe.
- Externalisation de la couverture presse dédiée, à une agence de presse spécialisée.
- Deux concours photos dédié JME, « Trouvez l'Europe près de chez vous » : photographie soit d'un projet cofinancé par l'Europe soit d'un événement du Joli Mois de l'Europe. Ce concours incitait les personnes à visiter le site internet ou la page dédiée du joli mois de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine (Prix : séjours en Région, produits régionaux,...).

Bilan :

- *140 événements organisés par 60 structures,*
- *Impact sur les réseaux sociaux de 219 000 personnes*
- *104 retombées Presse*

Journal « l'Europe et vous »

- Edition d'un flyer à destination du grand public présentant les fonds européens en Nouvelle-Aquitaine et les principales réalisations soutenues depuis 2014.

Salon de l'agriculture - Paris : Diffusion d'une vidéo relative à l'installation d'un jeune agriculteur sur le stand de la Région. Affichage de l'Europe sur le stand d'un exposant bénéficiaire de fonds européens (drapeau de l'Europe sur les tabliers, panneaux, flyers).

Communiqués de presse après chaque consultation écrite, mettant en avant les projets financés par l'Europe sur l'ensemble des départements de la Nouvelle-Aquitaine.

Bilan : Communiqué relayés par les médias locaux.

Organisation du premier « Comité de Suivi Interfonds » à Poitiers (350 participants).

Création du nouveau site internet « Europe en Nouvelle-Aquitaine » : Définition des besoins et lancement de la consultation.

Actions propres au territoire Poitou-Charentes conduites en 2016

- Appel à projet vidéo « L'Union européenne et les fonds européens mis en images » : réalisation de 4 vidéos par 4 lycées du territoire de Poitou-Charentes ;
- Sessions d'information auprès des lycéens sur l'Union européenne, les fonds européens et la mobilité européenne (action déléguée aux CIED de Poitiers et d'Angoulême) ;
- Visites de sites accompagnés par les fonds européens, à l'occasion de la préparation du Comité de Suivi Interfonds du 13 mai ;
- Réalisation et diffusion d'un « Qui fait Quoi ? » aux partenaires de la Régie des Fonds Européen Poitou-Charentes, pour les aider à bien identifier leurs interlocuteurs selon le fonds européens sollicité (élus Mairies, Communautés de Communes, Agglomérations, Pays, Conseils Départementaux, Députés Européens,...) ;
- Poursuite des actions d'information sur les obligations réglementaires de publicité auprès des bénéficiaires (Kit communication, diffusion d'autocollants,...).

Fonds	Montant UE (en €)	Territoire Limousin (en €)	Territoire Poitou- Charentes (en €)	Territoire Aquitain (en €)	Montant total (en €)
FEDER	700 000	466 666,67		1 500 000	2 666 666,67
FSE				500 000	500 000
FEDER +FSE			937 300		937 000
FEADER	1 000 000	587 301,59	/		1 587 301,59
TOTAL	1 700 000	1 053 968,25	937 300	2 000 000	5 690 968, 26

Budget communication

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

5.a) Critères non respectés des conditions ex ante générales

Conditions ex ante générales	Critère
------------------------------	---------

5.b) Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables

Conditions ex ante générales	Critère	Actions à entreprendre	Délai	Organisme chargé de l'exécution	Actions menées	Date d'exécution de l'action	Position de la Commission	Observations
------------------------------	---------	------------------------	-------	---------------------------------	----------------	------------------------------	---------------------------	--------------

5.c) Critères non respectés des conditions ex ante liées aux priorités

Conditions ex ante liées aux priorités	Critère
--	---------

5.d) Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante liées aux priorités applicables

Conditions ex ante liées aux priorités	Critère	Actions à entreprendre	Délai	Organisme chargé de l'exécution	Actions menées	Date d'exécution de l'action	Position de la Commission	Observations
--	---------	------------------------	-------	---------------------------------	----------------	------------------------------	---------------------------	--------------

5.e) Informations supplémentaires (facultatives) pour compléter celles figurant dans le tableau «Actions menées»

--

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Sans objet.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

7.a) CEQ01-1A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales?

7.a1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée de façon principale sur ce domaine prioritaire.

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 1A :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée de façon secondaire sur ce domaine prioritaire.

Le PDR prévoit seulement des mesures à contribution indirecte pour le DP 1A

- 1.1.1 Formation professionnelle et acquisition de compétences
- 1.2 Projets de démonstration et actions d'information
- 2.1 Conseil pour le développement technique, économique, environnemental et social des exploitations agricoles
- 16.1.1 Aide au fonctionnement des GO PEI pour l'innovation agricole et sylvicole
- 16.4.1 Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux

7.a2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le PDR a soutenu des projets de coopération dans les zones rurales		Nature et qualité des projets de coopération envisagés
Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	Pertinence des thèmes abordés dans les opérations de formation et de transfert de connaissance

7.a3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (précisions apportées point 9 du WD)

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Le taux de paiement est 0% pour toutes les mesures concernées par le DP1A en raison des retards de déploiement de l'outil OSIRIS.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul du T1 : « pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR »

Calcul du ratio : $T1 = Y/X$

Y = pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013

X = Total des dépenses du PDR

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient aux retards de programmation et à la faible disponibilité des données sur l'instruction des dossiers déposés.

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les seules analyses pertinentes à ce stade concernent la façon dont les mesures ont été mises en œuvre et les raisons des retards observés.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes : entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune

7.a4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	0,00			OSIRIS

Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	Oui	0%			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Pertinence des thèmes abordés dans les opérations de formation et de transfert de connaissance	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Nature et qualité des projets de coopération envisagés	Non				

7.a5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Les analyses se basent sur les données disponibles pour les dossiers programmés compte tenu de l'absence de dossiers soldés.

7.a6) Réponse à la question d'évaluation

Les sous-mesures qui présentent des contributions indirectes et effets positifs au DP1A représentent un volume de 37 opérations, pour un montant total FEADER programmé de 5 400 000 €. Même si aucune opération n'est achevée (soldée), il est intéressant de calculer les valeurs de certains indicateurs communs de réalisation, résultats et additionnels basés sur les sources de données traduisant la programmation au 31/12/2016. Ces valeurs apportent des compléments d'analyse à la mise en œuvre du PDR.

I - Bilan de la mise en œuvre

La priorité 1 n'est pas inscrite au cadre de performance, il n'y a donc pas de valeur cible à atteindre en 2018. En revanche le plan des indicateurs prévoit que les mesures relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement atteignent 3,27% des dépenses au titre du PDR, avec la répartition suivante :

- TO 1.1.1, 1.2.1 et 1.2.2 : 4 312 500,00 € (dont 3 450 000 € de FEADER d'après la maquette)
- TO 2.1.1 : 12 698 413,00 € (dont 8 000 000 € de FEADER d'après la maquette)
- TO 16.1.1 et 16.4.1 : 3 000 000,00 € (dont 1 950 000 € de FEADER d'après la maquette)

A ce stade, les montants programmés sur ces mesures s'élèvent à 84 000 € pour le TO 1.1.1, 513 067 € pour les TO 1.2.1 et 1.2.2 et 41 476 € pour le TO 16.4.1, mais les dossiers programmés pour les TO 1.1.1 et 16.4 seront finalement financés hors FEADER. Le montant total programmé est donc de 513 067 €, soit à peine 4% de la valeur cible. Les montants engagés pour ces deux TO s'élèvent à 243 290 € de FEADER et 374 042 € de dépense publique totale. Aucun paiement n'a été effectué sur ces mesures.

TO 1.1.1 : formation professionnelle

Un appel à projet a été lancé pour le T.O. 1.1.1. Seul l'organisme de formation VIVEA a déposé un dossier, mais qui sera finalement financé sur des crédits de la Région. Il est prévu que la mesure soit fermée.

TO 1.2 : activités d'information et de démonstration

Le dispositif d'aide aux activités de démonstration et d'information compte 37 opérations programmées au 31/12/2016 et 22 engagées, pour un montant de dépense publique engagée de 304 113,04 €, dont 243 289,61 € pour le FEADER, soit à peine 2% de l'amaquette FEADER pour le DP1A et moins de 1% des dépenses totales engagées pour le PDR. Parmi les 22 dossiers engagés, 5 correspondent à des activités de démonstration et 17 à des activités d'information.

TO 2.1 : Conseil

La mesure 2 n'a pas été mise en œuvre pour des problèmes juridiques liées à l'obligation de passer par des procédures de marchés publics alors qu'il s'agit d'une subvention. Ce problème est général pour l'ensemble des PDR français. Le conseil devrait finalement être pris en charge par d'autres sources de financement régionales et la mesure devrait être fermée.

TO 16.1 : PEI

Les Groupes Opérationnels pour le PEI n'ont pas encore été sélectionnés car la convergence entre les trois PDR est en cours pour cette mesure, qui sera mise en œuvre de façon transversale, à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine.

II - Contribution au développement de la connaissance permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement

L'Appel à Projet diffusé en octobre 2015 dans le cadre du TO 1.2 (Dispositif d'aide aux activités de démonstration et d'information) précise que les actions éligibles doivent s'inscrire dans l'une des thématiques suivantes :

- développement économique, compétitivité et innovation,
- agro-environnement et agro-écologie,
- sylviculture et transformation du bois,
- agriculture et sylviculture durable,
- démarche qualité des produits,
- sécurité sanitaire des aliments,
- bien-être animal,
- croissance verte, maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables,
- reconquête de la ressource en eau (approches quantitative et/ou qualitative),
- préservation de la biodiversité et renaturation d'espaces naturels,

- santé et sécurité au travail.

En outre, les critères de sélection ont permis de hiérarchiser les projets en fonction de :

- La pertinence du projet d'information au regard des objectifs de l'appel à projets (adéquation avec les thématiques prioritaires du PDR) ;
- La qualité du projet et de sa mise en œuvre ;
- L'efficacité et l'impact escompté du projet d'information (Nombre de personnes ciblées) ;
- L'efficacité du projet d'information, coût de l'action (Rapport coût/nombre de bénéficiaires visés, types de coûts etc.)
- L'excellence environnementale.

L'AAP ne contient pas de critère de sélection spécifique pour l'élevage mais cette priorité est rappelée dans les objectifs de l'AAP.

Les données disponibles ne permettent pas de caractériser les actions mises en œuvre (aucun indicateur renseigné dans OSIRIS) mais d'après l'Autorité de Gestion, les actions relevant de la polyculture-élevage occupent une bonne place dans la sélection de dossiers retenus. Cela est lié à la fois à l'accent mis sur l'élevage dans l'AAP et au fait que les structures bénéficiaires (Chambres d'agriculture, CIVAM, associations et syndicats bio, etc.) travaillent traditionnellement beaucoup avec les éleveurs.

Il y a eu des projets intéressants notamment sur les thèmes de l'autonomie alimentaire (Réseau InPACT), des coûts de production en contexte d'élevage et sur les phytosanitaires. Il faut souligner également que la diffusion des opérations soutenues peut aller au-delà de l'action elle-même (ex : mise en ligne des résultats de l'action).

En ce qui concerne le PEI, un premier Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) a été lancé en 2015 pour le Poitou-Charentes afin de préparer l'Appel à Projet, bien que la mise en œuvre effective ait été retardée en vue de la convergence à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine. L'AMI a permis d'avoir une plus grande visibilité sur le type de projets qui pourraient être soumis dans le cadre du futur AAP pour cette mesure. Cela pouvait également permettre de faire un retour aux bénéficiaires potentiels pour qu'ils améliorent leurs projets.

Cinq dossiers ont été retenus dans le cadre de l'AMI sur les thèmes suivants :

- Agriculture de précision
- Autonomie alimentaire
- Conservation génétique
- Races locales
- Baisse des produits phytosanitaires dans les cultures spécialisées

Un autre projet pourrait être présenté sur l'adaptation des peuplements forestiers pour l'adaptation au

changement climatique.

Les acteurs concernés sont très en attente. La mise en œuvre de cette mesure ne devrait donc pas poser de problème une fois que l'AAP sera lancé.

Les opérations réalisées ou en cours de réalisation dans le cadre de la mesure 1 et les opérations prévues dans le cadre du PEI paraissent pertinentes au regard des problématiques de la région et des besoins en termes de capacité d'innovation et d'adaptation au changement, notamment dans les filières d'élevage et en particulier sur la question de l'autonomie alimentaire, ainsi que sur le thème des phytosanitaires en grandes cultures, qui sont deux grands enjeux dans la Région pour l'avenir.

III - Contribution au développement des projets de coopération en zone rurale

A ce stade, le PDR n'a pas contribué au développement des projets de coopération en zone rurale.

7.a7) Conclusions et recommandations

7.a7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1. Les actions mises en œuvre dans le cadre du TO 1.2.1 (activités d'information et de démonstration) et les projets présentés dans le cadre de l'AMI pour le TO 16.1 (PEI) correspondent bien aux objectifs du PDR et devraient effectivement contribuer au développement de la base de connaissances et à une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement. En revanche la programmation est très en retard pour ce DP et avec la fermeture des deux TO qui bénéficiaient des montants les plus élevés dans la maquette FEADER (75% de la maquette initiale), il paraît évident que les valeurs cibles 2023 ne seront pas atteintes (cibles qui ne figurent pas au cadre de performance).

Recommandation:

R.1. Le PEI devrait être mis en œuvre prochainement au niveau de la Région Nouvelle Aquitaine. Il conviendra alors de s'assurer que les projets présentés lors de l'AMI Poitou-Charentes sont bien en phase avec le nouvel AAP et en capacité de répondre ou de procurer l'accompagnement nécessaire des porteurs de projet. En ce qui concerne les opérations de démonstration et d'information, il ne s'agit pas nécessairement de multiplier le nombre d'actions, ce qui pourrait être fait au détriment de la qualité des opérations, mais il pourrait être pertinent compte tenu des fonds disponibles, de réfléchir avec les acteurs concernés à la possibilité d'une diffusion plus large des opérations menées.

7.b) CEQ02-1B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles renforcé les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement?

7.b1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée de façon principale sur ce domaine prioritaire.

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 1B :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée de façon secondaire sur ce domaine prioritaire.

Le PDR prévoit seulement des mesures à contribution indirecte pour le DP 1B

- 16.1.1 Aide au fonctionnement des GO PEI pour l'innovation agricole et sylvicole
- 16.4.1 Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux
- 16.7.1 Partenariats public-privé pour des stratégies locales de développement forestier

7.b2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Des coopérations de long terme pour la recherche et l'innovation ont été établies entre les opérateurs et institutions de R&D des secteurs agricoles, agro-alimentaires et forestier	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	% d'exploitations bénéficiaires impliqués dans un projet de coopération
Des coopérations de long terme pour la recherche et l'innovation ont été établies entre les opérateurs et institutions de R&D des secteurs agricoles, agro-alimentaires et forestier	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	Nombre et type de partenariats engagés dans les projets de coopération

7.b3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (*précisions apportées point 9 du WD*)

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Ces mesures sont en cours d'harmonisation à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine. Aucun dossier n'a encore été programmé. Il n'est donc pas possible de réaliser une analyse quantitative.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

d) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

L'analyse qualitative se limitera à commenter l'AMI réalisé en 2015 dans le cadre du TO 16.1.1 – PEI.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.b4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre et type de partenariats engagés dans les projets de coopération	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	% d'exploitations bénéficiaires impliqués dans un projet de coopération	Non	0,00			Bénéficiaires

7.b5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

La mesure coopération n'a pas encore été mise en œuvre.

Les difficultés de déploiement de l'outil OSIRIS ont nécessité de prioriser les actions à ouvrir dans un

premier temps de la programmation. Suite à la fusion des régions, il a ensuite été décidé d'harmoniser certains dispositifs, en particulier ceux non encore ouverts. La nouvelle organisation est actée et opérationnelle depuis le premier trimestre 2017 et permet à présent de lancer des AAP harmonisés pour la Nouvelle Aquitaine.

La mesure de coopération fait partie des dispositifs en cours d'harmonisation.

7.b6) Réponse à la question d'évaluation

Les thématiques principalement ciblées par le PDR en matière de coopération sont les suivantes :

- exploitation durable de la ressource agricole et forestière,
- triple performance des entreprises (économique, sociale, environnementale),
- coopération public/privé,
- renforcement du lien producteur-consommateur,
- développement des marchés des produits régionaux
- développement des stratégies filières,

La maquette financière allouée au TO 16.1.1 – PEI (750 000 €) est la plus importante. Le PDR Poitou-Charentes inscrit la mise en place des GO PEI comme un réel apport de nouveauté dans la coopération entre acteurs d'horizons différents pour favoriser l'innovation sous une forme interactive et non pas descendante ou linéaire.

La mise en œuvre de ce TO a nécessité un apprentissage tant de l'Autorité de gestion que des potentiels bénéficiaires pour répondre pleinement aux exigences attendues par le PEI.

Cependant l'annonce de la fusion des ex-régions Aquitaine, Limousin et Poitou Charentes a court-circuité les dynamiques en cours ainsi que les agendas. Ainsi, il est plus pertinent d'élaborer un cadre de mise en œuvre partagé au sein des 3 PDR, notamment pour éviter une certaine distorsion entre les 3 TO 16.1 qui auraient pu avoir des cadres de sélection, d'éligibilité différents et ainsi créer une distorsion entre bénéficiaires des ex-régions désormais fusionnées.

En début d'année 2017, la nouvelle organisation de l'AG Nouvelle Aquitaine a été validée et elle est désormais en capacité de lancer en 2017 un ou plusieurs appels à projet pour la mise en place des GO qui permettront de répondre aux enjeux et objectifs du PDR Poitou-Charentes identifiés dans l'AFOM.

En Poitou-Charentes, un premier Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) a été lancé en 2015 pour le pour les Groupes Opérationnels PEI afin de préparer l'Appel à Projet. L'AMI a permis d'avoir une plus grande visibilité sur le type de projets qui pourraient être soumis dans le cadre du futur AAP pour cette mesure. Cela pouvait également permettre de faire un retour aux bénéficiaires potentiels pour qu'ils améliorent leurs projets.

Cinq dossiers ont été retenus dans le cadre de l'AMI sur les thèmes suivants :

- Agriculture de précision
- Autonomie alimentaire
- Conservation génétique
- Races locales
- Baisse des produits phytosanitaires dans les cultures spécialisées

Un autre projet pourrait être présenté sur l'adaptation des peuplements forestiers pour l'adaptation au changement climatique.

Les acteurs concernés sont très en attente. La mise en œuvre de cette mesure ne devrait donc pas poser de problème une fois que l'AAP sera lancé et la valeur cible de 6 groupes opérationnels paraît réaliste à ce stade.

Deux appels à projet ont été lancés pour les TO 16.4.1 (Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux) et 16.7.1 (Partenariats public-privé pour des stratégies locales de développement forestier), mais les dossiers sélectionnés dans le cadre du TO 16.4.1 seront finalement financés sans FEADER, dans l'attente de l'harmonisation de la mesure.

Le Plan des indicateurs du PDR prévoit la mise en œuvre de 33 opérations au titre des trois mesures concernées, dont 6 Groupes Opérationnels pour le PEI.

A ce stade, il n'est pas possible de conclure sur la capacité de l'Autorité de Gestion à atteindre les cibles fixées dans le PDR, notamment pour le cadre de performance.

7.b7) Conclusions et recommandations

7.b7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 Les projets présentés dans le cadre de l'AMI pour le TO 16.1 (PEI) correspondent bien aux objectifs du PDR et devraient effectivement contribuer à la recherche et l'innovation. En revanche, il n'est pas possible de conclure sur la capacité de l'Autorité de Gestion à atteindre les cibles fixées dans le PDR, notamment pour le cadre de performance.

Recommandation:

R.1. Il conviendrait de revoir éventuellement les cibles pour 2023 en fonction des réalisations attendues sur la deuxième partie de la période de programmation.

7.c) CEQ03-1C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune mesure du PDR Poitou-Charentes n'est activée de manière principale pour ce DP.

7.d) CEQ04-2A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la performance économique, la restructuration et la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et leur diversification agricole?

7.d1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales »:

- 1.1.1. Formation professionnelle et à l'acquisition de compétences
- 1.2.1. Activités de démonstration
- 1.2.2. Actions d'information
- 2.1.1. Conseil pour le développement technique, économique, environnemental et social des exploitations agricoles
- 4.1.1. Investissements pour la modernisation des élevages
- 4.1.2. Investissements pour les cultures spécialisées

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 2A :

- 4.1.3. Investissements pour la réduction des pollutions et une meilleure utilisation de l'eau en production végétale
- 4.2.1. Investissement pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs

7.d2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières	R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues/ UTA (domaine prioritaire 2A)*	Changement de la VA Brute/UTA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières	R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues/ UTA (domaine prioritaire 2A)*	Changement de la marge d'exploitation dans les exploitations bénéficiant d'un soutien
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières	R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues/ UTA (domaine prioritaire 2A)*	Changement du poids des charges d'approvisionnement / CA
La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues dans les différentes filières	R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues/ UTA (domaine prioritaire 2A)*	Typologies des projets
Les exploitations ont été modernisées et restructurées dans les filières d'élevage et de cultures spécialisées	R1 / T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	% des investissements réalisés collectivement
Les exploitations ont été modernisées et restructurées dans les filières d'élevage et de cultures spécialisées	R1 / T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la	Typologie des projets mis en œuvre

	modernisation (domaine prioritaire 2A)	
L'autonomie alimentaire des élevages a été améliorée		Nb de projets identifiés « autonomie alimentaire »
L'autonomie alimentaire des élevages a été améliorée		Total des investissements (€) pour les projets liés à l'autonomie alimentaire

7.d3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : *(précisions apportées point 9 du WD)*

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

L'avancement de la programmation sur la mesure 4.1 permet de réaliser une analyse des réalisations depuis le début de la programmation 2014-2020 ainsi que de tester les approches contrefactuelles afin d'estimer une tendance de l'effet net des aides à l'investissement (sous mesure 4.1) sur la compétitivité des exploitations aidées approché par des indicateurs de rentabilité des exploitations (marge d'exploitation, poids des charges dans le chiffre d'affaire, EBE) et des indicateurs de productivité du travail avec notamment l'indicateur de résultat R2 qui rend compte de l'évolution de la production par UTA.

Par ailleurs, les données de suivi, même si elles ne sont que partiellement disponibles, permettent de fournir des éléments de caractérisation des projets soutenus.

Des analyses qualitatives seront toutefois nécessaires pour compléter les données disponibles par des éléments sur la mise en œuvre des mesures notamment dans le cadre du PCAE (Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations) et apporter des éléments sur les effets.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- Calcul de R1/T4 « Pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation »

Calcul du ratio (en%) suivant = $(O4/X) * 100$

O4 : Nombre d'exploitations/de bénéficiaires bénéficiant d'un soutien pour l'investissement à la restructuration et à la modernisation au titre de la mesure 4 durant la programmation (les bénéficiaires ayant reçu plusieurs aides à l'investissement peuvent être identifiés par les numéros de SIRET, disponibles dans la majorité des dossiers ou à défaut le nom ; les CUMA et coopératives sont comptées comme 1 bénéficiaire)

X : Nombre total d'exploitations agricoles d'une année de base du territoire du PDR

Dans le cas présent, le nombre total d'exploitations agricoles existantes se base sur le recensement effectué en 2010 (Source : PDR Poitou-Charentes).

- Calcul du R2 «Changement de la production agricole dans les exploitations bénéficiant d'un soutien / UTA » : La mesure de l'impact des aides allouées au titre de la sous mesure 4.1 sur la compétitivité repose sur une analyse contrefactuelle qui vise à isoler l'effet net des aides à l'investissement sur les indicateurs retenus. Elle s'appuie sur une analyse de double différence

d'un groupe d'exploitations bénéficiaires et d'exploitations non bénéficiaires. Compte tenu des données disponibles, le calcul des indicateurs repose sur une simulation en mobilisant les données de l'enquête annuelle RICA sur la période 2011-2014.

Les comparaisons en double différence sont faites entre un groupe de bénéficiaires des aides à l'investissement (variable RICA SUBI3) et un groupe témoin de non-bénéficiaires en 2012 et en 2014, les bénéficiaires étant les exploitations ayant une aide à l'investissement entre 2011 et 2013. L'étape de la sélection des exploitations par la méthode de l'appariement par score de propension a permis d'apparier 42 exploitations bénéficiaires d'une aide à l'investissement en Poitou-Charentes avec 88 non-bénéficiaires localisés en Poitou-Charentes et dans les régions administratives limitrophes. A noter que les analyses n'ont pu être menées séparément selon l'orientation technico-économique des exploitations du fait d'échantillons d'exploitations disponibles trop faibles à l'échelle régionale.

L'analyse par double différence combinée à la méthode de l'appariement consiste à identifier si la différence qui existait entre les exploitations bénéficiaires et non bénéficiaires en 2012 a évolué significativement en 2014. Elle vise à éliminer la part d'impact dû aux effets de contexte et aux différences de profil entre les exploitations bénéficiaires et non bénéficiaires au regard des caractéristiques individuelles des exploitations. Dans un premier temps, les différences par binôme ont été calculées (2012 versus 2014). Les doubles différences ont ensuite été mesurées (2012 versus 2014) afin de quantifier l'effet des subventions à l'investissement sur l'indicateur R2. La fiabilité de ces différences a in fine été testée en utilisant le test t de Student appliqué aux variables structurelles utilisées pour l'appariement des bénéficiaires et non-bénéficiaire avant et après appariement.

- Indicateurs additionnels : VA Brute /UTA, Marge d'exploitation, Poids des charges d'approvisionnement dans le CA : voir R2
- Indicateur additionnel : « % des investissements réalisés collectivement »

Calcul du ratio **Y/X**

Y : nb d'investissements soutenus dont le bénéficiaire est une structure collective (en fonction du statut juridique du bénéficiaire : CUMA, coopérative, GAEC, SCEA)

X : nb total de projets soutenus

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Idéalement, la mesure de l'effet net des aides à l'investissement sur les indicateurs aurait dû cibler les bénéficiaires de la sous mesure 4.1 sur la période 2014-2016. L'enquête RICA ne couvrant qu'une faible proportion de bénéficiaires du FEADER, une analyse contrefactuelle à l'échelle régionale mobilisant les données RICA n'a pas été envisageable au regard des petits échantillons disponibles. Une enquête auprès des bénéficiaires a été envisagée pour pallier aux données RICA mais cette solution n'a pas été retenue du fait des difficultés rencontrées pour obtenir une base de coordonnées de qualité et dans les temps de l'évaluation (coordonnées peu renseignées dans OSIRIS et extraction de ces informations nécessitant des démarches auprès de la CNIL). L'option retenue pour calculer l'effet net des aides à l'investissement sur les indicateurs a donc été d'utiliser exclusivement les données du RICA. Les données n'étant pas disponibles pour 2015 et 2016, la période d'analyse retenue couvre les années de programmation 2011, 2012, 2013 et 2014. Le détail des difficultés et limites rencontrées est présenté en annexe. Des précisions sur les problèmes de fiabilité engendrés par les limites de l'analyse contrefactuelle conduite sont présentées en

section 5.

Les éléments de typologie des projets à partir d'Osiris ne sont pas toujours complets (année 2014 manquante et pas toujours renseignés ou saisis ensuite). Il conviendra donc de préciser le taux de remplissage et de croiser ces éléments avec de l'information qualitative obtenue auprès des bénéficiaires (plutôt pour l'évaluation ex-post) et des animateurs de la filière (ex : Chambres d'agriculture, DDT).

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Au-delà des analyses quantitatives de réalisation et de résultat/effet, il est essentiel à ce stade de comprendre les éléments de mise en œuvre notamment dans le cadre du PCAE et les facteurs externes. Par ailleurs les indicateurs des extractions OSIRIS n'étant pas disponibles pour 2014 et pas toujours complets pour 2015 et 2016, il paraît important de pouvoir croiser ces résultats partiels avec la perception et la connaissance des acteurs des filières.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Revue documentaire (en particulier RAMO 2015, 2016)
- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune

7.d4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Calculated gross value out of which Primary contribution	Calculated gross value out of which Secondary contribution, including LEADER/CLLD contribution	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	1 940 656,69					OSIRIS (M01 + M04)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00					OSIRIS (M 01)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non	8 073 850,80					OSIRIS (montant de l'investissement =0 pour 10 dossiers)
Indicateur de réalisation	O3 - Nombre d'actions/opérations	Non	130,00					OSIRIS

commun	soutenues							
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	122,00					OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O11 - Nombre de jours de formation dispensés	Non	0,00					OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues/ UTA (domaine prioritaire 2A)*	Non						RICA (Analyse contrefactuelle)
Indicateur de résultat commun	R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues (domaine prioritaire 2A)*	Non						
Indicateur de résultat commun	R2: UTA (unité de travail annuel) (domaine prioritaire 2A)	Non						
Indicateur de résultat commun	R1 / T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	Oui	0.5%					OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Changement de la VA Brute/UTA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien	Non	0,00					Valeur nette : 88 892 € RICA (Analyse contrefactuelle)
Indicateur de résultat supplémentaire	Nb de projets identifiés « autonomie alimentaire »	Non	9,00					Données de suivi du Comité de Programmation PCAE
Indicateur de résultat supplémentaire	Total des investissements (€) pour les projets liés à l'autonomie alimentaire	Non	968 012,92					Données de suivi du Comité de Programmation PCAE
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie des projets mis en œuvre	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	Changement de la marge d'exploitation dans	Non						

	les exploitations bénéficiant d'un soutien							
Indicateur de résultat supplémentaire	Changement du poids des charges d'approvisionnement / CA	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologies des projets	Non						
Indicateur de résultat supplémentaire	% des investissements réalisés collectivement	Oui	55%					Osiris (statut juridique pas toujours renseigné)
Indicateur de contexte commun	C17 - Exploitations agricoles (fermes) - nombre total (2010) (No)	Non	24 450,00					PDR

7.d5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Les données pour les indicateurs de résultat sont largement incomplètes et varient entre la période de transition (2014) et les années suivantes. Les analyses se basent donc sur des données partielles.

L'analyse contrefactuelle repose sur une simulation. Les résultats obtenus reposent ainsi sur plusieurs hypothèses fortes, à savoir que :

- La variable « aide à l'investissement » utilisée comme proxy des aides allouées au titre de la sous mesure 4.1 couvre les mêmes types d'investissements que ceux soutenus au titre de la sous mesure 4.1. Cette variable recouvre les subventions d'investissement suivantes : terres agricoles, améliorations foncières, cultures permanentes, Bâtiments, Matériel, Terrain forestiers, DJA.

Les exploitations bénéficiant d'une DJA ont dû être retirées des analyses car il n'était pas possible de soustraire le montant de la DJA au total des subventions à l'investissement reçues.

- Les exploitations bénéficiant d'une aide à l'investissement sur la période 2011-2013 présentent dans RICA, restreintes aux exploitations dont l'orientation économique (OTEX) correspond à une filière soutenue dans le cadre de la sous mesure 4.1 sur la période 2014-2016, sont représentatives des exploitations aidées dans le cadre de la sous mesure 4.1.
- Les investissements soutenus sur la période 2011-2013 sont similaires aux investissements soutenus sur la période 2014-2016.

Si les DJA ont été écartées des analyses, les autres aides publiques reçues par les bénéficiaires n'ont pas été retirées de l'estimation. L'effet net calculé peut ainsi être surestimé. A noter toutefois que la prise en compte de la localisation des exploitations en zone défavorisée dans nos analyses permet de réduire ce biais en éliminant l'effet de certaines aides, notamment les aides compensatoires d'un handicap.

7.d6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre du dispositif

Le Poitou-Charentes a fait le choix de décliner les TO de la mesure 4 par filière plutôt que par type d'investissement afin de prendre en compte les spécificités de chacune des filières visées. Le PDR donne la priorité à l'élevage en raison des difficultés particulières rencontrées par cette filière (charges d'alimentation et énergétiques élevées, coût des mises aux normes, faible valeur ajoutée, etc..) et de son importance pour les territoires concernés. Le PDR vise également le développement des cultures spécialisées (maraîchage, arboriculture, production de semences...) pour leur forte valeur ajoutée. Les actions d'amélioration de la connaissance (Mesure 1) et de conseil (Mesure2) doivent également contribuer à améliorer la performance économique.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PDR, au 31/12/2016, 748 projets ont été programmés en faveur du DP2A. Le taux de programmation (montants programmés/maquette) atteint 46,27% pour la modernisation des élevages, 30,12% pour les cultures /spécialisées, 4,00% pour la formation, 31,61% pour les activités de démonstration, 43,12% pour les actions d'information et 0% pour le conseil. Au total les montants programmés (12 305 174,00 €) atteignent 32,86% de la maquette (37 450 000,00 €) et 92% de ces montants sont engagés. Avec 650 dossiers programmés, **la modernisation des élevages représente 90% des montants programmés et 95% des montants engagés.**

Au 31/12/2016, les seuls paiements effectués dans le cadre du DP2A concernent la mesure 4, pour un montant de 3 289 962,20 €. Les paiements concernant les dossiers soldés uniquement s'élèvent à 1 102 709,30 € de FEADER, une dépense publique totale de 1 940 656,69 € et un investissement total de 8 073 850,80 €[1].

D'après les données OSIRIS, les Plans de Modernisation des Bâtiments d'élevage (PMBE) représentent 65% des projets pour 75% de la dépense publique et 83% des investissements. La priorité à l'élevage apparaît donc clairement dans la mise en œuvre de ce TO. Par ailleurs, 68% des investissements ont été réalisés dans le département des Deux-Sèvres qui se caractérise par l'importance de ses cheptels caprins et bovins allaitant.

Le cadre de performance du PDR prévoyait des valeurs cibles intermédiaires de 357 dossiers et un montant de dépenses publiques totales de 14 817 113,10 € en 2018 pour l'ensemble de la priorité 2. Le nombre de dossiers soldés au 31/12/2016 pour les DP 2A et 2B atteint 309 dossiers pour un montant total de dépense publique de 4 444 319,69 € mais les montants engagés s'élèvent à 27 200 654 € pour la dépense publique totale. La cible intermédiaire devrait donc être atteinte en 2018, sous réserve de la réalisation complète des dossiers engagés d'ici là. En revanche, il existe un risque que la valeur cible 2023 de 98 780 754,00 € de dépense publique et 2 380 dossiers ne soit pas atteinte, compte tenu de la fermeture du TO 1.1.1 (formation professionnelle) et de l'ensemble de la M02. En revanche, la M04 est en ligne avec les objectifs prévus : les montants FEADER engagés représentent 51% de la valeur cible.

II - La contribution des TO à la modernisation et à la structuration des exploitations

Les données de réalisation montrent que les filières d'élevage sont de loin les premières bénéficiaires du FEADER dans le cadre du DP2A.

Les investissements collectifs via une CUMA restent marginaux (3% des investissements pour les dossiers soldés). En revanche, plus de la moitié des investissements (55% des montants investis) sont réalisés par des coopératives (CUMA) ou des structures juridiques impliquant nécessairement plus d'un exploitant (GAEC, SCEA). Les GAEC à eux seuls ont réalisé 47% des investissements alors qu'ils ne représentent que 9% des

exploitations en Poitou-Charentes (Agreste, enquête structure 2013, moyennes et grandes exploitations). Ces chiffres tendent à montrer que les investissements restent principalement réalisés à l'échelle de l'exploitation mais par des exploitations relativement structurées et d'une certaine taille.

La surface des exploitations n'est pas fournie pour les dossiers engagés en 2014 et n'est fournie que pour 352 dossiers engagés en 2015 et 2016 sur les 668 dossiers engagés ces deux années. La surface moyenne pour ces 352 dossiers est de 149 ha/exploitation alors que la taille moyenne des exploitations est de 74 ha en Poitou-Charentes et 95 ha pour les moyennes et grandes exploitations. L'aide à l'investissement bénéficie donc surtout aux grandes exploitations.

D'après la base de données de suivi du PCAE, les filières qui voient le plus grand nombre de dossiers engagés pour la mesure 4.1.1 (années 2015-2016, en 2014 l'OTEX des exploitations n'est pas renseigné) sont les exploitations à orientation bovins viande (39 % des dossiers), suivies par les exploitations ovins et caprins (26%), les exploitations bovins lait (15%) et les exploitations avicoles (13%).

L'horticulture et le maraîchage constituent 66% des dossiers engagés pour la mesure 4.1.2. Cette filière compte 40 dossiers engagés, 2 063 235,41€ de dépenses retenues (67%) et une aide totale de 769 399,81 € (64%). Les autres dossiers concernent l'apiculture, l'arboriculture, la trufficulture, la production de semences et de légumes. Les projets d'investissement dans des serres représentent 26% des dossiers sélectionnés et 25% des investissements. Les autres investissements incluent de l'achat de matériel de récolte, tri, stockage et première transformation (ex : séchage pour les noix-noisettes).

Plus de la moitié des dossiers engagés pour la mesure 4.1.1 dans la période 2014-2016 concerne l'amélioration et la construction de bâtiments, stabulations, bergeries et porcheries. Suite à la mise en place des nouveaux AAP en 2015, on observe l'arrivée de projets liés à l'autonomie alimentaire et le stockage d'aliments et une diminution de la part des dossiers d'investissement dans les bâtiments et dans l'amélioration des performances énergétiques.

Les effets de l'aide en termes de restructuration des exploitations sont principalement liés à l'augmentation des capacités de production dans les filières d'élevage avec un soutien très marqué aux investissements dans les bâtiments. L'augmentation de capacité de production est également significative dans les filières spécialisées, en particulier avec les investissements dans les serres. La taille moyenne élevée des exploitations bénéficiaires et la part importante des investissements à caractère collectif (coopératives ou exploitations sous forme sociétaire collective) indique également que les exploitations qui investissent sont généralement plus structurées et plus grandes que la moyenne.

Les effets en termes de modernisation viennent principalement de la mise aux normes des bâtiments (15% des projets) et de l'acquisition de nouveaux équipements avec des effets attendus sur la productivité mais aussi sur les conditions de travail (mécanisation) et sur le bien-être animal, même si les données disponibles ne permettent pas d'évaluer l'importance relative des différents effets.

III - La contribution des TO à l'amélioration de la performance économique des exploitations

Comme le montrent les analyses ci-dessus, la contribution des investissements à la performance économique passe principalement par l'augmentation des capacités de production qui peuvent s'accompagner d'économies d'échelle et par la performance énergétique. La réduction des autres coûts de production est difficile à analyser sur la base des données disponibles.

L'analyse contrefactuelle montre que les aides à l'investissement ont permis de soutenir la productivité des exploitations bénéficiaires (exploitations bovins lait, bovins viandes et exploitations de polyélevage). En effet, l'estimation contrefactuelle est positive et significative pour les indicateurs de productivité retenus

(Production / UTA et VAB/UTA). Les résultats des analyses statistiques ne permettent pas en revanche de conclure à un impact significatif sur la rentabilité des exploitations bénéficiaires.

Si la production par UTA était déjà plus importante dans les exploitations bénéficiaires en 2012 que dans les exploitations non bénéficiaires, celle-ci a augmenté de 5% en 2014 tandis que l'indicateur s'est dégradé de 12% chez les non bénéficiaires. L'effet net, estimé à 15 000 euros en moyenne, par exploitation bénéficiaire est toutefois tout juste significatif. L'impact positif des aides à l'investissement sur la productivité est toutefois confirmé par l'effet positif significatif des aides à l'investissement sur la VAB par UTA. Cet indicateur a augmenté chez les bénéficiaires (+18%) tandis qu'il a diminué chez les non bénéficiaires (-5%). La part des aides à l'investissement dans l'évolution positive de la productivité approché par l'indicateur VAB/UTA chez les bénéficiaires est estimée à 8 800 euros en moyenne par exploitation. On notera que cet effet positif et significatif des aides à l'investissement sur la productivité du travail s'explique par une augmentation de la VAB dans les exploitations bénéficiaires, la main d'œuvre n'ayant pas évolué significativement dans les exploitations bénéficiaires et non bénéficiaires. En outre, le chiffre d'affaires n'a pas évolué significativement sur la période 2012-2014, l'évolution positive de la VAB sur cette même période s'explique par une diminution des coûts intermédiaires.

En termes de rentabilité, la marge d'exploitation dans les exploitations bénéficiaires augmente de 1 point de pourcentage entre 2012 et 2014 contre une baisse observée de 2 points de pourcentage chez les non bénéficiaires. En 2014, la marge d'exploitation des exploitations bénéficiaires reste toutefois inférieure à la marge d'exploitation des exploitations non bénéficiaires (26% contre 30%). L'estimation de l'effet net des aides à l'investissement sur la marge d'exploitation des exploitations bénéficiaires n'est néanmoins pas significative. C'est le cas également du poids des charges d'approvisionnement qui diminue, certes, en moyenne, dans les exploitations soutenues, mais de manière plus significative dans les exploitations non soutenues. On notera que si la production et la valeur ajoutée ont augmenté dans les exploitations bénéficiaires, le chiffre d'affaires s'est stabilisé. L'évolution du chiffre d'affaires s'explique donc par un effet prix (les prix ont baissé). Dans ce contexte, la conservation des marges d'exploitation dans les exploitations bénéficiaires est le signe d'une production bien gérée.

Bien que le dispositif ait évolué pour la nouvelle programmation, avec notamment un taux d'aide beaucoup plus élevé pour les jeunes agriculteurs (mais qui va être rebaisé avec l'harmonisation à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine), l'effet des aides sur la productivité devrait être maintenu. L'évolution de la rentabilité est quant à elle, d'abord liée à des facteurs externes.

IV - La contribution des TO à une amélioration de l'autonomie alimentaire

Le PDR souligne que l'autonomie alimentaire reste faible dans les exploitations, ce qui les rend sensibles à la volatilité des prix et que les achats d'aliments pèsent fortement dans les charges des exploitations d'élevage de la région. Ainsi, pour la filière caprine, sur les bases 2010, en moyenne 30% des charges sont dues à l'alimentation du cheptel.

Le nombre de projet d'investissements en lien avec la question de l'autonomie alimentaire reste faible malgré l'introduction d'un critère de sélection « autonomie alimentaire » dans l'AAP. Cela peut s'expliquer par la complexité des projets de fabrication d'aliments ou de séchage de fourrage, surtout dans un contexte de baisse des prix de l'aliment qui peut rendre les projets moins attractifs à court terme.

Finalement, la principale contribution à l'amélioration de l'autonomie alimentaire vient des projets liés au stockage des fourrages (123 projets) plutôt que la fabrication d'aliments, bien que ceux-ci ne soient pas pris en compte dans le critère de sélection.

[1] Donnée manquante pour 10 dossiers

	Nombre de Production		Somme de Dépenses présentées		Somme de Dépenses retenues		Somme de Aide totale	
Autre	7	1%	381 228,34	1%	299 860,55	1%	140 664,87	1%
Avicole	65	13%	9 266 028,29	16%	4 829 252,97	13%	2 416 364,32	14%
Bovins lait	72	15%	13 082 541,90	22%	7 869 180,56	21%	3 502 966,68	20%
Bovins viande	190	39%	18 693 364,80	32%	13 748 024,35	37%	6 226 301,27	36%
Equine	8	2%	1 481 028,14	3%	380 652,78	1%	165 562,01	1%
Ovine et caprine	127	26%	13 289 649,49	22%	8 411 511,30	23%	3 973 262,45	23%
Porcine	17	3%	2 970 276,37	5%	1 454 546,21	4%	703 951,00	4%
Total général	486	100%	59 164 117,33	100%	36 993 028,72	100%	17 129 072,60	100%

Mesure 4.1.1 Investissements par filière 2015-2016

Tableau Filières 411 QE4

	Nombre de Nature du projet		Somme de Dépenses présentées		Somme de Dépenses retenues		Somme de Aide totale	
Autonomie alimentaire	9	1%	968 012,92	1%	364 556,58	1%	152 360,03	1%
Autre	5	1%	120 932,86	0%	119 870,66	0%	48 322,43	0%
Bâtiments - stabulations - bergeries	353	54%	37 921 468,63	56%	25 682 909,54	57%	11 285 071,30	57%
Machines et équipements	28	4%	618 511,83	1%	560 177,56	1%	249 784,46	1%
Photovoltaïque et amélioration des performances énergétiques	64	10%	5 654 146,46	8%	3 367 114,09	7%	1 450 140,84	7%
Robot de traite	19	3%	3 266 099,43	5%	2 088 609,81	5%	875 674,91	4%
Salle de traite	35	5%	5 033 688,33	7%	3 538 609,38	8%	1 467 540,29	7%
Stockage fourrage et aliments	123	19%	13 271 746,69	20%	9 058 276,00	20%	4 128 964,13	21%
Video surveillance	14	2%	560 208,51	1%	463 603,43	1%	181 367,86	1%
Total général	650,00	100%	67 414 815,66	100%	45 243 727,05	100%	19 839 226,25	100%

Mesure 4.1.1 Type d'investissement 2014-2016

Tableau type d'investissement 411 QE4

7.d7) Conclusions et recommandations

7.d7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1. Les valeurs cibles intermédiaires pour la Priorité 2 devraient pouvoir être atteintes en 2018, sous réserve de l'instruction rapide et de la réalisation complète des dossiers engagés jusqu'à maintenant. Pour 2023, il existe un risque que les cibles ne soient pas atteintes malgré la bonne dynamique de programmation pour le TO 4.1.1, compte tenu de la fermeture envisagée du TO 1.1.1 et de la mesure 2. La mise œuvre des opérations de coopération, qui n'ont pas encore commencé, et notamment du PEI aura également un impact sur la capacité à atteindre les cibles fixées initialement.

Recommandation:

R.1. La capacité à payer rapidement les dossiers engagés pour le TO 4.1.1 dans les mois qui viennent va être déterminante pour atteindre les cibles 2018. Pour les cibles 2023, il conviendra d'examiner les

rééquilibrages budgétaires nécessaires suite à la fermeture de certains TO. La demande importante sur le soutien à l'investissement dans les filières d'élevage et les premières analyses sur les effets pourraient justifier d'augmenter le budget sur le TO 4.1.1. Pour les autres TO de la priorité, des moyens plus importants en termes d'animation et de communication pourraient éventuellement permettre d'accélérer la dynamique de programmation.

7.d7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2. Les effets de l'aide en termes de restructuration des exploitations sont principalement liés à l'augmentation des capacités de production dans les filières d'élevage avec un soutien très marqué aux investissements dans les bâtiments d'élevage, et dans une certaine mesure, les investissements dans les serres pour les cultures spécialisées. De façon générale, les exploitations qui investissent sont plus grandes et plus structurées.

Recommandation:

R.2. La dynamique de programmation est bonne pour les TO 4.1.1 et 4.1.1 avec des projets qui correspondent bien aux priorités du PDR. Pas de recommandation particulière.

7.d7.c) Conclusion / Recommandation 3

Conclusion:

C.3. Les effets en terme de modernisation viennent principalement de la mise aux normes des bâtiments (15% des projets) et de l'acquisition de nouveaux équipements avec des effets attendus sur la productivité mais aussi sur les conditions de travail (mécanisation) et sur le bien-être animal, même si les données disponibles ne permettent pas d'évaluer l'importance relative des différents effets.

Recommandation:

R.3. Pas de recommandation particulière.

7.d7.d) Conclusion / Recommandation 4

Conclusion:

C.4. Il est trop tôt pour évaluer les effets de l'aide à l'investissement sur la période 2014-2016, mais les analyses réalisées sur 2011-2014 et dans l'évaluation ex-post du PDRH indiquent une propension de l'aide à améliorer la résilience des exploitations en période difficile.

Recommandation:

R.4. Pas de recommandation. Les effets nets de l'aide seront à évoluer plus finement en évaluation ex-post sur les données de la période.

7.d7.e) Conclusion / Recommandation 5

Conclusion:

C.5. L'attribution de points supplémentaires dans la grille de sélection aux projets liés à la fabrication d'aliment et au séchage du fourrage paraît insuffisante pour créer une véritable dynamique en faveur d'une plus grande autonomie alimentaire. Finalement, la principale contribution à l'amélioration de l'autonomie alimentaire vient des projets liés au stockage des fourrages.

Recommandation:

R.5. Une réflexion plus générale est peut-être à mener avec les acteurs de la filière pour mieux identifier les freins et les leviers possibles. Le soutien à des actions collectives ou à l'innovation (cf. QE1 projet PEI sur le thème de l'autonomie alimentaire) dans ce domaine est peut-être plus pertinent que le soutien à l'investissement individuel dans la fabrication d'aliments.

7.e) CEQ05-2B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations?

7.e1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

- 6.1.1 Dotation jeunes agriculteurs (DJA)
- 6.1.2 Prêts bonifiés

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 2B :

- Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP2B.

7.e2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés de manière qualifiée dans le secteur agricole.	R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	Moyenne d'âge des nouveaux exploitants
Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés de manière qualifiée dans le secteur agricole.	R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	Nombre d'installations soutenues Hors Cadre Familial
Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés de manière qualifiée dans le secteur agricole.	R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	Taux de renouvellement des installations
Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 35 ou 40 ans
Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Importance des installations soutenues concernant les filières et les zones de plus forte déprise
Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Nombre d'installations soutenues en zone défavorisée
Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Solde du nombre d'installations par rapport au nombre de départ
Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Nombre d'installations soutenues par le PDR dans le total des installations de chefs d'exploitation de moins de 40 ans

Le dispositif a contribué à la stabilité (si possible la croissance) de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs, en particulier dans les zones de déprises importantes.		Typologie des projets et analyse qualitative de l'impact de la modulation.

7.e3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (*précisions apportées point 9 du WD*)

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Dû au nombre important de dossiers achevés concernant le TO 6.1.1 (DJA) et la disponibilité des données, il est intéressant (et possible) d'analyser la QE selon un angle quantitatif en recroisant indicateurs de programmation et indicateurs de contexte.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- Calcul du R3/T5 « pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR » :

Calcul du ratio (en %) suivant = $(O4/X) \times 100$

O4 : Nombre d'exploitations / de bénéficiaires ayant reçu l'aide au démarrage des jeunes agriculteurs sur la durée de programmation ou nombre total d'exploitations ayant soutenu des investissements ciblant les jeunes agriculteurs sur la période de programmation.

X : Nombre total d'exploitations agricoles d'une année de base du territoire du PDR. La valeur cible est axée sur la sous mesure 6.1 « aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs » en comparaison avec le nombre total d'exploitations agricoles existantes.

Dans le cas présent, le nombre total d'exploitations agricoles existantes se base sur le recensement effectué en 2010 (Source : PDR Poitou-Charentes).

- Indicateur additionnel : « Moyenne d'âge des nouveaux exploitants »

Calcul du ratio Y/X :

Y = Sommes de l'âge des exploitants au moment de la demande d'aide sur tous les dossiers soldés

X = Nombre de dossiers soldés

- Indicateur additionnel : Taux de renouvellement des installations calculé par la MSA

Calcul du ratio Y/X :

Y = Nombre d'installations en année n

X = Nombre d'exploitations en année $n-1$

- Indicateur additionnel : Solde du nombre d'installations par rapport au nombre de départ

Calcul de $X-Y$:

X = Ensemble des chefs d'exploitations en année n

Y = Ensemble des chefs d'exploitations en année $n-1$

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Concernant le calcul de R3/T5, la principale difficulté rencontrée est que le recensement du nombre d'exploitations agricoles a été effectué il y a déjà plus de 7 ans (2010). Cette valeur n'est donc pas nécessairement pertinente pour l'évaluation. Des données détaillées sur les installations ont pu être obtenues auprès de la MSA pour les années 2014 et 2015. Les enquêtes structures 2013 et 2016 devraient permettre d'actualiser les données du RGA 2010, mais les résultats de l'enquête 2016 ne sont pas encore disponibles et ceux de l'enquête 2013 ne sont disponibles que dans les publications Agreste (pas dans les données en ligne). Eurostat est utilisée pour certaines données à la place des sources nationales.

Un certain nombre d'indicateurs sur les projets soutenus sont renseignés dans OSIRIS (ex : commercialisation en circuits courts ou certifications) mais de façon très incomplète. Ces données sont en partie commentées à titre indicatif et en précisant systématiquement les limites, mais elles ne permettent pas de fournir une typologie précise des projets.

Des données complémentaires de suivi ont pu être fournies par l'Autorité de Gestion, mais elles ne couvrent que les demandes déposées en 2015 et tout début 2016. L'analyse des dossiers 2015 est donc utilisée ici comme référence, sans certitude que cette année soit vraiment représentative.

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les analyses qualitatives viendront compléter les analyses quantitatives afin d'apprécier si les installations soutenues par le PDR permettent un renouvellement des générations en particulier dans les secteurs ou les zones les plus touchées par la déprise agricole.

b) Description des méthodes utilisées

Part des installations concernant les filières et les zones de plus forte déprise : il ne sera pas, a priori, possible d'obtenir un chiffre précis pour cet indicateur. En revanche les indicateurs OSIRIS doivent fournir la répartition par type d'activité, département et zone défavorisée ou non. Il s'agira ici de comparer ces données avec une analyse qualitative sur les filières et les zones les plus touchées par la déprise et d'apprécier dans quelle mesure la mise en œuvre du PDR permet de favoriser l'installation dans ces filières et ou ces zones.

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale difficulté est liée au fait que les indicateurs OSIRIS sont renseignés de façon incomplète et que les données sur les prêts bonifiés ne sont pas disponibles. L'analyse se concentre donc sur la DJA et ses effets sur la dynamique d'installation.

7.e4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	2 503 663,00			OSIRIS (Sous-mesure 6.1)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	2 503 663,00			OSIRIS (Sous-mesures 6.1 + 6.2)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non	56 136 315,00			OSIRIS (Sous-mesures 6.1 + 6.2)
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	179,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	Oui	0.7%			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'installations soutenues en zone défavorisée	Non	78,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'installations soutenues par le PDR dans le total des installations de chefs d'exploitation de moins de 40 ans	Non	179,00			OSIRIS + Données MSA
Indicateur de résultat supplémentaire	Importance des installations soutenues concernant les filières et les zones de plus forte déprise	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie des projets et analyse qualitative de l'impact de la modulation.	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Moyenne d'âge des nouveaux exploitants	Non	28,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Taux de renouvellement des installations	Oui	3.4%			MSA (2015)

Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'installations soutenues Hors Cadre Familial	Non	58,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 35 ou 40 ans	Oui	18%			RGA (2010)
Indicateur de résultat supplémentaire	Solde du nombre d'installations par rapport au nombre de départ	Non	159,00			MSA (2013-2014) Chiffre négatif
Indicateur de contexte commun	C17 - Exploitations agricoles (fermes) - nombre total (2010) (No)	Non	25 450,00			PDR / AGRESTE

7.e5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

La première limite concerne la disponibilité des données, aussi bien en ce qui concerne les indicateurs de résultat, que les indicateurs de contexte récents (cf. section 3).

Dans le cadre de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du PDR, il est donc intéressant de calculer les valeurs de certains indicateurs communs de réalisation, résultats et additionnels basés sur les sources de données programmées au 31/12/2016. Ces valeurs apporteront des compléments d'analyse à la mise en œuvre du PDR.

7.e6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre du dispositif

Compte tenu de l'accroissement progressif de l'âge moyen des chefs d'exploitation (près d'un an et demi d'augmentation entre 2000 et 2010) et de la forte baisse du nombre d'agriculteurs âgés de 20 à 40 ans, le renouvellement des générations est affiché comme une des priorités du PDR en Poitou-Charentes.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PDR, au 31/12/2016, 488 dossiers ont été programmés au titre du TO 6.1.1 (DJA) et 562 dossiers programmés au titre du TO 6.1.2 (Prêts Bonifiés). Les montants programmés pour le FEADER s'élèvent à 7 021 804 € pour les deux mesures, soit 24% de la maquette.

Afin d'atteindre la valeur cible des réalisations en 2023, il faudrait valider 140 dossiers par an, ce qui est en phase avec le rythme des engagements actuels. En revanche, les montants programmés paraissent à ce stade insuffisants pour atteindre les objectifs fixés dans le PDR (40 500 000 € de dépense publique avec 30 000 000 € en maquette FEADER alors qu'en trois ans le montant programmé atteint 7 021 804,00 €).

Le dispositif des prêts bonifiés doit être arrêté au niveau national en 2017, le manque d'attractivité du dispositif pour les jeunes agriculteurs étant lié à la faiblesse des taux du marché applicable aux prêts bonifiés et au changement des conditions réglementaires. Les montants prévus initialement pour ce TO seront alloués à une revalorisation de la DJA.

Si l'ensemble des dossiers engagés est pris en compte[1], les demandes de DJA en 2014 et 2015 représentent 27% des installations pour ces 2 années[2], et 44% des nouveaux installés de moins de 40 ans.

Ces taux paraissent globalement faibles au regard des résultats de l'enquête structure 2013[3] qui indiquent que 41% des chefs d'exploitation déclarent avoir perçu la DJA et 58% pour les moins de 40 ans. Cependant la part de nouveaux installés de moins de 40 ans avec DJA varie considérablement d'un département à l'autre : 34% en Charente-Maritime, 35% dans la Vienne, 38% en Charente et **70% dans les Deux-Sèvres où la dynamique d'installation est historiquement plus importante et où la DJA a potentiellement le plus d'impact pour les jeunes installés comme le montrent les analyses qui suivent (élevage dominant, plus petites exploitations, zones défavorisées).**

II - La contribution des TO en faveur du renouvellement des générations

Les chefs d'exploitations agricoles de plus de 55 ans, ceux pour lesquels la question de la transmission doit se poser pendant la période de programmation 2014-2020, représentaient 32,5% des chefs d'exploitation en 2010 (38% au niveau national)[4] alors que le taux de renouvellement des exploitations calculé par la MSA est de 2,8% en 2014 et 3,4% en 2015, soit approximativement 20% en 7 ans. Le solde négatif d'installation pour 2015 confirme que le nombre d'installation reste insuffisant au regard des départs.

Les données disponibles pour les dossiers réalisés et complets indiquent que la moyenne d'âge est de 28 ans au moment de l'installation (27,5 ans pour les hommes et 30,8 pour les femmes). Les femmes représentent 15% des bénéficiaires DJA alors qu'elles représentent 40% des nouveaux installés en 2014 et 44% en 2015 en Poitou-Charentes (données MSA). La différence peut s'expliquer par l'installation plus tardive des femmes, par le fait que l'installation des femmes correspond pour une partie à des transmissions du conjoint ou à un changement de statut de l'épouse dans l'exploitation du conjoint, et peut-être en partie par le fait qu'elles ont plus souvent une formation générale qu'agricole et ne rentrent donc pas dans les critères d'éligibilité[5] de la DJA. Les données fournies par la MSA montrent que le taux de maintien des exploitations au bout de 6 ans est significativement plus important pour les nouveaux installés de moins de 40 ans (87,4% toute activité confondue contre 72,3% pour les plus de 40 ans hors transferts entre époux). Le fait d'encourager les installations des moins de 40 ans et d'encourager l'accompagnement de ces installations devrait donc avoir un impact positif sur la pérennité des exploitations et le renouvellement à moyen terme de celles-ci.

Les hors cadre familial (HCF) représentent 32% des installations avec DJA. Une analyse du Centre d'Etudes et de Prospectives du Ministère de l'Agriculture réalisée en 2011[6] a par ailleurs montré que les HCF avaient tendance à s'installer sur des exploitations plus petites et avec des profils plus diversifiés (commercialisation, circuits courts, etc.) du fait de la plus grande difficulté à accéder au foncier. D'après les données de suivi disponibles pour l'année 2015[7], les HCF se distinguent principalement des autres bénéficiaires de la DJA par la proportion de projets agroécologiques (53% des demandes de DJA en 2015 pour les HCF contre 30% pour les installations dans le cadre familial) et leur propension à s'installer en zone défavorisée (57% des demandes de DJA en 2015 pour les HCF contre 44% pour les installations dans le cadre familial). Les données sur la taille des exploitations sont difficilement exploitables[8], en revanche le montant total de l'investissement réalisé peut être utilisé comme indicateur. La comparaison entre les HCF et les cadres familiaux sur la base de cet indicateur confirme que les HCF tendent à s'installer sur des exploitations de moindre envergure (272 360 € d'investissement en moyenne contre 350 447 €). En raison du montant plus faible des investissements d'un côté et des modulations plus importantes pour les HCF (modulation HCF et proportion plus importante d'installations en zones défavorisées et/ou avec un projet agroécologique), l'effet de levier de la DJA pour les HCF est plus élevé que pour les installations dans le cadre familial. En effet la DJA représente en moyenne 12% des investissements pour les premiers contre 8% pour les seconds pour les demandes déposées en 2015.

D'après l'Autorité de Gestion, les dispositifs d'accompagnement sont perçus positivement par les bénéficiaires, qui dans la majorité des cas, ne seraient pas allés demander de suivi si ce n'était pas intégré

dans le parcours DJA. Cet accompagnement est particulièrement important pour les HCF. Pour les transmissions dans le cadre familial, le repreneur bénéficie en général d'un accompagnement du cédant. Jusqu'en 2015, les HCF ont également pu bénéficier d'aides complémentaires dans le cadre du Programme pour l'installation et le développement des initiatives locales (Pidil)[9].

La proportion élevée d'installations en bio - 8% des installations soutenues et 16% pour les HCF alors que l'agriculture biologique ne représente que 2,3% des exploitations de Poitou-Charentes en 2010 (source : Agreste) – et plus largement la proportion élevée de projets agroécologiques (38% des demandes en 2015) montre également que le renouvellement encouragé par la DJA favorise la diversité des exploitations et l'intégration de la dimension environnementale par les nouveaux installés.

Enfin, selon les données disponibles pour les dossiers engagés, 25% des installations prévoient de la commercialisation en circuits courts (21% des exploitations vendent en circuit court au niveau national en 2010 – source : RGA). L'indicateur est à prendre avec précaution, étant donné qu'il n'est pas renseigné pour les dossiers déposés en 2013 et 2014 et qu'il est renseigné seulement dans 57% des cas pour les dossiers déposés en 2015 et 2016. Les exploitations concernées par les circuits courts sont généralement de petites exploitations. Les installations en bio et/ou HCF sont également plus susceptibles de choisir de développer ce mode de commercialisation, qui répond à une demande grandissante et permet, en tout cas théoriquement, une plus grande captation de la valeur par le(s) producteur(s)[10].

En conclusion, le nombre d'installations reste insuffisant au regard des cessations d'activité à prévoir dans les années à venir. Cependant, la mise en œuvre de la DJA et les mesures d'accompagnement mises en place dans le Poitou-Charentes facilitent bien l'installation, en particulier pour les HCF, ce qui contribue au renouvellement des générations et favorise le maintien de plus petites exploitations et le maintien de l'activité agricole en zones défavorisées. La DJA favorise également la diversité des projets et la prise en compte de la dimension environnementale dans les projets d'installation. En point négatif, on peut noter que les agricultrices restent en grande partie écartées du dispositif, même si cela est en partie lié à des facteurs externes (âge et formation non agricole).

III - La contribution des TO en faveur de la lutte contre la déprise agricole

Les critères de sélection et de bonification appliqués à la DJA en fonction de la zone d'installation (plaine, zone défavorisée simple) et du profil du projet ou du candidat, doit permettre de revitaliser des territoires où l'activité agricole constitue un pont d'ancrage économique. Les données Agreste disponibles montrent une très forte déprise sur presque l'ensemble des filières hors grandes cultures entre 2000 et 2012[11] (cf. Annexe QE5) et l'enquête structure 2013 montre une forte baisse entre 2010 et 2013 du nombre des moyennes et grandes exploitations pour les élevages bovins (-11%) et ovins, caprins et autres herbivores (-21%). Le PDR indique par ailleurs que les territoires les plus vulnérables économiquement sont ceux avec un fort ancrage de l'élevage.

La mise en œuvre de la DJA semble bien répondre à cet enjeu, avec une priorité claire à l'élevage. Les deux critères de sélection les plus importants dans la notation sont liés à l'élevage et au statut HCF des nouveaux installés (30 points dans les deux cas). La majorité des bénéficiaires (59%) s'installe dans une activité d'élevage.

La comparaison entre l'activité des exploitations bénéficiaires de la DJA et l'activité de l'ensemble des nouveaux installés est possible seulement pour l'année 2014 le type d'activité n'est disponible que pour les dossiers soldés, mais elle permet de mettre en évidence un soutien proportionnellement plus important pour les filières d'élevage de gros animaux et en particulier des élevages bovins (cf. Annexe QE 5) que pour les autres types d'activité. Les données montrent en effet que les installations en élevage bovin sont aidées dans plus de 80% des cas pour les moins de 40 ans, tandis que ce taux est de 44% pour le maraîchage, 30% pour

la viticulture et 11% pour les céréales et protéagineux.

Les installations soutenues en zone défavorisée simple représentent 44% des dossiers soldés (donnée non disponible pour les autres dossiers) mais plus de 60% des installations soutenues pour les exploitations de bovins-viande, ovins-bovins, ovins, caprins, autres granivores et maraîchage.

En conclusion, la mise en œuvre de la DJA favorise bien les filières et les territoires qui subissent le plus les phénomènes de déprise agricole.

[1] Source : Fichier « *operations_achevees_RAMO_NAQU_2017.xlsx* » avec les filtres suivants : Code sous-mesures=0601 et Total engagement >0 (A noter que le nombre de dossiers engagés est supérieur au nombre de dossiers programmés dans le fichier « *2017_03_03_SUIVI AVANCEMENT POUR EDATER AQU.xlsx* »).

[2] Il peut exister un décalage entre l'année de la demande de DJA et la date d'installation effective

[3] Agreste Primeur Numéro 335 – Mars 2016 – La formation des exploitants agricoles

[4] Publication Agreste : « Le profil des exploitations et des exploitants potentiellement concernés par la transmission à l'horizon 2017 »

[5] Agreste Primeur Numéro 335 – Mars 2016 – La formation des exploitants agricoles

[6] Analyse CEP n°32 – juin 2011, Diversité des Mondes Agricoles

[7] Données fournies par le Conseil Régional, uniquement disponibles pour les demandes déposées en 2015 et début 2016.

[8] Renseignements fournis dans une colonne de texte avec des unités différentes selon le type d'exploitation (ha, nb d'UGB, nb de têtes d'animaux..)

[9] Programme national mais financé par les collectivités locales qui le souhaitent

[10] Alim'Agri : organisation économique – circuits courts – 09/08/2010 : <http://agriculture.gouv.fr/organisation-economique-circuits-courts>

[11] Source Agreste : Bilan Annuel de l'emploi agricole selon l'orientation technico-économique de l'exploitation 2012

7.e7) Conclusions et recommandations

7.e7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 - La cible intermédiaire devrait être atteinte en 2018, sous réserve de la capacité des bénéficiaires et des services instructeurs à solder les dossiers engagés d'ici là. Cependant, la maquette FEADER (cible 2023)

pour le DP2B paraît élevée à ce stade même avec une revalorisation de la DJA.

Recommandation:

R.1 – Au regard de la consommation actuelle des budgets, il paraît justifier de réétudier la répartition de la maquette au sein de la priorité 2, ce qui permettrait de mieux répondre aux besoins de la Région (demande élevée pour les aides à l'investissement) sans avoir à modifier les cibles du cadre de performance.

7.e7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2 – Le renouvellement des générations, en particulier dans les territoires et les zones de déprise reste un enjeu fort. Les données disponibles ne permettent pas de savoir l'effet de la DJA sur le nombre total d'installations. En revanche, l'accompagnement des porteurs de projet et les modulations proposées dans le dispositif DJA favorisent la diversité des installations et la prise en compte de l'environnement (cohérence avec les autres objectifs du PDR), notamment à travers le soutien aux Hors Cadre Familial (HCF).

Recommandation:

R.2 – Pas de recommandation particulière. Le soutien aux HCF et les dispositifs d'accompagnement répondent efficacement aux besoins.

7.e7.c) Conclusion / Recommandation 3

Conclusion:

C.3 - La mise en œuvre de la DJA favorise les filières et les territoires qui subissent le plus les phénomènes de déprise agricole (élevage et zones défavorisées).

Recommandation:

R.3 – Pas de recommandation particulière. Le soutien aux filières d'élevage et aux zones défavorisées répond efficacement aux besoins.

7.f) CEQ06-3A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?

7.f1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

- 3.1.1 Favoriser les nouvelles participations des agriculteurs aux systèmes de qualité
- 3.2.1 Opérations d'information et de promotion des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine
- 4.2.1 Investissement pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs
- 16.1.1 Aide au fonctionnement des GO PEI pour l'innovation agricole et sylvicole
- 16.4.1 Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP 3A :

- Aucune mesures / sous mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 3A

7.f2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
La production sous signes de qualité et la notoriété des signes de qualité ont augmenté favorisant leur acte d'achat	R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	Information additionnelle : VA créée par les signes de qualité et augmentation des ventes de produits de Poitou-Charentes sous signes de qualité (éventuellement indicateur ex-post)
La production sous signes de qualité et la notoriété des signes de qualité ont augmenté favorisant leur acte d'achat	R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	Nombre de nouvelles certifications mises en place
La production sous signes de qualité et la notoriété des signes de qualité ont augmenté favorisant leur acte d'achat	R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	Nombre d'agriculteurs certifiés
Le soutien aux circuits courts a permis de développer ce mode de commercialisation et d'augmenter la valeur ajoutée pour les agriculteurs		Information additionnelle : Augmentation de la VA via la transformation à la ferme et le développement de circuits courts (éventuellement indicateur ex-post)
Le soutien aux circuits courts a permis de développer ce mode de commercialisation et d'augmenter la valeur ajoutée pour les agriculteurs		Nombre d'exploitants ayant ouvert un atelier de transformation ou un point de vente avec un soutien du PDR/Nombre total d'exploitants ayant un atelier de transformation ou un point de vente

Le soutien aux circuits courts a permis de développer ce mode de commercialisation et d'augmenter la valeur ajoutée pour les agriculteurs		Nombre d'exploitations participant à des opérations de Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux
---	--	---

7.f3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : (*précisions apportées point 9 du WD*)

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Dû au faible nombre de dossiers soldés pour le DP3A (9 dossiers pour le TO 3.1.1- Favoriser les nouvelles participations des agriculteurs aux systèmes de qualité et 6 dossiers pour le TO 4.2.1 - Investissement pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs), des analyses quantitatives sont difficilement envisageables au-delà des données de réalisation.

La définition des ratios envisagés est fournie ici, même si a priori les résultats ne seront pas concluant à ce stade de la mise en œuvre.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Les indicateurs de résultats communs sont calculés avec les opérations achevées et payées.

- Calcul de R4_T6 : pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs :

X : Nombre total d'exploitations agricoles ayant reçu une aide sur la programmation au titre du TO 3.1.1 - Favoriser les nouvelles participations des agriculteurs aux systèmes de qualité et du TO 16.4.1 - Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux (pour la mesure 3.1.1, 1 opération=1 exploitation, pour la mesure 16.4.1, les outils de suivi devront fournir le nombre d'exploitations concernées par opération)

Y : Nombre total d'exploitations agricoles d'une année de base du territoire du PDR. Dans le cas présent, le nombre total d'exploitations agricoles existantes se base sur le recensement effectué en 2010 (Source : PDR Poitou-Charentes).

- Calcul de Nombre d'exploitants ayant ouvert un atelier d'exploitation ou un point de vente avec un soutien du PDR/Nombre total d'exploitants ayant un atelier de transformation ou un point de vente

X : Nombre d'exploitations agricoles ayant reçu une aide sur la programmation au titre du TO 4.2.1 Investissement pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs

Y : Nombre total d'exploitants commercialisant en circuits courts (Données disponibles : Agreste RGA 2010)

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La dernière donnée officielle pour le nombre d'exploitations commercialisant en circuit-court ou ayant un atelier de transformation date de 2010. L'enquête structure 2016 devrait pouvoir fournir des données actualisées pour les prochaines évaluations. Par ailleurs, les données disponibles pour le RGA 2010 ne permettent pas de calculer le nombre d'exploitations ayant un atelier de transformation et/ou commercialisant en circuit court. A ce stade le nombre total d'exploitations commercialisant en circuit court est pris comme référence, mais ce chiffre est sous-estimé et le % est donc sur-estimé et permet juste de fournir un ordre de grandeur.

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Il ne sera possible d'utiliser la méthode quantitative que partiellement vu le faible nombre de dossiers présents. Il conviendra en premier lieu d'analyser les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les raisons des retards de programmation. Les analyses qualitatives permettront également de caractériser les projets réalisés, d'apprécier la cohérence des projets avec les objectifs affichés pour le DP2A et l'impact de ces projets pour les porteurs de projet et sur les filières/marchés concernées.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Revue documentaire (en particulier RAMO 2015, 2016, analyses disponibles concernant les dynamiques des signes de qualité et du développement des circuits courts)
- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune

7.f4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	73 908,89			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	15,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des	Oui	0.01%			OSIRIS

	groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)					
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de nouvelles certifications mises en place	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'exploitations participant à des opérations de Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'exploitants ayant ouvert un atelier de transformation ou un point de vente avec un soutien du PDR/Nombre total d'exploitants ayant un atelier de transformation ou un point de vente	Non	6,00			OSIRIS + Agreste (2010)
Indicateur de résultat supplémentaire	Information additionnelle : Augmentation de la VA via la transformation à la ferme et le développement de circuits courts (éventuellement indicateur ex-post)	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'agriculteurs certifiés	Non	15,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Information additionnelle : VA créée par les signes de qualité et augmentation des ventes de produits de Poitou-Charentes sous signes de qualité (éventuellement indicateur ex-post)	Non				
Indicateur de contexte commun	C17 - Exploitations agricoles (fermes) - nombre total (2010) (No)	Non	25 450,00			PDR

7.f5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

L'évaluation à ce stade est principalement limitée par le faible nombre de projets réalisés et le manque de disponibilité de données.

7.f6) Réponse à la question d'évaluation

Dans le cadre de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du PDR, il est intéressant de calculer les valeurs de certains indicateurs communs de réalisation, résultats et additionnels basés sur les sources de données programmées au 31/12/2016. Ces valeurs apporteront des compléments d'analyse à la mise en œuvre du PDR. Ces valeurs sont symbolisées par (*) dans la réponse ci-dessous.

I - Bilan de mise en œuvre du dispositif

Le cadre de performance du PDR prévoyait des valeurs cibles intermédiaires de 180 exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux/circuits courts ou des

groupements de producteurs et un montant de dépenses publiques totales de 1 048 501,86 € en 2018 pour l'ensemble de la priorité 3. Au 31/12/2016, 15 exploitations ont bénéficié des TO 3.1.1 et 4.2.1 pour un montant total de dépense publique de 73 908,89 €, ce qui est très en-deçà de la valeur cible intermédiaire pour 2018, sachant qu'aucun dossier n'est encore programmé sur le DP 3B, qui ne sera ouvert qu'en cas de crise à gérer. Le nombre de dossiers programmés est un peu plus élevé - 133 dossiers (*), majoritairement des investissements pour de la transformation à la ferme - et les montants engagés s'élèvent à 896 820 € (*) pour la dépense publique totale. Il est donc possible d'atteindre la cible intermédiaire d'ici 2018, sous réserve du maintien de la dynamique de programmation actuelle de projets d'investissements et d'une instruction rapide des dossiers engagés en 2016 et 2017. Pour atteindre la valeur cible en 2023 de 6 167 658,00 € de dépense publique pour la Priorité 3 et 600 exploitations soutenues pour le DP 3A (2,36% des exploitations agricoles), il convient en revanche d'accélérer l'effort de programmation actuel.

Mise en œuvre du TO 3.1.1 (nouvelles participations des agriculteurs aux systèmes de qualité):

Cette mesure vise à soutenir les exploitations qui s'engagent pour la première fois dans un système de qualité en vue de bénéficier d'un signe officiel d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). La mesure a été reconduite en 2014 pendant la période de transition, avec 13 dossiers engagés, dont 9 soldés pour une dépense publique de 3760,56 € au 31/12/2016 (pour les dossiers soldés).

Un AAP à projet a été lancé en 2016 et a permis la sélection de 26 dossiers supplémentaires, pour lesquels aucun montant n'a été engagé au 31/12/2016. Au total, 39 opérations (*) ont été programmées au 31/12/2016 pour un montant FEADER programmé de 29 906 € (*) alors que la valeur cible 2023 est de 340 exploitations soutenues. Aucun indicateur hormis le montant total de l'investissement n'est renseigné dans OSIRIS, mais d'après l'Autorité de Gestion il s'agit surtout de certifications AB. Aucun nouveau signe de qualité n'a été créé au cours de cette programmation et le périmètre des signes de qualité étant précisé dans le cahier des charges, les nouvelles certifications sont rares. Les nouveaux entrants dans ces démarches reprennent généralement des exploitations ayant déjà la certification.

Le nombre de demandes devraient théoriquement correspondre au rythme de conversion en bio mais l'aide à la certification n'est pas systématiquement demandée pour plusieurs raisons. Les retards pris dans la mise en place de l'aide ont fait qu'un certain nombre d'agriculteurs avaient déjà demandé la certification quand la mesure a été ouverte et n'étaient donc plus éligibles. De plus l'effet de levier est assez faible compte tenu du montant de l'aide (600 à 1000 euros) comparé au coût administratif pour les bénéficiaires et les services instructeurs et comparé aux montants de l'aide à la conversion, qui reste le principal levier. L'ouverture de l'aide à la certification étant obligatoire pour pouvoir ouvrir la mesure promotion, sa fermeture n'est cependant pas envisageable.

Mise en œuvre du TO 3.2.1 (Opérations d'information et de promotion des SIQO):

Une seule opération de promotion a été menée en 2014 dans le domaine viticole par le Syndicat des producteurs et de promotion des Vins de Pays Charentais (Vins IGP), pour un engagement total de 42 000 €, payés à 74% au 31/12/2016. Cependant les opérations de promotion de SIQO les plus importantes se font en-dehors du FEADER (ex : route du Chabichou, melon du Haut-Poitou, Pineau, promotion des produits bio) dans le cadre de programme régionaux qui existent depuis plusieurs années.

Cette opération fait partie des TO pour lesquels un travail d'harmonisation a été engagé dans la région Nouvelle Aquitaine. Compte tenu des actions menées en dehors du FEADER, les financements prévus pour la mesure 3 (aide à la certification et promotion) sont assez faibles en Poitou-Charentes (300 000 €) et la cible devrait être atteinte.

Mise en œuvre du TO 4.2.1 (Investissement pour la transformation et la commercialisation des produits par

les agriculteurs)

La sous mesure d'aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles compte 6 opérations soldées au 31/12/2016 pour un montant total de dépense publique de 70 148,33€, dont 44 193,42 € de FEADER.

Avec 93 (*) dossiers « investissements en transformation-commercialisation des produits par les agriculteurs » programmés pour un montant FEADER de 872 010 € (*) (44% de la maquette) et 62 (*) dossiers engagés pour un montant FEADER de 534 840 € (*), elle représente **95% du montant FEADER engagé pour le DP3A** au 31/12/2016. La valeur cible de 200 exploitations soutenues en 2023 dans le cadre de ce TO devrait pouvoir être atteinte avec la dynamique actuelle (50 dossiers engagés sur la seule année 2016).

Mise en œuvre des TO 16.1.1 et 16.4.1 (PEI et Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux):

Au 31/12/2016, la mise en œuvre des sous mesures 16.1.1 et 16.4.1 n'a pas encore été initiée.

Sur cette mesure, la récente approbation du régime cadre notifié n'a pas permis d'engager des aides. Par ailleurs, l'AG envisage dans ce contexte plus pertinent de faire un appel à projet à l'échelle de la nouvelle Région Nouvelle Aquitaine pour avoir des projets transrégionaux avec une plus grande portée.

Pour le PEI, un Appel à Manifestation d'Intérêt a permis d'identifier 5 projets qui peuvent être mis en œuvre dans ce cadre (cf. QE 1 sur le DP 1A).

II - Contribution des TO au développement des signes de qualité et à l'augmentation de la valeur ajoutée pour les producteurs

Le développement des SIQO (hors bio) reste limité (dans le cadre des opérations soutenues par le FEADER) : une seule opération de promotion réalisée et uniquement 5 dossiers d'investissements de transformation et commercialisation à la ferme concernés par des SIQO / 40 dossiers engagés en 2016 pour lesquels les indicateurs sont renseignés[1]. Parmi ces cinq dossiers, deux correspondent à des certifications Label Rouge et la certification n'est pas renseignée pour les trois autres. Les filières concernées sont variées (mixte et bovin lait pour les Labels Rouges, arboriculture et vin pour les trois autres exploitations).

Le soutien au développement des SIQO passe plutôt par d'autres mesures du PDR (ex : 98 dossiers d'investissements pour des exploitations inscrites dans des démarches de SIQO hors bio pour le TO 4.1.1, en ce qui concerne les engagements 2015 et 2016[2]), et par les politiques de promotion régionales.

L'impact du TO 4.2.1 (investissements pour la transformation à la ferme et la commercialisation) sur le développement de la certification en agriculture biologique est plus significatif, avec 52% du nombre de dossiers engagés et 54% du montant engagé en 2016 (pour les dossiers pour lesquels les données sont disponibles[3]), soit 325 836,95 € d'engagement et a priori la quasi-totalité des aides à la certification. Toutefois, cela reste assez marginal en comparaison des 35,5 millions d'€ de maquette FEADER prévus pour l'aide à la conversion et au maintien du bio, mesure qui reste le principal levier à la conversion.

III - Contribution des TO au développement des circuits courts et à l'augmentation de la valeur ajoutée pour les producteurs

Le développement des circuits courts est affiché comme une volonté politique forte en Poitou-Charentes, avec la mise en place d'un Plan Régional pour les Circuits Courts et l'Economie Alimentaire de Proximité

2015-2020, qui s'appuie entre autres sur les mesures du FEADER.

A ce stade les opérations soutenues dans le cadre du DP 3A ont principalement contribué au développement des circuits courts avec 95% des montants engagés pour le TO 4.2.1 – Investissements pour la transformation et la commercialisation à la ferme.

La grille de sélection pour ce TO donne la priorité aux projets suivants :

- Jeune agriculteur ou nouvel installé ;
- Eleveur ;
- Alimentation cheptel sans OGM ;
- Agriculture biologique ;
- Investissements collectifs ;
- Excellence environnementale ;
- Adhésion à une démarche collective ;
- Première démarche de diversification ou de développement de produits nouveaux ou de qualité ;
- Performance sociale ;
- Qualité des produits ;
- Distribution des produits en circuits courts ou de proximité ;
- Absence de soutien déjà accordé au titre de l'opération.

La priorité est donnée de loin aux jeunes agriculteurs (120 points contre 5 à 20 points pour les autres critères), qui représentent de fait 53% des dossiers et 55% des montants engagés pour 2016[4].

La base de données de suivi du comité de programmation fournit des informations plus précises sur la nature des projets sélectionnés que la base de données OSIRIS, mais ne permet pas de distinguer les projets engagés. Après suppression de deux projets abandonnés, la base contient 91 projets sélectionnés depuis 2014 (tous ne sont pas encore juridiquement engagés). Cette base de données montre que :

- 66% des montants FEADER programmés sur ce TO correspondent à de la transformation à la ferme, dont 62% à la fabrication de produits transformés et 4% à des opérations de première transformation (tri/conditionnement/séchage) ;
- 31% des montants FEADER programmés correspondent à des activités de commercialisation, dont 25% pour de la vente directe, 4% pour de l'équipement de stockage et 2% pour du matériel de transport réfrigéré ;
- Les trois projets les plus importants en termes de montants FEADER alloués correspondent à des créations ou extensions de points de vente collectifs (environ 42 000 € de FEADER en moyenne et

78 000 € d'aide au total);

- Les projets couvrent une grande variété de filières :
 - 18% des montants FEADER sont alloués à des projets portant sur plusieurs productions (principalement pour de l'investissement dans des points de vente et notamment collectifs) ;
 - 15% des montants FEADER sont alloués à des projets de grandes cultures (transformation de farines et d'huile, ateliers de boulangerie principalement) ;
 - 9% concerne des investissements dans des exploitations de polyculture-élevage avec des projets très variés (ex : transformation laitière, tuerie de volailles, laboratoire pour la transformation de fruits et de fleurs) ;
 - 9% concerne des ateliers de transformation et des points de vente pour des exploitations ovins-caprins ;
 - Les autres projets incluent de la transformation à la ferme de produits d'élevage (bovins lait et viandes, porcins, volailles), de la transformation et de la vente directe de produits de maraîchage, du conditionnement et de la transformation de noix, de la transformation de produits de l'apiculture, etc.

Les données disponibles ne permettent pas de statuer sur la valeur ajoutée générée par ces investissements, même si la nature des projets correspond bien à de la valorisation de produits à la ferme ou à des projets de circuits courts. En revanche, les données disponibles dans OSIRIS pour les dossiers engagés en 2016 indiquent que 30% des projets prévoient une création d'emploi. Enfin, d'après l'Autorité de Gestion la majorité des investissements financés dans le cadre de cette mesure ne se ferait pas sans aide, il y a donc un réel effet de levier.

[1] Les indicateurs sont renseignés pour 40 dossiers sur 48 engagés en 2016.

[2] L'indicateur n'est pas renseigné pour les engagements 2014 et seulement dans 57% des cas pour 2015 et 2016

[3] idem

[4] Pour les dossiers pour lesquels les indicateurs sont fournis (40 dossiers sur 48)

Tableau 1: Part des aides engagées pour le TO 4.2.1 pour les nouveaux installés (engagements 2016)

Au moins 1 installé depuis - de 5 ans2	Nb de dossiers	%	Montant total des engagements (€)	% des engagements
Non ou SO	19	48%	267 559,76	45%
Oui avec DJA	15	38%	245 346,05	41%
Oui sans DJA	6	15%	86 962,89	14%
Total général	40	100%	599 868,70	100%

Source : OSIRIS

Tableau 2: Répartition des aides programmées pour le TO 4.2.1 par type de projet

Nature du projet	Nb de projets	Total des Dépenses présentées	Total des Dépenses retenues	Montant total de l'aide	Montant FEADER	% du FEADER
Transformation de produits à la ferme	51	2 832 200,89	2 476 047,58	933 424,51	518 966,11	62,18%
Vente directe	18	1 395 115,49	1 085 319,30	434 127,70	211 409,44	25,33%
Tri/ Séchage/ Conditionnement	6	385 124,37	219 033,37	78 786,40	31 493,64	3,77%
Stockage	5	148 099,51	148 029,34	47 953,80	30 210,89	3,62%
Non précisé	5	107 100,26	106 300,35	42 520,14	26 787,69	3,21%
Transport réfrigéré	6	73 022,60	68 200,82	27 280,33	15 752,17	1,89%
Total général	91	4 940 663,12	4 102 930,76	1 564 092,88	834 619,94	100,00%

Source : Base de données de suivi du Comité de Programmation

Tableau 3: Répartition des aides programmées pour le TO 4.2.1 par type de projet

Filière	Nb de projet	Total des Dépenses présentées	Total des Dépenses retenues	Montant total de l'aide	Montant FEADER	% FEADER
Multi-produits	9	1 088 855,08	781 683,58	312 673,44	155 384,11	18,62%
Grandes cultures	13	659 561,24	548 638,33	212 764,87	122 096,38	14,63%
Non précisé	10	478 144,54	473 430,45	170 251,81	107 258,61	12,85%
Polyculture-élevage	5	405 108,83	401 222,03	148 592,28	73 307,15	8,78%
Ovin-caprin	9	434 093,47	358 074,64	143 229,87	77 843,55	9,33%
Maraîchage	8	256 392,00	256 392,00	84 230,06	48 216,14	5,78%
Volailles	5	167 961,79	170 519,19	68 207,68	40 365,75	4,84%
Autre	3	163 022,18	162 953,21	63 781,28	32 436,64	3,89%
Bovins lait	3	308 352,36	147 115,00	58 846,00	29 423,00	3,53%
Production de noix	5	155 965,46	153 232,50	57 528,69	32 673,97	3,91%
Apiculture	5	141 848,52	141 227,99	56 491,20	33 716,60	4,04%
Plantes aromatiques	3	144 336,90	139 083,89	55 633,56	28 607,30	3,43%
Arboriculture	3	318 484,41	152 393,41	53 903,29	16 319,06	1,96%
Bovins viande	5	151 110,10	150 645,10	51 431,08	21 735,78	2,60%
Viticulture	3	40 092,49	40 092,49	16 036,99	8 976,77	1,08%
Elevage porcin	2	27 333,75	26 226,95	10 490,78	6 259,13	0,75%
Total général	91	4 940 663,12	4 102 930,76	1 564 092,88	834 619,94	100,00%

Source : Base de données de suivi du Comité de Programmation

7.f7) Conclusions et recommandations

7.f7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1. Avec 15 dossiers soldés au 31/12/2016 pour un montant de dépense publique de 73 908,89 € et 133 dossiers programmés représentant un engagement de 896 820 € de dépenses publiques, le niveau de réalisation pour ce DP est très loin des valeurs cibles 2018 et 2023. Cependant le montant de FEADER programmé au 31/12/2016 atteint 44% de la maquette, la dynamique de programmation est donc correct et devrait permettre d'atteindre la cible intermédiaire sous réserve de la réalisation complète des projets avant fin 2018 et d'atteindre la cible 2023. L'atteinte des cibles en 2023 dépendra donc surtout du succès des opérations de coopérations (Mesure 16) qui n'ont pas encore démarré.

Recommandation:

R.1. La priorité doit être donnée dans les mois à venir au paiement des dossiers en attente de façon à garantir l'atteinte des cibles intermédiaires du cadre de performance. Au-delà de cela, la dynamique de programmation doit être maintenue pour le TO 4.2.1 et les moyens doivent être mis pour lancer rapidement les AAP pour les mesures de coopération et accompagner les porteurs de projets sur ces nouvelles mesures afin de favoriser l'émergence d'un nombre suffisant de projets et de garantir la bonne exécution des projets sélectionnés.

7.f7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2. La contribution des mesures mises en œuvre dans le cadre du DP 3A au développement des signes de qualité (hors AB) reste faible mais le soutien à ces filières se fait plutôt via d'autres mesures du PDR (notamment le TO 4.1.1) et les politiques de promotion régionales (hors FEADER)

Recommandation:

R.2. Pas de recommandation

7.f7.c) Conclusion / Recommandation 3

Conclusion:

C.3. La contribution des mesures mises en œuvre dans le cadre du DP 3A au développement des circuits courts via le soutien aux investissements de commercialisation et transformation est significative avec 91 projets programmés, dont 62 engagés à fin 2016 pour un montant total d'engagement FEADER de 805 256,21 € par rapport à une maquette de 2 000 000 €. A ce stade, les données disponibles ne permettent pas de conclure sur l'amélioration de la valeur ajoutée pour les exploitants mais les projets soutenus

correspondent bien aux objectifs du DP 3A, ils prévoient de la création d'emploi et pour la majorité, ils ne se feraient probablement pas sans aide.

Recommandation:

R.3. Pas de recommandation.

7.g) CEQ07-3B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Ce DP est rattaché de manière principale à la mesure 5 qui ne sera activée qu'en cas de catastrophe.

7.h) CEQ08-4A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens?

7.h1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- 4.4.1 Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques
- 7.1.1 Établissement et révision des plans de gestion liés aux sites Natura 2000.
- 7.6.1 Animation Natura 2000
- 7.6.2 Contrats Natura 2000 ni agricole - ni forestier
- 7.6.3 Contrats Natura 2000 en forêt
- 7.6.5 Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'agriculture biologique
- 10 Agroenvironnement - climat
- 12 Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau
- 13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4A :

- 11 Agriculture biologique

7.h2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000,...)	R6 / T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	
Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000,...)	R7 / T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	Surfaces contractualisées dans les zones Natura 2000
Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000,...)	R7 / T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	Typologie et pertinence des dispositifs mis en place dans le cadre des MAEC

7.h3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les données disponibles pour les mesures surfaciques engagées en 2014 permettent une première analyse quantitative sur les types de mesures et engagements unitaires mis en œuvre.

En dehors des mesures surfaciques, aucun dossier n'a été soldé pour le DP4A et les données de programmation ne permettent pas d'analyse quantitative.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- Calcul de l'indicateur de résultat R7 : % des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ ou la préservation des paysages:

Calcul du ratio X/Y (en %) suivant:

X = Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et la préservation des paysages : le calcul prend en compte d'une part, les surfaces contractualisées sur des MAEt concourant au domaine prioritaire 4a et d'autre part, les surfaces contractualisées en PHAE. L'indicateur correspond aux surfaces physiques, aucun recouvrement entre MAEt et PHAE n'étant possible. L'indicateur ne prend pas en compte les surfaces bénéficiant de l'ICHN (il n'est pas possible de faire de recouvrement entre surfaces physiques sur la mesure 10 et sur la mesure 13).

Y = Total des superficies des terres agricoles (en ha) sur le territoire du PDR (indicateur de contexte du PDR)

- Superficies : si différentes mesures et dispositifs sont réalisés sur la même zone pour le même domaine prioritaire, le double comptage n'est pas autorisé.

Calcul des surfaces contractualisées en zone Natura 2000 : somme des surfaces contractualisées en MAEt sur des surfaces à enjeu Natura 2000 et des surfaces bénéficiaires de la PHAE situées en zone Natura 2000.

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Les données ne sont disponibles que pour 2014 (année de transition). Cette année est donc utilisée comme référence bien que les dispositifs et les territoires sélectionnés aient évolué ensuite.

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les analyses qualitatives permettront de présenter les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les raisons des retards de programmation. Elles permettront surtout de caractériser les mesures mises en œuvre dans le cadre de la mesure 10 (MAEC) et de l'ICHN et d'apprécier les impacts potentiels en matière de biodiversité.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Revue documentaire (en particulier RAMO 2015, 2016)

- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune

7.h4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	16 982 926,81			OSIRIS / ISIS
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	3 499,00			ISIS (M10 + M13)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non	53 981,95			ISIS (M10)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non	0,00			ISIS (TO 12.1)
Indicateur de réalisation commun	O5 - Superficie totale (ha)	Non	382 086,36			ISIS (TO 13.2)
Indicateur de résultat commun	R6 / T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	Non				
Indicateur de résultat commun	R7 / T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	Oui	1.4%			ISI /ODR données 2014
Indicateur de résultat supplémentaire	Surfaces contractualisées dans les zones Natura 2000	Non	25 847,00			ISIS / ODR
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie et pertinence des dispositifs mis en place dans le cadre des MAEC	Non				
Indicateur de contexte commun	C34 - Zones Natura 2000 - part du territoire (2014) (% of territory)	Oui	12.87%			MNHN 2014. Données Natura 2000
Indicateur de contexte	C34 - Zones Natura 2000 - part de la SAU (y compris prairies)	Oui	12.08%			MNHN 2014.

commun	naturelles) (2014) (% of UAA)					Données Natura 2000
Indicateur de contexte commun	C34 - Zones Natura 2000 - part de la surface forestière totale (2014) (% of forest area)	Oui	15.56%			MNHN 2014; Données Natura 2000

7.h5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Osiris présente des erreurs d'attribution des mesures non surfaciques par DP pour l'année de transition (2014). Les engagements correspondant ont été réaffectés aux DP correspondant à la LI indiquée dans le PDR pour les analyses qui suivent.

La principale difficulté vient du manque de disponibilité des données concernant les mesures surfaciques (MAEC et ICHN) en raison des retards de développement de l'outil informatique ISIS.

La réponse à la question évaluative s'appuie donc sur les données disponibles pour 2014 (période de transition) et les analyses qualitatives.

7.h6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de la mise en œuvre

Au 31/12/2016, 5 576 projets ont été programmés en faveur du DP4A, principalement dans le cadre de la Mesure 13 (ICHN). Le taux de programmation (montants programmés/maquette) atteint 43% au total, 21% pour l'ICHN, 2% pour les investissements dans les infrastructures agroécologiques (TO 4.4.1), 28% pour l'animation des sites Natura 2000, 78% pour les contrats Natura 2000 ni agricoles ni forestier, 50% pour l'animation des MAEC et 0% pour les autres TO concernés.

Au 31/12/2016, on compte 65 dossiers engagés pour les mesures non surfaciques, concernant la Mesure 7.6 (Animation liée au DOCOB d'un site Natura 2000, Animation pour la mise en place de MAEC et le développement de l'AB) dont 12 réalisés complet (tous concernant l'Animation pour la mise en place de MAEC et le développement de l'AB), qui comptent 666 « appuis » aux exploitations[1]

Les retards de mise en œuvre de la mesure M07 en ce qui concerne les opérations liées à la biodiversité sont exclusivement liés aux retards pris dans le déploiement de l'outil OSIRIS.

Le TO 7.6.1 a pu être ouvert en 2015 mais l'outil ne permettait pas encore de solder les dossiers fin 2016.

Les TO 7.6.2 et 7.6.3 ont été ouverts fin 2016 pour pouvoir engager les dossiers.

A ce stade, l'outil pour le TO 7.1.1 n'est pas encore disponible. Les besoins concernent la révision des DOCOBB, plutôt que l'établissement de nouveaux DOCOBB. Il n'y a donc pas de caractère d'urgence.

Les outils ont été développés en premier lieu pour les TO concernant l'animation des territoires, de façon à ne pas rompre les dynamiques engagées sous la programmation 2007-2013.

Le dispositif d'animation est considéré efficace. La plupart des animateurs travaillent sur le sujet depuis plusieurs années et connaissent bien les propriétaires et les porteurs de projet. Les animateurs sont capables

d'identifier les porteurs de projet, de les accompagner dans le montage des dossiers et dans la mise en œuvre.

L'absence de données pour les MAEC engagées en 2015 et 2016 ne permet pas d'évaluer précisément le niveau de progression par rapport aux cibles du cadre de performance. L'ensemble des API, PRM, SFEI, PHAE et MAEt contractualisés en 2014 représente 5% des dépenses publiques et 32% des surfaces des valeurs cibles 2023 pour la M10. D'après les données disponibles, le budget prévu pour les MAEC devrait être entièrement consommé courant 2017. On peut donc considérer qu'il n'y a pas de risque de non atteinte des objectifs de dépense publique sur la priorité 4.

II - Contribution à l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000,...)

La Région est caractérisée par une richesse patrimoniale d'un point de vue écologique et biologique avec des zones importantes de biodiversité remarquable (plus de 80 000 ha de zones humides dont le Marais poitevin et les marais charentais et 13% du territoire régional en zone Natura 2000), mais aussi de biodiversité ordinaire (milieux bocagers par exemple) et de nombreuses variétés végétales et races animales domestiques.

M10 MAET

En 2014, 949 exploitations ont été bénéficiaires des MAEt pour 1533 contrats et un montant de 5 290 611 €. 26 828 hectares de MAEt ont été contractualisés, soit 1,6% de la SAU régionale.

Les surfaces inscrites dans des zones Natura 2000 couvrent 24 819 hectares, soit 7% de la surface terrestre totale des sites Natura 2000 de la région et 92% de la surface contractualisée dans le cadre des MAEt. Les zones de biodiversité remarquable sont donc ciblées très prioritairement.

La MAEt Mesure prairie à forte valeur biologique (Gestion mixte par pâturage et fauche) –SOCLEH02 HERBE_01 HERBE_03 HERBE_04 HERBE_11 qui concerne la gestion des surfaces en herbes peu productives (enregistrement des interventions mécaniques, ajustement de la pression du pâturage, absence de fertilisation sur les prairies et habitats remarquables, absence de pâturage et de fauche en période hivernale sur prairies et habitats remarquables humides) représente 42% des surfaces physiques engagées et 47% des paiements pour l'ensemble des MAEt. Cette mesure est entièrement mise en œuvre en zone Natura 2000.

Elle est suivie par la mesure Prairie Humide – SOCLEH02 HERBE_01 HERBE_02 HERBE_04 (20% des surfaces physiques et 15% des paiements) qui concerne également la gestion des surfaces en herbe peu productives mais qui inclue une limitation seulement de la fertilisation sur les prairies et habitats remarquables et ne contient pas de dispositif concernant le pâturage et la fauche. Elle concerne également les zones Natura 2000 exclusivement. Viennent ensuite les mesures de Gestion extensive de prairie par réduction d'intrants - SOCLEH01 HERBE_02 (14% et 11%), qui concernent la limitation de la fertilisation dans les prairies remarquables dans la gestion des rotations en grandes cultures. Cette MAEt est mise en œuvre à 95% dans les zones Natura 2000 et à 5% dans les zones DCE.

Les trois premiers engagements unitaires couvrent plus de la moitié des surfaces totales contractualisées. Il s'agit des engagements HERBE_01 - Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâturages (19%), HERBE_04 - Ajustement de la pression de pâturage sur certaines périodes (18%) et

SOCLEH02 - Socle relatif à la gestion des surfaces en herbe peu productives (18%).

Analyse par domaine prioritaire

Au total, les MAEt relatives au domaine prioritaire 4A couvrent 24 550 hectares (92% des surfaces contractualisées dans le cadre des MAEt) pour un montant de 4 866 447 € et 878 bénéficiaires. Les territoires qui ont reçu les plus des paiements sont : le Marais charentais (61% des paiements, 58% des surfaces), le Marais poitevin (14% et 15%), la Zone de Protection Spéciale (ZPS) plaine de La Mothe St Heray - Lezay (5%, 3%), la ZPS plaine du Mirebelais-Neuvillois Plateau de Bellefonds (3%, 2%), le site Natura 2000 - Vallée de l'Autize (3%, 4%) et la Plaine de Brioux Chef-Boutonne (3%, 1%), donc principalement des sites de biodiversité remarquable.

Compte tenu de la très forte sur-représentation du DP4A dans la mise en œuvre des MAEt, la hiérarchie des dispositifs mis en œuvre pour ce DP est similaire à celle observée pour l'ensemble des MAEt, avec une prépondérance de la mesure prairie à forte valeur biologique (Gestion mixte par pâturage et fauche) – SOCLEH02 HERBE_01 HERBE_03 HERBE_04 HERBE_11 – encore plus marquée avec 46% des surfaces physiques inscrites et 52% des paiements.

Le graphique en annexe présente les surfaces engagées par engagement unitaire.

Les surfaces aidées dans le cadre des MAEt 2014, relatives au domaine prioritaire 4A, représentent 16% de la valeur cible 2023 (sans compter la PHAE). Le rythme de contractualisation de l'année 2014 permettrait donc d'atteindre sans difficulté la cible 2023. Sachant que d'après les données disponibles, les contractualisations ont été beaucoup plus importantes en 2015 et 2016, il ne devrait pas y avoir de difficulté à atteindre la cible du cadre de performance pour ce DP.

M10 PHAE

La PHAE vise au maintien de surfaces en herbe gérées de manière extensive, par la mise en place des pratiques de gestion herbagères respectueuses de l'environnement. Le cahier des charges de la PHAE comporte l'ensemble d'exigences suivant: un seuil minimal de 75% de surfaces herbagères dans les exploitations, un taux de chargement compris entre 0,35 UGB/ha et 1,4 UGB/ha, la présence d'éléments fixes de biodiversité et leur maintien, des limitations en termes de fertilisation, une suppression du désherbage chimiques, et des limitations pour le retournement des prairies sur la durée de l'engagement.

En 2014, 479 exploitations ont été bénéficiaires de la PHAE pour un montant de 1 926 328 € et une surface de 27 075 hectares. Elles représentent 5% des exploitations d'élevage et 1,6% de la surface agricole de la région. Environ 41% des exploitations bénéficiaires sont situées dans le département de la Charente, 25% en Deux-Sèvres, 24% en Vienne et 10% en Charente Maritime. Environ 70% des bénéficiaires sont des exploitations individuelles, 19% des EARL, 7% des GAEC, 4% des SCEA, 1% des SARL et 1% d'autres formes sociétaires.

Les résultats de l'évaluation ex-post du PDRH menée au niveau national montrent que la PHAE (le cahier des charges n'ayant pas évolué entre les deux périodes 2007-2013 et 2014-200) participe au maintien des systèmes d'élevage herbagers, en particulier les plus extensifs et dont les pratiques en place répondent déjà au cahier des charges.

La PHAE participe ainsi au maintien de surfaces en herbes gérées de manière extensive, favorables à la biodiversité, dans une logique de maintien des pratiques et de pérennisation des systèmes.

La mesure a été arrêtée en 2015. Deux dispositifs ont pris le relai à partir de cette date : une revalorisation

du montant unitaire de l'ICHN d'une part, et la mise en œuvre de la MAEC SHP (systèmes herbagers et pastoraux).

M10 API/PRM

La mesure PRM vise à soutenir la diversité génétique dans les exploitations d'élevage, en encourageant la conservation de races à petits effectifs. En 2014, le PRM a touché 20 exploitations pour un total de 175 UGB engagées et 13 673 € de paiements. Cela représente une faible part des UGB régionales (915 850 UGB)[2] ce qui est cohérent avec la logique très spécifique de ce dispositif. La mise en œuvre de ce dispositif est concentrée géographiquement, avec environ 50% des exploitations bénéficiaires situées dans le département Charente Maritime, 25% en Deux-Sèvres, 15% en Vienne et 10% en Charente.

La mesure API vise à améliorer le potentiel pollinisateur des abeilles domestiques, par une modification des pratiques apicoles afin de mieux mettre cette activité au service de la biodiversité. Cette opération consiste à maintenir sur l'exploitation un nombre de colonies d'abeilles, en particulier dans des zones dites « intéressantes pour la biodiversité » identifiées à l'échelon régional.

En 2014, la mesure API a touché 12 exploitations pour un total de 45 768 € de paiements. Environ 42% des exploitations bénéficiaires sont situées dans le département Charente Maritime, 33% en Deux-Sèvres, 17% en Vienne et 8% en Charente. Ce dispositif apporte un soutien à la filière apicole par ailleurs peu soutenue, et participe en ce sens au maintien et au renforcement de cette activité.

Les paiements réalisés pour l'ensemble de ces deux mesures pour les engagements 2014 est de 59 441 €, dont 44 490 € de FEADER, soit 9 % du montant FEADER prévu dans la maquette initiale.

Les MAE mises en place à ce stade devraient donc avoir un impact significatif sur la biodiversité remarquable via le maintien ou la création de surfaces en herbes dans les prairies et habitats remarquables. Les effets sur les autres enjeux de la biodiversité sont plus difficiles à apprécier car très localisés.

M13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (ICHN)

Sur la campagne 2014, 2 686 exploitations ont bénéficié de l'ICHN pour un montant de 9 696 388€. Les bénéficiaires représentent 11% des exploitations du Poitou Charentes, et 30% des exploitations relevant des OTEX avec élevage. Toutes les exploitations se trouvent dans une zone défavorisée simple. 37% des surfaces primées sont situées dans le département de la Vienne, 33% en Deux Sèvres, 18% en Charente et 12% en Charente Maritime.

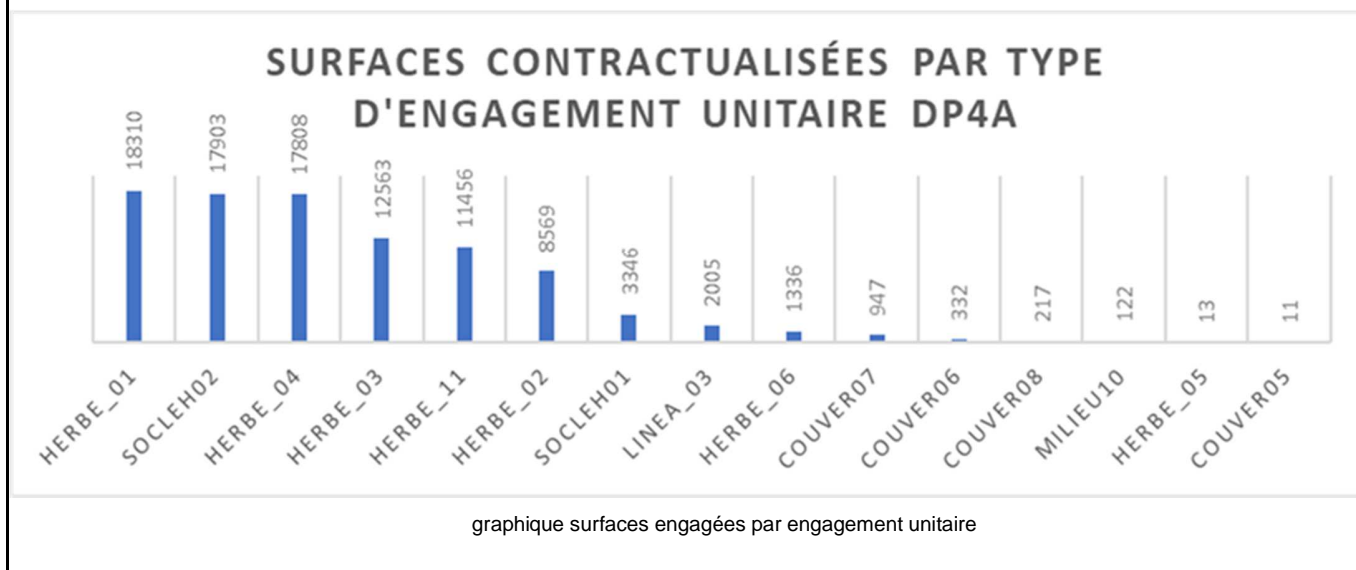
Les exploitations bénéficiaires représentent une SAU de 328 104 ha, soit 19%[3] de la SAU régionale. 58% de la SAU des bénéficiaires correspond à des surfaces herbagères. Le nombre d'UGB bovins est de 206 740 et d'UGB ovins caprins de 57 882.

En termes de surfaces, l'ICHN est la mesure qui a le plus d'impact, notamment sur la préservation de la biodiversité ordinaire.

[1] Données renseignées pour 9 des 12 dossiers

[2] EUROSTAT 2013

[3] Agreste, 2014



7.h7) Conclusions et recommandations

7.h7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1. Les retards de déploiement de l'Outil Osiris ont engendré des délais dans la mise en œuvre des mesures d'accompagnement (investissements dans les infrastructures agroécologiques, animation, contrats Natura 2000). Dans ce contexte, les dispositifs d'animation ont été privilégiés afin de conserver les dynamiques mises en place en 2007-2013.

Recommandation:

R.1. Pas de recommandation

7.h7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2. Les MAEt mises en place en 2014 ciblent en premier lieu la biodiversité remarquable (en cohérence avec le contexte spécifique du Poitou-Charentes) via le maintien ou la création de surfaces en herbes dans les prairies et habitats remarquables. L'ICHN est la mesure qui a le plus d'impact en termes de surfaces, notamment sur la préservation de la biodiversité ordinaire. Les effets sur les autres enjeux de la biodiversité sont plus difficiles à apprécier car très localisés.

--

Recommandation:

R.2. Pas de recommandation

7.i) CEQ09-4B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides?

7.i1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- 4.1.3 Investissements pour la réduction des pollutions et une meilleure utilisation de l'eau en production végétale
- 8.2.1 Mise en place de systèmes agroforestiers
- 10 Agroenvironnement - climat
- 11 Agriculture biologique

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4B :

- 7.6.5 Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'agriculture biologique
- 13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques

7.i2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau		Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau		Surfaces converties en agriculture biologique
Les mesures à effets sur la qualité de l'eau ont été mises en œuvre de manière significative, en particulier dans les zones à enjeux (DCE, zones vulnérables directive Nitrates)	R9 / T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	
Les mesures à effets sur la qualité de l'eau ont été mises en œuvre de manière significative, en particulier dans les zones à enjeux (DCE, zones vulnérables directive Nitrates)	R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	Surfaces de terres agricoles des zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion de l'eau

7.i3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les données disponibles pour les mesures surfaciques engagées en 2014 permettent une première analyse

quantitative sur les types de mesures et engagements unitaires mis en œuvre.

Les données sur la mesure 11 ne sont pas disponibles.

En ce qui concerne les mesures non surfaciques, aucun indicateur n'est renseigné dans l'extraction OSIRIS en dehors du montant des investissements. Une analyse quantitative n'est donc pas envisageable, au-delà des quelques données de programmation disponibles.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- R8 : Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau

Calcul du ratio X/Y

X : Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau: le calcul prend en compte les surfaces contractualisées sur des MAEt concourant au domaine prioritaire 4B.

Y : Total des superficies des terres agricoles (en ha) en 2013 sur le territoire du PDR

- R9 : Pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau

La valeur cible est à 0 pour cet indicateur. Il ne sera pas calculé.

- Indicateur additionnel : surfaces de terres agricoles des zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion de l'eau (à partir de croisements ISIS, ODR) : le calcul prend en compte l'ensemble des surfaces MAEt concernées par les zones à enjeu eau (DCE).
- Surfaces converties en agriculture biologique : ensemble des surfaces en première année de conversion (C1) en 2015 (dernière année de conversion) d'après les données de l'Agence Bio.

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient à la disponibilité des données, notamment en ce qui concerne la mesure 11 – aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique.

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les analyses qualitatives permettront de présenter les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les raisons des retards de programmation. Elles permettront surtout de caractériser les mesures mises en œuvre dans le cadre de la mesure 10 (MAEC) et d'apprécier les impacts potentiels en matière de qualité de l'eau.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Revue documentaire
- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune.

7.i4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	422 985,51			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	47,00			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	47,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	Oui	0.13%			ISIS / ODR (Données 2014)
Indicateur de résultat commun	R9 / T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	Oui	0%			Non ciblé
Indicateur de résultat supplémentaire	Surfaces de terres agricoles des zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion de l'eau	Non	2 279,00			ISIS / ODR (Données 2014)
Indicateur de résultat supplémentaire	Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention	Non				
Indicateur de résultat supplémentaire	Surfaces converties en agriculture biologique	Non	12 113,00			Agence Bio (Données C1 en 2015)
Indicateur de contexte commun	C40 - Qualité de l'eau - Excédent potentiel d'azote sur les terres agricoles (2011) (kg N/ha/year)	Non	39,00			DREAL 2011
Indicateur de contexte commun	C18 - Surface agricole - SAU totale (2010) (ha)	Non	1 721 280,00			Agreste

Indicateur de contexte commun	C40 - Qualité de l'eau - Nitrates dans l'eau douce - Eaux superficielles: qualité faible (2011) (% of monitoring sites)	Oui	36%			DREAL 2011
Indicateur de contexte commun	C40 - Qualité de l'eau - Nitrates dans l'eau douce - Eaux souterraines: qualité faible (2011) (% of monitoring sites)	Oui	16.9%			DREAL 2011

7.i5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Osiris présente des erreurs d'attribution des mesures non surfaciques par DP pour l'année de transition (2014). Les engagements correspondant ont été réaffectés aux DP correspondant à la LI indiquée dans le PDR pour les analyses qui suivent.

La principale difficulté vient du manque de disponibilité des données concernant les mesures surfaciques (MAEC et AB) en raison des retards de développement de l'outil informatique ISIS.

La réponse à la question évaluative s'appuie donc sur les données disponibles pour 2014 (période de transition), les données de conversion de l'Agence Bio en partant de l'hypothèse que la très grande majorité des conversions sollicitent l'aide et les analyses qualitatives.

7.i6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre du dispositif

Le PDR vise à orienter les pratiques agricoles vers des cultures économes en eau et vers une utilisation moindre des pesticides et des engrais de synthèse. Les mesures mobilisées pour répondre à cet enjeu sont : le soutien aux investissements visant à limiter les transferts de polluants, la plantation de boisements dans les zones sensibles aux pollutions, les MAEC et le soutien à l'AB pour accompagner les agriculteurs vers des changements de pratiques limitant le recours aux intrants.

Les mesures les plus importantes pour ce DP sont les MAEC (Mesures 10) et la conversion/maintien à l'AB (Mesure 11). Au 31/12/2016, 975 dossiers ont été programmés pour les MAEC pour un montant de 92 183 821 € de FEADER, soit 81,23% de la maquette. En revanche, le montant des engagements reste très faible, 5 523 718 €, soit 5% de la maquette. Pour la mesure 11, aucune donnée de programmation n'est disponible.

En ce qui concerne les mesures non surfaciques, au 31/12/2016, 55 dossiers relevant du DP 4B ont été soldés pour un montant de dépense publique totale de 475 536,97 €, dont 270 689,94€ de FEADER. Parmi ces projets, 54 dossiers relèvent du TO 4.1.3 (investissements pour la réduction des pollutions et une meilleure utilisation de l'eau en production végétale) et 1 dossier du TO 8.2.1 (Mise en place de systèmes agroforestiers). La programmation est cependant plus avancée, avec 502 dossiers programmés, dont 498 pour le TO 4.1.3, pour un montant FEADER total de 1 965 683 €, soit 100% de la maquette initiale pour les TO concernés. Les montants effectivement engagés représentent 91% des montants programmés.

Les projets programmés dans le cadre du TO 4.1.3 portent principalement sur des dispositifs de désherbage mécaniques (35% des dossiers et 32% des investissements), des pulvérisateurs (17% des dossiers et 23% des

investissements), des aires de lavage (12% des dossiers et 13% des investissements), des barres de guidage/GPS (10% des dossiers et des investissements). Le reste des investissements concernent divers dispositifs liés aux produits phytosanitaires, des semoirs, des broyeurs, des séparateurs à hydrocarbure ou ne sont pas détaillés.

L'absence de données pour les MAEC engagées en 2015 et 2016 ne permet pas d'évaluer précisément le niveau de progression par rapport aux cibles du cadre de performance. L'ensemble des API, PRM, SFEI, PHAE et MAEt contractualisés en 2014 représente 5% des dépenses publiques et 32% des surfaces des valeurs cibles 2023 pour la M10. D'après les informations disponibles, le budget prévu pour les MAEC devrait être entièrement consommé courant 2017 et le rythme de conversion à l'agriculture biologique est bien au-delà des prévisions. On peut donc considérer qu'il n'y a pas de risque de non atteinte des objectifs de dépense publique sur la priorité 4.

Les mesures à effets sur la qualité de l'eau ont été mises en œuvre de manière significative, en particulier dans les zones à enjeux (DCE, zones vulnérables directive Nitrates)

La question de la qualité de l'eau est un enjeu fort en Poitou-Charentes, avec 85% du territoire classé en zone vulnérable à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole et 71 aires d'alimentation de captages d'eau potable (AAC) classées prioritaires. D'après la logique d'intervention du PDR, les mesures à effet sur la qualité de l'eau sont principalement les aides à l'agriculture biologique, les MAEC encourageant la réduction des intrants (Opération systèmes grandes cultures – changement, COUVER_03 - Enherbement sous cultures ligneuses pérennes, IRRIG - Développement des cultures de légumineuses dans les systèmes irrigués et l'ensemble des engagements PHYTO) et le soutien aux investissements pour la réduction des pollutions et une meilleure utilisation de l'eau en production végétale. Le soutien à l'agroforesterie contribue également à l'amélioration de la qualité de l'eau mais les montants prévus sont beaucoup plus faibles et le TO doit être fermé pour être financé en dehors du FEADER.

L'animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'agriculture biologique contribue indirectement en favorisant la mise en œuvre des MAEC, et l'ICHN contribue en favorisant le maintien de surfaces en herbe.

M10 MAET

Les analyses suivantes s'appuient sur les données 2014 avec les dispositifs de la programmation précédente.

En 2014, 949 exploitations ont été bénéficiaires des MAEt pour un montant de 5 290 611 €. 26 828 hectares de MAEt ont été contractualisés, soit 1,6% de la SAU régionale.

Les territoires sous contrats de gestion MAEt relevant de territoire à enjeu eau dans le cadre de la Directive DCE recouvrent 2279 ha, soit 8% de l'ensemble des surfaces contractualisées et 0,001% de la SAU régionale.

Les MAEt les plus répandues ciblent les enjeux biodiversité plutôt que les enjeux eau. La MAEt Mesure prairie à forte valeur biologique (Gestion mixte par pâturage et fauche) –SOCLEH02 HERBE_01 HERBE_03 HERBE_04 HERBE_11 représente 42% des surfaces physiques engagées et 47% des paiements pour l'ensemble des MAEt et la MAEt Prairie Humide – SOCLEH02 HERBE_01 HERBE_02 HERBE_04 représente 20% des surfaces physiques et 15% des paiements. Viennent ensuite les mesures de Gestion extensive de prairie par réduction d'intrants - SOCLEH01 HERBE_02 (14% et 11%) qui contribue à la fois à la préservation de la biodiversité et à la qualité de l'eau.

Analyse par domaine prioritaire

Les MAEt relatives au domaine prioritaire 4B couvrent 2 279 hectares pour un montant de 424 164 €. Le nombre des bénéficiaires est de 80. Les territoires qui ont reçu le plus de paiements sont : le Cebren (40% des paiements, 40% des surfaces), la Touche Poupard (16%, 19%), le Bassin Re-Sources de la Sèvre-amont (site Natura 2000 Chaumes d'avon) (14%, 12%), le Bassin Re-Sources de la Sèvre-amont (hors Zone Natura 2000) (12%, 14%), le Bassin versant du Clain (8%, 6%) et le Territoire Fleury-La Jallière (5%, 4%).

La MAEt Gestion extensive des prairies par limitation de la fertilisation azotée à 60 U (pour les rotations en grandes cultures) - SOCLEH01 HERBE_02 représente 49% des surfaces physiques et 38% des paiements. Elle est suivie par la MAEt Gestion extensive de prairies avec absence de fertilisation azotée (également pour les rotations en grandes cultures) - HERBE_03 SOCLEH01 (30% des surfaces physiques et 33% des paiements) et par la mesure Limitation de l'irrigation sur grandes cultures- IRRIG_02 (9%, 13%).

Comme on peut le voir dans le graphique en annexe, les trois premiers engagements unitaires couvrent presque la totalité des surfaces totales contractualisées. Ils s'agit des engagements SOCLEH01 - socle relatif à la gestion des rotations en grandes cultures - (44%), de l'engagement HERBE_02 - Limitation de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables (24%), HERBE_03 (19%) - Absence totale de fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables.

La mise en œuvre des MAEC en ce qui concerne les enjeux eaux reste donc limitée si on considère la seule année 2014. Les actions sont concentrées géographiquement avec 40% des surfaces concernées sur une seule aire de captage et les dispositifs concernent principalement la gestion des prairies dans les rotations de grandes cultures.

M10 SFEI

En 2014, le SFEI (Systèmes fourragères polyculture élevage économe en intrants) a touché seulement deux exploitations pour un total de 78 hectares et 10 147€ de paiements. Son objectif est d'encourager à adopter ou maintenir un système autonome et économe en intrants et concentré à l'échelle de l'exploitation.

II - Contribution du PDR au changement des pratiques pour une amélioration de la qualité de l'eau

Les changements de pratique sont liés à la mise en œuvre des MAEt, aux investissements qui permettent ces changements et à la conversion à l'agriculture biologique.

Les analyses ci-dessus montrent que seuls 80 exploitants sont concernés par la mise en place de MAEt pour les enjeux eau, ce qui reste assez limité, mais il ne s'agit que de l'année 2014 et les engagements unitaires PHYTO qui devraient être les plus importants pour ce DP n'étaient pas encore mis en œuvre.

Les analyses sur les investissements semblent également indiquer des investissements liés à des changements de pratique ayant un impact sur la qualité de l'eau (ex : 35% des dossiers liés à des équipements de désherbage mécanique).

Mais la mesure ayant le plus d'impact potentiel à ce stade est la Mesure 11 pour le soutien à l'agriculture biologique. Les données ne permettent pas de connaître les surfaces concernées par la mesure mais d'après les données de l'Agence Bio, la superficie en première année de conversion en 2015 représente 12113 ha de SAU, sachant que l'aide à la conversion est demandée dans la très grande majorité des cas, cela fournit une indication des résultats obtenus pour la mesure.

SURFACES ENGAGÉES PAR TYPE D'ENGAGEMENT UNITAIRE DP4B



graphique surfaces engagées par engagement unitaire

7.i7) Conclusions et recommandations

7.i7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1. Le rythme de programmation pour les mesures contribuant principalement au DP4B est bon et même au-delà des prévisions pour les deux principales mesures les MAEC et le soutien à l'agriculture biologique

Recommandation:

R.1. Pas de recommandation

7.i7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2. La mise en œuvre des MAEC sur les enjeux qualité de l'eau reste limitée à ce stade (80 exploitants bénéficiaires et 2279 ha). Elle est principalement focalisée sur la réduction des intrants dans la gestion des prairies pour les rotations en grandes cultures et assez concentrée géographiquement. Les investissements contribuent également aux changements de pratiques, notamment via les désherbages mécaniques, mais la principale contribution à ce stade aux changements de pratique permettant d'améliorer la qualité de l'eau vient du soutien à la conversion à l'agriculture biologique.

Recommandation:

R.2. Pas de recommandation

7.j) CEQ10-4C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols?

7.j1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- 8.5.1 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale/des écosystèmes forestiers
- 10 Agroenvironnement - climat

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4A :

- 4.4.1 Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques
- 11 Agriculture biologique
- 13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques

7.j2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
La gestion des sols s'est améliorée	R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	% terres agricoles zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion des sols
La gestion des sols s'est améliorée	R11 / T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	Changements de pratiques dues au PDR en lien avec la gestion des sols

7.j3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les données disponibles pour les mesures surfaciques engagées en 2014 permettent une première analyse quantitative sur les types de mesures et engagements unitaires mis en œuvre.

En dehors des mesures surfaciques, aucun dossier n'a été programmé pour le DP4C.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- Calcul de R10 : Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la

gestion des sols et / ou empêcher l'érosion des sols :

X : Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols sur la base des croisements ISIS/ODR

Y : Total des superficies des terres agricoles (en ha) en 2013 sur le territoire du PDR

- Calcul de R11 :

X : Il s'agit ici des surfaces forestières visées par les investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers (TO 8.5.1)

Y : Total des superficies forestières ou boisées (en ha) en 2013 sur le territoire du PDR

- Calcul du % terres agricoles zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion des sols : les territoires relevant de zones à enjeux sont identifiés dans les traitements ISIS/ODR

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Les données ne sont disponibles que pour 2014 (année de transition) pour les MAEC. Cette année est donc utilisée comme référence bien que les dispositifs et les territoires sélectionnés aient évolué ensuite.

Aucun dossier n'ayant encore été programmé pour le TO 8.5.1, les indicateurs liés à la mise en œuvre de ce TO sont tous à 0.

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les analyses qualitatives permettront de présenter les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les raisons des retards de programmation. Elles permettront surtout de caractériser les mesures mises en œuvre dans le cadre de la mesure 10 (MAEC) et de l'ICHN et d'apprécier les impacts potentiels en matière de biodiversité.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Revue documentaire (en particulier RAMO 2015, 2016)
- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune

7.j4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	7 286 538,55			ISIS / OSIRIS / ODR
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS (TO 8.5.1)
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	194,00			ISIS
Indicateur de résultat commun	R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	Oui	0.09%			ISIS/ODR (données 2014)
Indicateur de résultat commun	R11 / T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	Oui	0%			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	% terres agricoles zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion des sols	Oui	0%			Croisement ISIS/ODR
Indicateur de résultat supplémentaire	Changements de pratiques dues au PDR en lien avec la gestion des sols	Non				
Indicateur de contexte commun	C42 - Érosion des sols par l'eau - surface agricole affectée (2006 - 2007) (% of agricultural area)	Oui	0.35%			Données 2006-2007 (PDR)

7.j5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Osiris présente des erreurs d'attribution des mesures non surfaciques par DP pour l'année de transition (2014). Les engagements correspondant ont été réaffectés aux DP correspondant à la LI indiquée dans le PDR pour les analyses qui suivent.

La principale difficulté vient du manque de disponibilité des données concernant les mesures surfaciques (MAEC et ICHN) en raison des retards de développement de l'outil informatique ISIS.

La réponse à la question évaluative s'appuie donc sur les données disponibles pour 2014 (période de transition) et les analyses qualitatives.

7.j6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de la mise en œuvre

La Région Poitou-Charentes a prévu une politique d'aménagement du territoire pour stopper le « gaspillage » du foncier et la stérilisation définitive des sols. La question 10 analyse les effets de l'intervention sur l'amélioration de la gestion des sols et en particulier la prévention de l'érosion. Les mesures à contribution principale sur le domaine prioritaire 4C, telle qu'identifiées dans la logique d'intervention du PDR, sont les MAEC pour la mise en place de couverts permanents (prairies principalement) dans les zones sensibles et les investissements pour améliorer la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers.

La mesure concernant les investissements pour la résilience des écosystèmes forestiers n'a pas encore été mise en œuvre.

L'absence de données pour les MAEC engagées en 2015 et 2016 ne permet pas d'évaluer précisément le niveau de progression par rapport aux cibles du cadre de performance, mais d'après les informations disponibles, le budget prévu pour les MAEC devrait être entièrement consommé courant 2017. Il n'y aurait donc pas de nouvelle contractualisation pour les trois dernières années de la période de programmation et pas de risque de non atteinte des objectifs de dépense publique sur la priorité 4.

II - Contribution du PDR à l'amélioration de la gestion des sols

Aucune MAEt n'a été réalisée sur des territoires identifiés comme zone à enjeu érosion et aucun investissement n'a été réalisé pour l'amélioration de la résilience des écosystèmes forestiers, les deux indicateurs correspondant sont donc à 0. Il convient cependant de préciser que seule 0,4% de la surface agricole est concernée par l'érosion des sols.

Les terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et / ou empêcher l'érosion des sols (mesures COUVER) représentent 0,09% de la SAU totale.

Les analyses suivantes détaillent la typologie des MAEt mises en œuvre afin d'apprécier leur impact potentiel sur la gestion des sols.

M10 MAET

En 2014, 949 exploitations ont été bénéficiaires des MAEt pour un montant de 5 290 611 €. 26 828 hectares de MAEt ont été contractualisés, soit 1,6% de la SAU régionale.

Les MAEt les plus répandues ciblent les enjeux biodiversité plutôt que les enjeux eau. la gestion des surfaces en herbe : La MAEt Mesure prairie à forte valeur biologique (Gestion mixte par pâturage et fauche) – SOCLEH02 HERBE_01 HERBE_03 HERBE_04 HERBE_11 représente 42% des surfaces physiques engagées et 47% des paiements pour l'ensemble des MAEt et la MAEt Prairie Humide – SOCLEH02 HERBE_01 HERBE_02 HERBE_04 représente 20% des surfaces physiques et 15% des paiements. Viennent ensuite les mesures de Gestion extensive de prairie par réduction d'intrants - SOCLEH01 HERBE_02 (14% et 11%). Bien que ces mesures ne ciblent pas prioritairement la gestion des sols, elles correspondent à des pratiques favorables à l'amélioration des sols.

Analyse par domaine prioritaire

MAET 4C

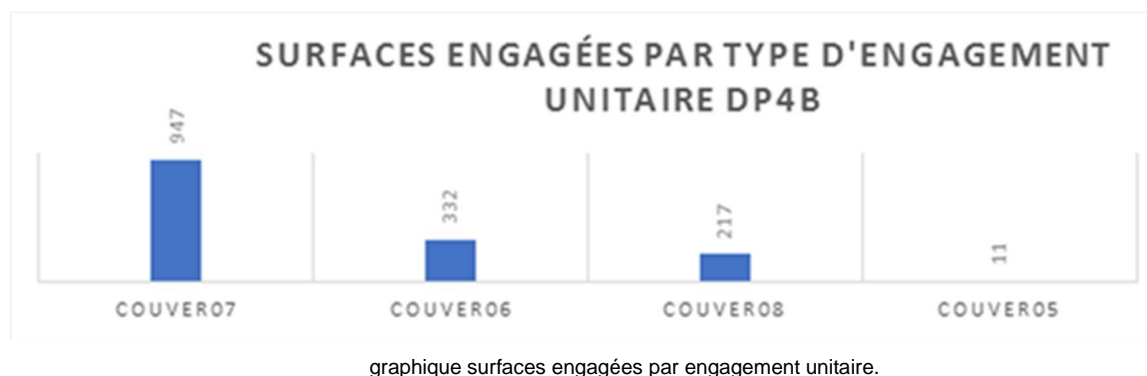
La région a décidé de considérer les engagements COUVER comme contribuant directement au domaine prioritaire 4C.

Les MAEt relatives au domaine prioritaire 4C couvrent 1 506 hectares pour un montant de 658 163 €. Les surfaces inscrites dans des zones Natura 2000 couvrent 1 483 hectares. Le nombre des bénéficiaires est de 194. Les territoires qui ont reçu le plus des paiements sont : la ZPS plaine de La Mothe St Heray - Lezay (23% des paiements, 18% des surfaces), la ZPS plaine du Mirebelais-Neuvillois Plateau de Bellefonds (21%, 17%), la Plaine de Brioux Chef-Boutonne (15%, 12%), la ZPS plaine de Oiron-Thénezay (8%, 6%), les Plaines de Niort sud-est (zone à enjeu eau) (6%, 5%) et le Marais charentais (4%, 6%). Les zones à enjeu biodiversité sont donc majoritairement représentées ici, ce qui correspond au ciblage des MAEt dans l'ensemble.

Comme on peut voir dans le graphique en annexe, l'engagement unitaire COUVER07 - Création et entretien d'un couvert d'intérêt floristique ou faunistique couvre la majorité des surfaces totales contractualisées (67%). Les autres engagements unitaires retenus sont COUVER06 - Création et entretien d'un couvert herbacé (bandes ou parcelles enherbées) (22% des surfaces) et COUVER08 - Amélioration d'un couvert déclaré au titre du gel (14%).

En conclusion, la contribution des mesures principalement fléchées sur l'amélioration de la gestion des sols est marginale à ce stade. La principale contribution à l'amélioration des sols est liée aux effets indirects des mesures visant à préserver la biodiversité via l'entretien, le maintien et la création de surfaces en herbe et les mesures visant à réduire les pollutions.

Par ailleurs, le FEADER ne peut répondre à l'enjeu de « gaspillage du foncier », identifié comme l'enjeu principal en matière de gestion des sols, que de façon indirecte via le renouvellement des générations et le maintien de terres agricoles ou la création de surface boisées (mais qui va être soutenu en dehors du FEADER).



7.j7) Conclusions et recommandations

7.j7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1. La contribution du PDR à l'amélioration de la gestion des sols provient principalement des effets secondaires des MAEt biodiversité et eau, de la PHAE, de l'ICHN et du soutien à l'Agriculture Biologique, plus que des mesures fléchées principalement sur ce DP et dont la mise en œuvre reste très limitée à ce

stade. La question du gaspillage des terres agricoles, identifié comme un enjeu important dans la Région pour ce DP est ne relève que de façon indirecte des mesures du FEADER.

Recommandation:

R.1. Pas de recommandation.

7.k) CEQ11-5A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture?

7.k1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- 4.3.1 Investissements d'hydraulique agricole liés à la substitution des prélèvements d'eau dans les milieux aquatiques

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4A :

- 4.1.3 Investissements pour la réduction des pollutions et une meilleure utilisation de l'eau en production végétale

7.k2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Des économies en eau ont été réalisées au niveau des exploitations permettant une préservation de la ressource en eau	R13: développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5A)*	% des investissements réalisés dans le cadre du TO 4.1.3 incluant des systèmes de régulation de l'irrigation
Des économies en eau ont été réalisées au niveau des exploitations permettant une préservation de la ressource en eau	R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	Pertinence des projets soutenus dans le cadre du TO 4.3.1 (sur la base des engagements) par rapport aux besoins

7.k3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Aucun dossier n'a été soldé pour le DP5A. Une analyse quantitative n'est donc pas envisageable à ce stade de la mise en œuvre, au-delà des quelques données de programmation disponibles.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Compte tenu de l'absence de dossiers soldés et du faible nombre de dossiers programmés (7 pour le TO 4.3.1), il conviendra principalement d'expliquer les retards de programmation (programmation équivalente à

32% de la maquette prévue pour le TO 4.3.1) et d'analyser la pertinence des projets engagés.

b) Description des méthodes utilisées

Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

Analyses des documents de mise en œuvre (PDR, notice de la demande d'aide de la mesure 4.3.1, etc.)

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune difficulté

7.k4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Calculated gross value out of which Primary contribution	Calculated gross value out of which Secondary contribution, including LEADER/CLLD contribution	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00					OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	0,00					OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	0,00					OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R13: développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5A)*	Non		0,00				
Indicateur de résultat commun	R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	Oui	0%					OSIRIS/Agreste (donnée pas disponible dans OSIRIS pour les dossiers engagés)
Indicateur de résultat supplémentaire	% des investissements réalisés dans le cadre du TO 4.1.3 incluant des systèmes de régulation de l'irrigation	Non						

Indicateur de résultat supplémentaire	Pertinence des projets soutenus dans le cadre du TO 4.3.1 (sur la base des engagements) par rapport aux besoins	Non						
Indicateur de contexte commun	C20 - Terres irriguées - total (2010) (ha)	Non	148 310,00					Agrete

7.k5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

La principale difficulté est liée à l'absence de projets soldés et à la faible programmation sur ce DP.

7.k6) Réponse à la question d'évaluation

Le Poitou-Charentes est classé sur 82% de son territoire en Zone de Répartition des Eaux. Ces zones sont définies par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins. Plusieurs bassins connaissent même des déficits forts et récurrents. La mesure mobilisée pour répondre de manière principale à cet enjeu est le TO 4.3.1 - Investissements d'hydraulique agricole liés à la substitution des prélèvements d'eau dans les milieux aquatiques. Elle vise à soutenir les investissements hydrauliques agricoles permettant d'ajuster les apports d'eau en fonction des besoins des cultures, de faire des économies annuelles et de décaler les périodes de prélèvement pour l'irrigation dans le milieu naturel.

Le cadre de performance du PDR prévoit un montant de dépenses publiques totales pour la priorité 5 de 6 443 035,80 € en 2018, et de 63 476 786,00 € en 2023, dont 60 793 651 € pour le DP 5A, mais avec 60 000 000 € de top-up des Agences de l'Eau pour le TO 4.3.1 (dont 42 000 000 € inscrits comme ajustements/compléments au cadre de performance). Le plan de financement prévoit 500 000 € de FEADER pour le TO 4.3.1 et le plan des indicateurs pour le DP 5A prévoit 8000 ha de terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace qui représentent la majeure partie de la cible du cadre de performance pour la priorité 5 (8050 ha au total), sachant que cette cible avait été estimée sur la base de 15 projets anticipés.

Au 31/12/2016, sept dossiers ont été engagés pour le T.O. 4.3.1, pour un montant total d'engagement de 1 696 974,73 €, dont 315 855,13 € de FEADER, soit 63% de la maquette FEADER initiale. Le niveau de dépense publique totale en revanche reste faible par rapport à la cible 2023 car les dossiers qui prévoient un top-up important correspondent à des projets faisant l'objet d'enquêtes publiques actuellement en cours et de la concertation sur l'eau. Les paiements effectués s'élèvent à 159 859,80 €, soit 9% des engagements. Le montant total des investissements (public et privé) s'élève à 2 236 484,73 €.

En ce qui concerne le TO 4.1.3 (Investissements pour la réduction des pollutions et une meilleure utilisation de l'eau en production végétale), un seul projet sur 884 inclut un système de régulation de l'irrigation d'après les descriptions fournies pour le Comité de programmation, pour un montant d'aide totale de 6626,27 € soit 0,1% de l'aide accordée dans le cadre de ce TO. Les effets en termes de la gestion quantitative de l'eau sont donc marginaux.

7.k7) Conclusions et recommandations

7.k7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 Le rythme de programmation sur la mesure 4.3.1 est en phase avec les objectifs du cadre de performance à ce stade en termes d'investissements. Les données sur les surfaces concernées ne sont pas disponibles, les projets n'étant pas soldés.

Recommandation:

R.1. Pas de recommandation

7.k7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2. La contribution du TO 4.1.3 à une meilleure gestion quantitative de l'eau (contribution secondaire attendue) est en revanche marginale.

Recommandation:

R.2. La pertinence d'ajouter un critère de sélection permettant d'encourager les investissements liés à la gestion quantitative de l'eau (régulation de l'irrigation) pourrait être étudiée

7.l) CEQ12-5B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune mesure du PDR Poitou-Charentes n'est activée de manière principale pour ce DP.

7.m) CEQ13-5C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie?

7.m1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales »:

- TO 4.3.2 : Investissements pour l'accès aux ressources forestières
- TO 16.7.1 : Partenariats public-privé pour des stratégies locales de développement forestier

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des «contributions secondaires» au DP 2A :

- TO 8.1.1 : Création de surfaces boisées ;
- TO 8.2.1 : Mise en place de systèmes agroforestiers

7.m2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
L'offre d'énergie renouvelable de la filière bois a augmenté	R15: énergie renouvelable produite à partir de projets soutenus (domaine prioritaire 5C)*	
L'offre d'énergie renouvelable de la filière bois a augmenté	T16: total des investissements dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	
Les projets soutenus ont permis d'augmenter l'accès à la ressource		Pertinence des projets soutenus
Les projets soutenus ont permis d'augmenter l'accès à la ressource		Surfaces de massifs supplémentaires desservis par les nouveaux aménagements

7.m3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives : *(précisions apportées point 9 du WD)*

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les indicateurs communs ne correspondent pas aux objectifs du PDR Poitou-Charentes pour le DP 5C étant donné que la production d'énergie est soutenue par le FEDER et non le FEADER, et que le soutien aux énergies renouvelables dans le cadre du FEADER se focalise sur l'accès à la ressource.

Le seul indicateur pertinent est la surface de massifs supplémentaires desservis par les nouveaux aménagements, donnée qui doit être fournie dans la candidature aux AAP.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Surfaces de massifs supplémentaires desservis par les nouveaux aménagements : le calcul est réalisé à partir

des données fournies pour les critères de sélection (somme des surfaces indiquées).

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Les données nécessaires au calcul de l'indicateur ne sont pas fournies par l'outil de suivi OSIRIS et doivent être extraites des tableaux de suivi de programmation.

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Il s'agit ici d'analyser les problèmes de mise en œuvre et les types de projet.

b) Description des méthodes utilisées

Les analyses s'appuient sur des entretiens qualitatifs avec les services instructeurs

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune difficulté

7.m4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Calculated gross value out of which Primary contribution	Calculated gross value out of which Secondary contribution, including LEADER/CLLD contribution	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	111 797,99					OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	2,00					OSIRIS (TO 4.3.2)
Indicateur de résultat commun	R15: énergie renouvelable produite à partir de projets soutenus (domaine prioritaire 5C)*	Non		0,00				Pas pertinent
Indicateur de résultat commun	T16: total des investissements dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	Non	0,00					Pas pertinent
Indicateur de résultat	Pertinence des projets soutenus	Non						

supplémentaire								
Indicateur de résultat supplémentaire	Surfaces de massifs supplémentaires desservis par les nouveaux aménagements	Non						Données du Comité de Programmation
Indicateur de contexte commun	C29 - Forêts et autres terres boisées (000) - total (2010) (1000 ha)	Non	447,00					Agreste (2010)

7.m5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

L'état d'avancement de la programmation ne permet pas d'évaluer des effets. L'analyse se focalise donc sur la logique d'action et la mise en œuvre.

7.m6) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de mise en œuvre du dispositif

La production d'énergies renouvelables en Poitou-Charentes est principalement soutenue par le FEDER (méthanisation, opérations collectives à l'échelle d'un territoire ou de plusieurs exploitations agricoles et investissements dans la filière bois énergie). La stratégie du PDR se focalise donc sur la mobilisation de la ressource forestière plutôt que sur la production d'énergie en tant que telle. D'après l'Agence Régionale d'Evaluation environnement et Climat (données 2013), 62% de la production énergétique d'origine renouvelable en Poitou-Charentes provient du bois (bois bûche et produits à partir de bois déchiqueté), mais la mobilisation de la ressource locale reste en-deçà du potentiel, notamment en raison des difficultés d'accès à certains massifs. Selon les données de l'IGN de 2010, l'exploitabilité des forêts de la région est globalement facile mais 10 % de la surface des forêts, soit environ 39 000 ha, reste encore classée comme difficile à exploiter en raison des conditions d'accès.

La valeur cible pour la dépense publique fixée dans le cadre de performance pour la priorité 5 concerne principalement le DP 5A, dont une partie importante de top-up (60 000 000 € de top-up, dont 42 000 000 € en ajustement/complément dans le cadre de performance). Le cadre de performance fixe une valeur cible intermédiaire 2018 de 6 opérations d'investissements dans les économies d'énergie et l'efficacité énergétique (DP 5B) et dans la production d'énergie renouvelable (DP 5C) et un montant total de dépense publique pour la priorité P5 de 6 443 035,80, soit 30% de la valeur cible 2023 (hors ajustement/complément).

Au 31/12/2016, seulement deux dossiers ont été soldés dans le cadre du DP 5C pour une dépense publique totale de 111 797,99 € et un montant FEADER de 70 432,73 €, ce qui représente 14% de la maquette pour ce TO. En revanche, 20 dossiers au total ont été programmés (dont 13 engagés), tous liés à l'opération 4.3.2 (desserte forestière). Le montant total FEADER programmé s'élève à 316 503 €, soit 63% de la maquette et les montants engagés s'élèvent à 376 288 € de dépense publique, dont 237 061 € de FEADER, soit 25% de la maquette. Les 30% de la valeur cible 2023 devraient donc pouvoir être atteints pour le DP 5C.

Quatre dossiers ont été programmés pour le TO 8.2.1, mais ils devraient finalement être financés hors du

FEADER et le TO 8.1.1 doit a priori être fermé.

II - Contribution du PDR à la fourniture et à l'utilisation de sources d'énergie renouvelable

La contribution du PDR à la fourniture d'énergie renouvelable concerne donc uniquement l'amélioration de la mobilisation de la ressource en bois.

L'AAP lancé en 2015 cible en particulier (par ordre d'importance):

- Les projets prenant en compte l'Excellence environnementale (matériaux utilisés, respect des écoulements et conditions de raccordement avec un cours d'eau, impact faible du tracé, limitation des impacts dans les zones à enjeux) ;
- La création d'aménagements permettant l'accès interne de camions de transport aux massifs forestiers ;
- Les projets inscrits dans un schéma de desserte forestière ;
- Les projets présentant une étude d'opportunité économique (en précisant le volume supplémentaire mobilisable) ;
- Les projets présentant une surface supplémentaire desservie significative ;
- Les bénéficiaires effectuant leur première demande.

A ce stade de la réalisation, les dossiers programmés représentent 1272 ha de massifs supplémentaires accessibles, soit 3% des 39 000 ha initialement répertoriés comme étant d'accès difficile. Les investissements concernés incluent des créations de route forestières, d'aires de retournement, de places de dépôt de bois et de la mise aux normes de chemin de desserte.

Bien que l'amélioration de l'accès à la ressource forestière puisse contribuer à la production d'énergie renouvelable dans la région, les effets resteront probablement marginaux en comparaison des actions financées en dehors du FEADER, notamment dans le cadre du FEDER.

7.m7) Conclusions et recommandations

7.m7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C1. Les montants programmés pour les mesures contribuant principalement au DP5C sont en phase avec les cibles du cadre de performance.

Recommandation:

R.1. Pas de recommandation

7.m7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2. Les effets attendus du FEADER sur la production et l'utilisation d'énergies renouvelables sont marginaux en comparaison d'autres dispositifs et notamment du FEDER.

Recommandation:

R.2. Pas de recommandation

7.n) CEQ14-5D - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune mesure du PDR Poitou-Charentes n'est activée de manière principale pour ce DP.

7.o) CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?

7.o1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- 8.1.1 Création de surfaces boisées
- 8.3.1 Prévention des dommages causés aux forêts
- 8.4.1 Restauration des dommages causés aux forêts

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 5E :

- 8.2.1 Mise en place de systèmes agroforestiers
- 8.5.1 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale/des écosystèmes forestiers
- 8.6.1 L'aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière
- 10 Agroenvironnement - climat

7.o2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères	R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	Surface (ha) de pistes aménagées dans le cadre de la prévention des dommages
Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères	R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	Typologie de projets

7.o3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Le taux de paiement est très faible pour les 3 principales mesures concernées par le DP5E.

Aucun indicateur n'est renseigné dans l'extraction OSIRIS en dehors du montant des investissements. Une analyse quantitative n'est donc pas envisageable à ce stade de la mise en œuvre pour la mesure 8, au-delà des quelques données de programmation disponibles.

L'indicateur R20 peut être calculé, mais uniquement sur la base des données MAET 2014, les données 2015

et 2016 n'étant pas disponible.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- R20 : Pourcentage terres agricoles et forestières sous contrats de gestion pour favoriser la séquestration ou la conservation du carbone au titre du PDR

X : Superficie totale des terres agricoles et forestière sous contrats de gestion visant à favoriser la séquestration ou la conservation du Carbone au titre du PDR (mesures COUVER uniquement d'après la logique d'action)

Y : Total des terres agricoles et forestières sur une année de base

Le nombre total d'hectares est réduit aux zones effectivement concernées. Lorsque les hectares sont couverts par deux dispositifs/mesures visant à favoriser la séquestration/conservation de carbone, seul un hectare doit être compté.

- Surface (ha) de pistes aménagées dans le cadre de la prévention des dommages : 1 km de piste équivaut à 25 ha. La donnée n'est disponible que pour le dossier soldé.

d) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient à la disponibilité des données.

Par ailleurs, certains dossiers ont été associés à des DP de façon erronée pendant la période de transition (2014). Ainsi, un dossier appartenant au T.O. 8.3.1 a été fléché pendant la période de transition au DP4A. Inversement, un dossier appartenant au T.O. 8.2.1 a été assigné au DP5E plutôt qu'au DP4B.

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Les analyses qualitatives sur la mise en œuvre viendront compléter les données disponibles afin d'apprécier les effets attendus en fonction des types de projet et des territoires concernés.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Revue documentaire (Appels à projets et appels à candidature, littérature scientifique..)
- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune

7.o4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	4 649,97			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	1,00			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	1,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	Oui	0.01%			Données ISIS/ODR 2014
Indicateur de résultat supplémentaire	Surface (ha) de pistes aménagées dans le cadre de la prévention des dommages	Non	50,00			Autorité de Gestion
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de projets	Non				
Indicateur de contexte commun	C29 - Forêts et autres terres boisées (000) - total (2010) (1000 ha)	Non	447,00			Agreste (2010)
Indicateur de contexte commun	C18 - Surface agricole - SAU totale (2010) (ha)	Non	1 721 280,00			Agreste (2010)

7.o5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

La principale difficulté est liée au très faible nombre de dossiers programmés et encore plus de dossiers réalisés.

Par ailleurs, selon le RAMO 2015-2016, les opérations soutenues au titre des T.O. 8.2.1 et le T.O. 8.3.1 pendant la période de transition (2014) ont été fléchés dans un domaine prioritaire qui n'est pas celui retenu dans le PDR Poitou-Charentes.

D'après les extractions OSIRIS, un seul dossier a été soldé pour le DP5E pour une dépense publique totale de 4649 ,97 €. Cependant ce dossier relève du TO 82.1 (Mise en place de systèmes agroforestiers) qui contribue en fait à la Priorité 4B. Inversement, OSIRIS fait état d'un dossier soldé au titre du TO 8.3.1 (Prévention des dommages causés aux forêts) pour une somme de 37 195,96 € dans le cadre du DP4A, alors

que ce dossier devrait être attribué au DP5E.

7.06) Réponse à la question d'évaluation

I - Bilan de la mise en œuvre

La stratégie du Poitou-Charentes en matière de conservation et séquestration de carbone dans le cadre du FEADER consiste à soutenir les pratiques sylvicoles qui permettent de préserver durablement le milieu forestier et de garantir son renouvellement. Dans le PDR, les sous-mesures qui contribuent principalement à ce DP sont la création de nouvelles surfaces boisées et la prévention et restauration des dommages causés aux forêts, notamment en lien avec le risque d'incendies. D'autres mesures doivent également contribuer à l'amélioration et l'entretien des écosystèmes forestiers et des systèmes agro-forestiers afin de favoriser le stockage sur le long terme du CO₂ : l'implantation de parcelles en agroforesterie, les investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des systèmes agroforestiers et l'aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière. Enfin les MAEC, doivent également contribuer de façon secondaire à la conservation et séquestration de carbone via les mesures COUVER.

La valeur cible pour la dépense publique fixée dans le cadre de performance pour la priorité 5 concerne principalement le DP 5A, dont une partie importante de top-up (60 000 000 € de top-up, dont 42 000 000 € en ajustement/complément dans le cadre de performance). La valeur cible intermédiaire 2018 pour la priorité P5 est de 6 443 035,80 € de dépense publique, soit 30% de la valeur cible 2023 (hors ajustement/complément).

En ce qui concerne le DP 5E uniquement, le plan des indicateurs prévoit 533 333 € de dépense publique pour la création de 50 ha surfaces boisées (pris en compte pour les objectifs du cadre de performance), ainsi que 634 921 € de dépense publique pour la prévention des dommages causés aux forêts et 158 730 € pour la restauration des dommages causés aux forêts. La maquette FEADER est de 400 000 € pour le TO 8.1.1 (création de surfaces boisées) ; 400 000 € pour le TO 8.3.1 (prévention des dommages causés aux forêts) et 100 000 € pour le TO 8.4.1 (restauration des dommages causés aux forêts), soit un montant total de FEADER de 900 000 € pour le DP 5E.

Au 31/12/2016, 6 dossiers ont été programmés dans le cadre du DP 5E (tous au titre du TO 8.3.1- prévention des dommages causés aux forêts) pour un montant FEADER de 205 104 €, soit 23% de la maquette FEADER. Trois dossiers sont engagés, dont un soldé. Les montants engagés s'élèvent à 174 301,34 € de dépense publique dont 98 256,28 € de FEADER, soit respectivement 13% et 11% des cibles 2023. A ce stade il n'est pas garanti de pouvoir atteindre la cible intermédiaire de 30% des dépenses à fin 2018 sur les mesures concernées, d'autant plus que le TO 8.3.1 doit être sorti du FEADER pour être financé par ailleurs.

II - Contribution à l'amélioration du stockage de carbone

Avec la fermeture envisagée du TO 8.1.1 (création de surfaces boisées), la principale contribution du PDR à la conservation/séquestration de carbone, d'après la logique d'intervention, passe par la prévention des dommages causés aux forêts. Les risques incendies identifiés dans la région concernent principalement les secteurs forestiers à dominante résineux ou implantés sur la bande littorale. Le seul projet soldé a été mis en œuvre par l'ONF. Les autres porteurs de projets sont des communes de Charente. Aucun projet ne concerne la bande littorale pourtant présentée comme prioritaire en termes de prévention des incendies.

L'appel à candidature précise que les projets doivent être situés dans les zones classées comme en risque moyen à élevé d'incendie dans le cadre des Plans Départementaux de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI) et que la propriété forestière doit être dotée d'un document de gestion forestière valant garantie de gestion durable.

Par ailleurs les critères de sélection privilégient les projets suivants (par ordre d'importance):

- Les massifs à vocation d'accueil du public ;
- Les massifs forestiers inclus dans un zonage à vocation environnementale (Natura 2000, ZNIEFF, etc.);
- Les massifs forestiers de résineux ;
- Les massifs sous équipés en accès carrossable (moins d'un km par hectare de massif au sens unité topographique).

Les critères de sélection sont donc cohérents avec les objectifs définis pour ce DP.

Le seul dossier soldé, porté par l'ONF, et le plus important en termes de budget a permis de mettre en place 2 km, soit 50 ha, de pistes dans le cadre de la Défense des forêts contre l'incendie (DFCI). Il s'agit de la création de pistes permettant de mailler les massifs pour faciliter l'accès et le départ des secours et de la création de coupures pour créer des discontinuités dans la végétation. A ce stade, il n'est pas possible de mesurer l'impact en termes de réduction du risque incendies et donc de la séquestration du carbone.

Les mesures devant contribuer de façon secondaire à ce DP n'ont pas été mises en œuvre, sauf la mesure 10. Le TO 8.2.1 pour la mise en place des systèmes agroforestiers doit être fermé et financé sans FEADER. Sur la base des données disponibles pour les MAET 2014, les surfaces concernées par des engagements MAE en lien avec la couverture des sols (COUVER) s'élèvent à 1506 ha, soit 6% de l'ensemble des surfaces concernées et 0,001% de la SAU totale. Ces pratiques doivent contribuer au stockage de carbone notamment par le maintien de surfaces enherbées, mais l'impact peut être considéré comme assez marginal à ce stade.

En revanche, bien que ces mesures ne soient pas fléchées comme ayant une contribution directe sur le DP 5E, les analyses pour le DP 4A -Biodiversité ont montré que les dispositifs visant à préserver la biodiversité ciblent principalement l'entretien, le maintien et la conservation des prairies et surfaces en herbes, ce qui aura un impact direct sur la séquestration de carbone.

En effet, les travaux menés à grande échelle dans le cadre des projets européens GreenGrass et CarboEurope, dont les résultats sont repris par l'Institut de l'Elevage, montrent que les prairies constituent des puits nets pour le stockage du carbone, stockant entre 500 et 1200 kgC/ha/an, selon les modalités de gestion (chargement animal, mode d'utilisation, fertilisation). En moyenne, les niveaux de stockage net de carbone se situent autour de 1000 kgC/ha/an, soit 3 670 kgeqCO2/ha/an.

7.o7) Conclusions et recommandations

7.o7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1. La capacité à atteindre les cibles intermédiaires en 2018 et finales en 2023 reste incertaine à ce stade en ce qui concerne les mesures inscrites au titre du DP 5A, notamment avec la sortie de la création de surfaces boisées du FEADER.

Recommandation:

R.1. Il conviendrait de vérifier si la mise en œuvre des autres TO de la mesure 8 permet de compenser la fermeture des TO pour la création de surfaces boisées et le soutien aux systèmes d'agroforesterie et de voir si les cibles du cadre de performance doivent et peuvent être revues, compte tenu du fait que les opérations prévues seront financées par ailleurs.

7.o7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2. Les actions de prévention des dommages causés aux forêts doivent permettre de favoriser la séquestration de carbone mais l'impact n'est pas mesurable à ce stade. On note que les projets soutenus ne concernent pas la bande littorale pourtant pointée comme une priorité en termes de risque incendie.

Recommandation:

R.2. Il conviendrait d'étudier pourquoi aucun projet n'a été proposé pour les massifs forestiers situés sur la bande littorale et d'ajuster éventuellement les critères de sélection ou de renforcer l'accompagnement des porteurs de projets potentiels dans cette zone.

7.o7.c) Conclusion / Recommandation 3

Conclusion:

C3. A ce stade, les effets attendus les plus importants en terme de séquestration du carbone dans le cadre du PDR viennent des mesures visant à préserver la biodiversité à travers l'entretien, le maintien et la création de surfaces en herbes.

Recommandation:

R.3. Pas de recommandation

7.p) CEQ16-6A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois?

7.p1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

4.2.2 Investissement pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans l'industrie agro-alimentaire

6.4.1 Investissements pour la création-reprise d'activités non agricole par des porteurs de projets non agriculteurs

6.4.2 Investissements dans des projets d'agritourisme et de centres équestres portés par des agriculteurs ou les membres d'un ménage agricole

6.4.3 Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non agriculteurs

8.6.1 L'aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 6A :

7.4.1 Développement des services de base pour la population rurale

7.p2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Des emplois ont été créés	R21 / T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	
Les agriculteurs ont diversifié leurs activités		Exploitations agricoles ayant reçu une aide pour des activités d'agritourisme ou de centre équestre
Les petites entreprises se sont développées dans les zones rurales		Nb de création-reprise de petites entreprises ou d'établissements soutenus dans l'industrie agroalimentaire
Les petites entreprises se sont développées dans les zones rurales		Nb de création-reprise soutenues dans d'autres secteurs d'activité

7.p3) Méthodes appliquées

Les méthodes quantitatives décrivent les méthodes de calcul utilisées afin d'obtenir certains indicateurs. Les indicateurs de réalisation ressortent de l'automatisation d'OSIRIS.

Les méthodes qualitatives sont relatives à l'analyse de dossiers ou autres données dites « qualitatives »

(enquête, étude, entretiens).

Méthodes quantitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Aucun dossier n'a encore été soldé pour le DP6A. Une analyse quantitative n'est donc pas envisageable à ce stade de la mise en œuvre, au-delà des quelques données de programmation disponibles.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Les indicateurs de résultats communs sont calculés avec les opérations achevées et payées.

Les indicateurs additionnels sont calculés sur la base des opérations programmées

- R21 : Emplois créés dans des projets bénéficiant d'un soutien : Nombre total d'emplois créés en équivalent temps plein (ETP) par le biais des projets aidés exprimés en ETP

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Compte tenu de l'absence de dossiers soldés et du très faible nombre de dossiers programmés, il conviendra principalement d'analyser les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les raisons des retards de programmation.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Revue documentaire (en particulier RAMO 2015, 2016, analyses disponibles concernant le développement économique des zones rurales dans la Région, notamment sur les thèmes du tourisme et des IAA)
- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Aucune

7.p4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS

commun						
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	0,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R21 / T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	Non	0,00			
Indicateur de résultat supplémentaire	Exploitations agricoles ayant reçu une aide pour des activités d'agritourisme ou de centre équestre	Non	17,00			OSIRIS / Agreste
Indicateur de résultat supplémentaire	Nb de création-reprise soutenues dans d'autres secteurs d'activité	Non	3,00			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Nb de création-reprise de petites entreprises ou d'établissements soutenus dans l'industrie agroalimentaire	Non	9,00			OSIRIS
Indicateur de contexte commun	C17 - Exploitations agricoles (fermes) - nombre total (2010) (No)	Non	25 450,00			Agreste

7.p5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Selon l'outil OSIRIS la mesure 4.2.2 a été fléchée au DP 3A. Cependant, dans la réponse à la QE, les effets de la mesure seront pris en compte.

L'état d'avancement de la programmation ne permet pas d'évaluer des effets. L'analyse se focalise donc sur la logique d'action et la mise en œuvre.

7.p6) Réponse à la question d'évaluation

Bilan de la mise en œuvre

Mesure 4.2.2 Investissement pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans l'industrie agro-alimentaire

Au 31 Décembre 2016, 9 dossiers ont été programmés pour un montant de dépenses publiques de 783 390 €, soit 20% de la maquette FEADER. 7 dossiers ont été soldés pour un montant de 99 788,57 €.

Mesure 6.4.1 Investissements pour la création-reprise d'activités non agricole par des porteurs de projets non

agriculteurs

Au 31 Décembre 2016, 3 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 12 252 €, soit 1% de la maquette FEADER. Aucun dossier n'a été soldé.

Mesure 6.4.2 Investissements dans des projets d'agritourisme et de centres équestres portés par des agriculteurs ou les membres d'un ménage agricole

Au 31 Décembre 2016, 18 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 322 413 €, soit 32% de la maquette FEADER. Aucun dossier n'a été soldé.

Mesure 6.4.3 Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non agriculteurs

Au 31 Décembre 2016, 0 dossiers ont été programmés.

Mesure 8.6.1 L'aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière

Au 31 Décembre 2016, 0 dossiers ont été programmés.

Le retard dans la réalisation des opérations 6.4.1, 6.4.2, 6.4.3 est attribuable aux difficultés liées à la livraison tardive de l'outil OSIRIS. Le comité technique a eu lieu à fin 2016

Le cadre de performance du PDR prévoyait un montant de dépenses publiques totales de 8 450 674,60 € en 2018 pour l'ensemble de la priorité 6. 7 dossiers ont été soldés au 31/12/2016 tous appartenant au T.O. 4.2.2 pour un montant de 99 788,57 € de dépenses publiques. Les montants FEADER programmés (hors projets LEADER) s'élèvent à 3 176 195 € et ne concernent que les DP 6A et 6B. Pour les T.O. qui relèvent de la mesure 6 et 4.2.2 le taux de programmation par rapport à la maquette FEADER est de 14%, ce qui est supérieur aux 10% prévus dans la cible intermédiaire 2018. Donc, la cible devrait être atteinte pour cette mesure sous réserve de réalisation complète des dossiers programmés d'ici fin 2018.

Analyse par critère de jugement

Le Poitou-Charentes est une des deux régions les plus rurales de France avec le Limousin et elle est riche d'un tissu de petites entreprises implantées dans le secteur forestier et de la transformation des produits agricoles (abattoirs, laiteries). Les entreprises agro-alimentaires, sont le premier secteur industriel régional en termes d'emplois salariés, de valeur ajoutée et d'exportations. La diversité des paysages, du patrimoine bâti et de l'histoire de la région offre des potentialités de développement touristique hors de la zone littorale.

La question 16 vise à analyser les effets des mesures du PDR en faveur du dynamisme entrepreneurial et de la création d'emplois en milieu rural. Les mesures à contribution principale sur le domaine prioritaire 6A, telle qu'identifiée dans la logique d'intervention du PDR, sont les investissements orientés à la création de nouveaux emplois et de nouvelles activités en particulier dans les filières agro-alimentaires, l'agritourisme et les aides à la modernisation des entreprises forestières.

L'opération 4.2.2 a pour objectif de favoriser la réalisation des investissements dans les domaines du stockage/conditionnement, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles relevant par les opérateurs de l'industrie agroalimentaire. A ce stade de la programmation, cette opération est la seule à avoir des dossiers soldés.

L'opération 6.4.1 soutient la création, le développement ou la transmission-reprise d'activités non agricoles

et non forestières en milieu rural. Elle vise à maintenir un tissu dense d'activités en milieu rural (commerciales, artisanales, etc.) par le biais d'une aide à l'investissement lors de la création/ reprise d'entreprises. 3 dossiers relatifs à cette mesure ont été sélectionnés lors du Comité Régional de Développement Rural du 3 novembre 2016. Le montant de dépenses éligibles est de 128 000 € et l'aide totale est de 38 400 €. Tous les dossiers concernent le département de la Charente. Les raisons principales du refus des dossiers non sélectionnés sont l'inéligibilité du projet à cause de l'épuisement des aides disponibles et l'abandon par le porteur. 5 projets pour un montant de 130 807 € € sont encore en phase d'attente. Il s'agit de dossiers incomplets ou qui n'ont pas encore reçu l'avis favorable de la Région.

L'opération 6.4.2 aide la création ou le renforcement de projets d'agritourisme et de centres équestres par des porteurs de projets agriculteurs, hors production, commercialisation et transformation agricole. Elle permet de diversifier les sources de revenus des ménages agricoles et de lutter ainsi contre la tendance à la réduction du nombre d'exploitations. Il est possible de faire une première analyse qualitative des types de projets sélectionnés grâce aux données fournies dans la base de données de suivi du PCAE. 18 dossiers ont été engagés et 17 bénéficiaires ont été touchés par la mesure (7 dossiers en Charentes, 6 en Deux Sèvres, 3 en Vienne et 2 en Charente Maritime). Le montant de dépenses éligibles est de 1 429 530 € et l'aide publiques totale est de 571 811 €. 9 projets concernent la construction d'un manège ou d'un bâtiment pour équidés (51% des aides publiques) et 9 la réalisation d'un gîte rural ou d'une chambre d'hôtes (49% des aides publiques).

7.p7) Conclusions et recommandations

7.p7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 A ce stade de la programmation, il est difficile d'évaluer les plus-values des mesures à soutien des petites entreprises et de calculer l'indicateur R21 à cause de l'absence de projets soldés. La cible 2018 devrait être atteinte pour ces mesures sous réserve de réalisation complète des dossiers programmés.

Recommandation:

R.1 Pas de recommandations

7.p7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2 Les mesures 6.4.1, 6.4.2 et 4.2.2 soutiennent les activités non agricoles en milieu rural et les entreprises agroalimentaires. Il n'est cependant pas possible de quantifier cette contribution avec les données disponibles.

Recommandation:

R.2 Pas de recommandations

7.q) CEQ17-6B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?

7.q1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- 7.4.1 Développement des services de base pour la population rurale
- 7.5.1 Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques
- 7.6.4 Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti
- 19 Soutien au développement local Leader

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 6B :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée de façon secondaire sur ce domaine prioritaire.

7.q2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
L'offre touristique en zone rurale s'est améliorée favorisant l'attractivité des territoires et leur développement		Montant destiné à l'amélioration de l'offre touristique
Le lien urbain – rural s'est renforcé grâce à l'amélioration des transports publics et au développement des circuits courts et des productions locales		Montant destiné au renforcement du lien urbain - rural
Les stratégies LEADER ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre, innovation) ; sans engendrer de lourdeur / surcoûts significatifs		Composition des partenariats public privé
Les stratégies LEADER ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre, innovation) ; sans engendrer de lourdeur / surcoûts significatifs		Nombre de GAL sélectionnés
L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations	R24 / T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	
L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations	R22 / T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	Nombre de communes de plus de 20 000 habitants bénéficiaires du financement LEADER
L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations	R23 / T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	Nombre des communes bénéficiaires du financement LEADER

7.q3) Méthodes appliquées

Les méthodes quantitatives décrivent les méthodes de calcul utilisées afin d'obtenir certains indicateurs. Les indicateurs de réalisation proviennent de l'outil OSIRIS.

Les méthodes qualitatives sont relatives à l'analyse de dossiers ou autres données dites « qualitatives » (enquête, étude, entretiens).

Méthodes quantitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Aucun dossier n'a encore été soldé pour le DP6B. Une analyse quantitative n'est donc pas envisageable à ce stade de la mise en œuvre, au-delà des quelques données de programmation disponibles.

b) Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Les indicateurs de résultats communs sont calculés avec les opérations achevées et payées.

Les indicateurs additionnels sont calculés sur la base des opérations programmées

- R22 : Pourcentage de la population rurale concernée par les GAL créés au titre du PDR dans le cadre de LEADER

Calcul du ratio X/Y :

X : Nombre total de la population rurale concernée par les GAL créés au titre du PDR dans le cadre de LEADER sur la durée de programmation

Y : Population totale concernée dans les territoires du PDR

- R23 : Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures au titre du PDR soutenu par la mesure 7 Service de bases et rénovation des villages dans les zones rurales

Calcul du ratio : X/Y :

X : La définition de la population bénéficiant de services est la population usager : taille de la population du territoire (par exemple communal, inter-communal...) bénéficiant des services /infrastructures

Y : Population rurale totale du territoire du PDR

- R24 : Nombre d'emplois créés en ETP des projets bénéficiant d'un soutien dans le cadre d'un SDL (LEADER), au titre du PDR

ETP créés décomposés par genre

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Les méthodes envisagées restent théoriques étant donné qu'aucun dossier n'a été soldé et qu'aucun

indicateur n'est renseigné dans OSIRIS pour les quelques dossiers en cours de réalisation.

Méthodes qualitatives :

a) Raisons de l'utilisation de la méthode

Compte tenu de l'absence de dossiers engagés il conviendra principalement d'analyser les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre et les raisons des retards de programmation.

b) Description des méthodes utilisées

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Revue documentaire (en particulier RAMO 2015, 2016)
- Entretiens semi-directifs en face à face ou par téléphone
- c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

7.q4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS (TO 7.4.1 + 7.5.1 + 7.6.4)
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			OSIRIS (M19)
Indicateur de réalisation commun	O2 - Total des investissements	Non	0,00			OSIRIS (TO 7.4.1 + 7.5.1 + 7.6.4)
Indicateur de résultat commun	R22 / T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	Oui	0%			Source Gal
Indicateur de résultat commun	R23 / T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	Oui	0%			Source Gal
Indicateur de résultat commun	R24 / T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	Non	0,00			Source Gal
Indicateur de résultat supplémentaire	Composition des partenariats public privé	Oui	60%			GAL (privé)
Indicateur de résultat	Nombre de communes de plus de 20 000 habitants bénéficiaires du	Non	3,00			GAL

supplémentaire	financement LEADER					
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre des communes bénéficiaires du financement LEADER	Non	1 234,00			GAL
Indicateur de résultat supplémentaire	Montant destiné à l'amélioration de l'offre touristique	Non	3 621 446,00			GAL (budget programmé)
Indicateur de résultat supplémentaire	Montant destiné au renforcement du lien urbain - rural	Non	2 328 634,00			GAL (budget programmé)
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de GAL sélectionnés	Non	19,00			Autorité de Gestion
Indicateur de contexte commun	C1 - Population - totale (2013) (Inhabitants)	Non	1 780 379,00			PDR
Indicateur de contexte commun	C1 - Population - zones rurales (2013) (% of total)	Oui	100%			PDR
Indicateur de contexte commun	C1 - Population - zones intermédiaires (2013) (% of total)	Oui	0%			PDR

7.q5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

L'état d'avancement de la programmation ne permet pas d'évaluer des effets. L'analyse se focalise donc sur la logique d'action et la mise en œuvre.

7.q6) Réponse à la question d'évaluation

Bilan de la mise en œuvre

Mesure 7.4.1 Développement des services de base pour la population rurale

Au 31 Décembre 2016, 20 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 1 661 647 €, soit 16% de la maquette FEADER. Aucun dossier n'a été soldé.

Mesure 7.5.1 Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques

Au 31 Décembre 2016, 3 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 93 574 €, soit 5% de la maquette FEADER. Aucun dossier n'a été soldé.

Mesure 7.6.4 Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti

Au 31 Décembre 2016, 2 dossiers ont été programmés pour un montant FEADER de 209 326 € €, soit 52% de la maquette FEADER. Aucun dossier n'a été soldé.

Le retard dans la réalisation des opérations 7.4.1, 7.5.1, 7.6.4 est attribuable aux difficultés liées à la livraison tardive de l'outil OSIRIS. Le comité technique a eu lieu à fin 2016.

LEADER

Le montant programmé est de 30,7 millions € soit 76% des crédits FEADER. Il est réparti de la manière suivante :

- Mesure 19.1 Soutien préparatoire à la mise en place des SLD (plafond de 10 000 € par territoire) : 99 763 €
- Mesure 19.2 Soutien à la mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la SLD : 24 327 497 €
- Mesure 19.3 Soutien technique préparatoire aux projets de coopération (plafond de 6 000 € par projet) : 928 483 €
- Mesure 19.4 Soutien au fonctionnement et à l'animation des GAL : 5 424 257 €

Le cadre de performance du PDR prévoyait un montant de dépenses publiques totales de 8 450 674,60 € en 2018 pour l'ensemble de la priorité 6. 7 dossiers ont été soldés au 31/12/2016 tous appartenant au T.O. 4.2.2 pour un montant de 99 788,57 € de dépenses publiques. Les montants FEADER programmés (hors projets LEADER) s'élèvent à 3 176 195 € et ne concernent que les DP 6A et 6B. Pour les T.O. qui relèvent de la mesure 7 le taux de programmation par rapport à la maquette FEADER est de 15%, ce qui est supérieur aux 10% prévus dans la cible intermédiaire 2018. Donc, la cible devrait être atteinte pour cette mesure sous réserve de réalisation complète des dossiers programmés d'ici fin 2018. L'enjeu principal réside dans la capacité à mettre en œuvre rapidement les projets LEADER.

Analyse par critère de jugement

La question 17 cible l'analyse des effets des mesures du PDR favorables au développement local en zone rurale. L'analyse se focalisera en particulier sur la mise en œuvre de LEADER.

Le LEADER est un outil de développement territorial des zones rurales et périurbaines. Il vise à renforcer la cohésion sociale et à favoriser le développement urbain. Il se fonde sur 7 principes fondamentaux : définition d'une stratégie régionale, création d'un Groupe d'Action Locale, approche ascendante e multisectorielle, innovation, coopération et diffusion des projets réalisés.

La stratégie régionale vise les priorités suivantes :

- Garantir un secteur primaire diversifié, compétitif économiquement et générateur d'emploi ;
- Assurer l'installation et le renouvellement des générations en agriculture ;
- Développer une agriculture et une sylviculture durable, économes en intrants
- Valoriser les productions locales et de qualité
- Encourager l'innovation et la formation
- Assurer les services de base dans les territoires

La transition énergétique est un thème transversal spécifique pour Poitou-Charentes qui couvre l'ensemble des priorités de la région. Chaque GAL doit intégrer ce thème pour au moins 25% de son enveloppe LEADER. En complémentarité avec les autres mesures (ex. soutien filière bois, renouvellement bâtiments, mobilité douce...), ce volet soutient la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'énergie et le développement d'énergies renouvelables. 8 GAL ont décidé de mentionner expressément la transition énergétique dans le cadre de leur orientation stratégique pour un montant de 2 038 677 €.

Les territoires candidats doivent représenter des zones rurales ayant entre 10 000 et 150 000 habitants ou des agglomérations non chefs-lieux, à condition qu'elles intègrent la thématique du renforcement des relations urbain – rural.

Les territoires ont été sélectionnés par la Commission Permanente le 10 juillet 2015 sur la base de l'avis du comité de sélection. Toutes les conventions tripartites (Autorité de gestion : Région / Groupe d'Action Locale et sa structure porteuse / Organisme Payeur : Agence de Services et de Paiement) ont été signées à la fin de 2016.

Le budget du dispositif LEADER est en augmentation par rapport à l'ancienne programmation (30,7 millions € pour la programmation 2014-2020 contre 22,1 millions € pour la programmation précédente). Le montant de dépenses publiques allouées à chaque GAL est resté presque invarié. En moyenne, on est passé de 1,7 millions € à 1,6 millions €.

- **L'amélioration des infrastructures et services ont renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations**

Dans le cadre des stratégies LEADER, 19 fiches actions sont relatives à l'attractivité du territoire pour un montant de 15 973 343 € soit 52% de l'enveloppe LEADER des GAL.

Les stratégies des GAL ont cherché à renforcer l'attractivité du territoire à travers la préservation du patrimoine naturel et de l'environnement (21% de l'enveloppe LEADER des GAL), le soutien au développement économique et à l'emploi (18%) et le renforcement des services de base (13%).

Au total, 19 GAL ont été sélectionnés. Ils touchent 1 159 982 individus et 1 234 communes dont 3 avec plus de 20 000 habitants. Cela représente 65% de la population de Poitou-Charentes et 84% de ses communes. La phase de sélection des GAL étant terminée, l'atteinte de la valeur cible (33,7%) concernant le nombre d'habitants présents sur les territoires des GAL est compromise.

Il peut être noté une augmentation du nombre des territoires couverts par rapport à la précédente programmation quand les « territoires organisés » étaient seulement 13.

La mesure 7 (opérations 7.4.1, 7.5.1 et 7.6.4) accompagne le développement local par la mise en place de services publics et privés à destination des populations rurales, ainsi que la valorisation du petit patrimoine rural. Ces services sont indispensables pour le maintien des habitants et l'attractivité des territoires pour de nouvelles populations souhaitant entreprendre en milieu rural ou y résider temporairement dans le cadre d'une activité touristique.

25 dossiers relatifs aux opérations 7.4.1, 7.5.1 et 7.6.4 ont été sélectionnés lors du Comité Régional de Développement Rural du 3 novembre 2016. La sous mesure 7.4.1 compte 20 dossiers, 10 015 297 € de dépenses éligibles et 7 478 923 € de dépenses publiques programmées. Environ 40% des dossiers concerne le département Charente, 25% Deux Sèvres, 20% Charente Maritime et 15% Vienne. La sous mesure 7.5.1 compte 3 dossiers, 163 272 € de dépenses éligibles et 163 272 € de dépenses publiques programmées. La sous mesure 7.6.4 compte 2 dossiers, 414 314 € de dépenses éligibles et 313 451 € de dépenses publiques

programmées.

Les raisons principales du refus des projets non sélectionnés ont été l'inéligibilité du projet et l'abandon par le porteur. 131 dossiers pour un montant de 11 847 147,61 € sont encore en phase d'attente. Il s'agit de dossiers incomplets ou qui n'ont pas encore reçu l'avis favorable de la Région.

A ce stade de la programmation, il est difficile d'évaluer, au vu du manque de dossiers programmés et payés, l'impact des dispositifs sur le tourisme et donc de répondre au critère de jugement.

- **L'offre touristique en zone rurale s'est améliorée favorisant l'attractivité des territoires et leur développement**

Dans le cadre des stratégies LEADER, 13 fiches actions sont relatives à l'amélioration de l'offre touristique pour un montant de 3 621 446 € soit 12% de l'enveloppe LEADER des GAL.

A ce stade de la programmation, il est difficile d'évaluer, au vu du manque de dossiers programmés et payés, l'impact des dispositifs sur le tourisme et donc de répondre au critère de jugement.

- **Le lien urbain – rural s'est renforcé grâce à l'amélioration des transports publics et au développement des circuits courts et des productions locales**

Dans le cadre des stratégies LEADER, 15 fiches actions sont relatives au renforcement du lien urbain - rural pour un montant de 2 328 634 € soit 8% de l'enveloppe LEADER des GAL.

Les stratégies des GAL ont cherché à renforcer le lien urbain – rural à travers le soutien aux circuits courts et aux productions locales (6% de l'enveloppe LEADER des GAL) et l'amélioration des transports public (2%).

A ce stade de la programmation, il est difficile d'évaluer, au vu du manque de dossiers programmés et payés, l'impact des dispositifs sur le tourisme et donc de répondre au critère de jugement.

- **Les stratégies LEADER ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre, innovation) ; sans engendrer de lourdeur / surcoûts significatifs**

Dans le cadre des stratégies LEADER, 7 fiches actions sont relatives à l'amélioration de la plus-value en matière de réalisation et résultat (gouvernance & partenariats, remontée de projets et mise en œuvre, innovation et numérique) pour un montant de 1 340 876 € soit 4% de l'enveloppe LEADER des GAL.

Les partenariats public privé sont 416 (données pour 18 GAL. Données absentes pour le Gal CHARENTE LIMOUSINE), 60% dans le secteur privé et 40% dans le secteur public. Les acteurs du secteur privé sont très variés. On trouve parmi eux des entreprises, des coopératives agricoles, les chambres d'agriculture, des associations pour la promotion de l'agriculture bio et pour le développement local (tourisme, valorisation du paysage, protection de l'environnement et du savoir-faire local...).

A ce stade de la programmation, il est difficile d'évaluer, au vu du manque de dossiers programmés et payés, l'impact des dispositifs sur le tourisme et donc de répondre au critère de jugement.

	Attractivité du territoire			Renforcement du lien urbain - rural		Amélioration de l'offre touristique	Innovation - partenariats public privé - numérique	Fonctionnement du GAL - Animation - Coopération	Autres	Total
	Patrimoine naturel - environnement - nouvelles énergies	Emploi et développement économique	Services de base	Circuits courts et productions locales	Amélioration des transports					
Nombre de GAL impliqués	19			15		13	7	19	3	19
	15	15	13	15	3					
Montant	6 468 041 €	5 647 920 €	3 857 382 €	1 833 721 €	494 913 €	3 621 446 €	1 340 876 €	6 676 321 €	745 785 €	30 686 405 €
% Montant	21%	18%	13%	6%	2%	12%	4%	22%	2%	100%

Source : Maquette financière contenue dans les fiches présentation GAL

Tableau stratégies LEADER

7.q7) Conclusions et recommandations

7.q7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C.1 A ce stade de la programmation, il est difficile d'évaluer les plus-values du dispositif LEADER en matière de mise en œuvre des projets et de calculer les indicateurs R23 et R24 à cause de l'absence de projets engagés. La cible 2018 devrait être atteinte pour ces mesures sous réserve de réalisation complète des dossiers programmés.

Recommandation:

R.1 Il serait important de traiter rapidement les projets LEADER pour atteindre la cible 2018.

7.q7.b) Conclusion / Recommandation 2

Conclusion:

C.2 Plus de la moitié de la population est concernée par la mise en place du dispositif LEADER. Le nombre de GAL a visiblement augmenté par rapport à la période 2007-2013.

L'évaluation PDRH montre l'impact positif de LEADER dans la mise en réseau des acteurs publics et privés des territoires. 60% de partenariats privés est un bon signe dans ce sens.

Recommandation:

R.2 Pas de recommandations

7.q7.c) Conclusion / Recommandation 3

Conclusion:

C.3 Les budget des GAL et les projets de la mesure 7 font ressortir l'attractivité du territoire comme le thème principal d'intervention.

Recommandation:

R.3 Pas de recommandations

7.r) CEQ18-6C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles amélioré l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Seul le TO 7.3.1. est rattaché de manière principale à ce DP. Or le régime d'aide d'Etat lié à cette opération n'ayant pas été publié en 2016 celle-ci n'a pas pu être activée.

7.s) CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR?

7.s1) Synergies du programme et effet transversal

Les matrices en annexes présentent les contributions principales et secondaires des mesures par DP (annexe 1) et les synergies entre domaines prioritaires du PDR de la région Poitou Charentes (annexe 2).

Les contributions principales et secondaires des mesures par DP (annexe 1) montrent que :

- Les mesures 1 et 2 ayant pour objectif le transfert de connaissances, les actions d'informations et les services de conseil sont transversales et contribuent uniquement au domaine prioritaire 2A
- La mesure 4 comprend plusieurs sous mesures qui contribuent principalement au domaine prioritaire 2A puis chacune contribuent à différents domaines prioritaires (3A, 4B, 5A, 5B, 6A)
- Les mesures 10 (MAEC) et 11 (Agriculture Biologique) et 13 (ICHN) contribuent aux domaines prioritaires 4A, 4B et 4C.
- Lors de l'élaboration du PDR, peu de mesures ont été identifiées comme contribuant à plusieurs domaines prioritaires et/ou priorités.

La matrice des synergies entre domaines prioritaires du PDR (annexe 2) nous permet de souligner les synergies entre :

- la priorité 1 et les priorités 2, 3, 4, 5 et 6 ;
- le domaine prioritaire 2A et la priorité 5 ;
- la priorité 4 et le domaine prioritaire 5E.

Aucune synergie négative n'est observée.

7.s2) Méthodes appliquées

L'analyse est basée sur une approche qualitative. Les éléments mobilisés sont :

- l'analyse de la logique d'intervention du PDR (annexe 1 : contributions principale et secondaire des mesures par Domaine Prioritaire) ;
- des matrices de cohérence (annexe 2 : Synergies entre domaines prioritaires du PDR en Poitou Charentes) ;
- les réponses aux autres questions évaluatives.

7.s3) Résultats quantitatifs basés sur le calcul des contributions secondaires des opérations aux domaines prioritaires

En raison du faible niveau de paiements des opérations et de la difficulté à quantifier les contributions secondaires des mesures aux différents DP, nous focalisons l'analyse sur une approche qualitative.

7.s4) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

A ce stade, il n'est pas possible de mesurer les effets finaux des différents dispositifs qui soit sont uniquement programmés, soit n'ont des impacts potentiels visibles qu'après plusieurs années (biodiversité, qualité de l'eau,...). Ces impacts pourront donc être analysés dans une logique d'évaluation ex-post, voire, dans le cas de mesures ayant été appliquées sur plusieurs programmations, dans une perspective de long terme.

7.s5) Réponse à la question d'évaluation

Priorité 1

Les mesures 1.1 (Formation professionnelle et à l'acquisition de compétences) et 1.2 (Activités de démonstration et actions d'information) visent à permettre aux acteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de l'agro-alimentaire d'actualiser et d'acquérir des connaissances et des compétences favorisant leur évolution professionnelle, de s'adapter aux changements et de relever de nouveaux défis notamment en matière de développement durable. Ces mesures contribuent donc à la priorité 1 visant à favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales. Selon les thématiques visées par ces mesures, plusieurs domaines prioritaires sont concernés :

- **P1 / DP2A**

La thématique « Développement économique, compétitivité et innovation » contribue au domaine prioritaire 2A visant à améliorer les performances économiques, à restructurer et à moderniser les exploitations.

- **P1 / DP3A**

Les thématiques « démarche qualité des produits » et « bien-être animal » contribuent au domaine prioritaire 3A visant à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles».

- **P1 / P4**

Les thématiques « agro-environnement et agro-écologie » et « préservation de la biodiversité et renaturation d'espaces naturels » contribuent à la priorité 4 visant à restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie. De plus, cette synergie est confortée par le critère de sélection « excellence environnementale » qui contribue à la hiérarchisation des projets.

• P1 / P5

Les thématiques, « sylviculture et agriculture durables », « reconquête de la ressource en eau » et « croissance verte, maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables » contribuent à la priorité 5 « Promouvoir l'utilisation des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente face au changement climatique dans les secteurs agricoles et alimentaires ainsi que dans le secteur de la foresterie ». La thématique « reconquête de la ressource en eau » contribue plus particulièrement au DP5A visant à utiliser efficacement l'eau.

DP2A / P5

La mesure d'investissement 4.1.1 permet de financer différents dispositifs. Parmi ceux proposés dans les appels à projets, le volet « photovoltaïque et amélioration des performances énergétiques » contribue au domaine prioritaire 2A mais aussi 5B qui vise à développer une utilisation efficace de l'énergie et 5C facilitant la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. Ainsi, 64 projets retenus concernent ce volet, ce qui représente 7% des investissements totaux de cette mesure. De plus, cette synergie est confortée par le critère de sélection « excellence environnementale », présent dans certains appels à projets (4.2.2), contribuant à la hiérarchisation des projets et qui inclut « économie d'énergie et d'eau » et « utilisation ou production d'énergie renouvelables ».

DP2A / DP6A

Un critère de sélection « performance sociale » incluant la création d'emploi et notamment l'emploi des jeunes au sein de l'appel à candidature de la mesure 4.2.2 contribue à au domaine prioritaire 6A visant à soutenir la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emploi. Trente dossiers sont ainsi programmés au sein de la région.

DP3A / DP4B

La mesure 4.2.1 visant à subventionner l'investissement pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs contribue au domaine prioritaire 3A « améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire ». Les circuits courts sont notamment soutenus indirectement par les investissements liés au conditionnement, à la stérilisation et au stockage. Un des critères de sélection permettant le classement des projets est la certification biologique. Ce qui contribue au domaine prioritaire 4B visant à améliorer la gestion de l'eau. Parmi les 62 engagés pour la mesure 4.2.1, 52% sont certifiés biologique.

DP3A / DP2B

De la même façon, un des critères de jugement de la mesure 4.2.1 est d'être jeune agriculteur ou jeune installé, ce qui contribue au domaine prioritaire 2B et au renouvellement des générations. Parmi les 62 personnes engagées pour la mesure 4.2.1, 24% sont des jeunes agriculteurs et 10% sont des jeunes installés.

P4 / DP5E

Les mesures 4.1.3, 4.4.1, 7.1.1, 7.6.1, 7.6.2, 7.6.3, 7.6.5, 10, 11, 12 et 13 permettent d'encourager des pratiques dites plus durables, contribuant ainsi aux priorités 4 et 5. Par exemple, ces pratiques réduisent ou suppriment les intrants et favorisent la mise en place des couvertures de sol ce qui contribue directement au DP4B (préservation de la qualité de l'eau) et dans une moindre mesure au DP4A (préservation de la biodiversité) et au DP4C (prévention de l'érosion du sol) en limitant les impacts négatifs des intrants sur la faune et la flore des différents écosystèmes et notamment celui du sol. Ces mesures permettent également un

maintien des surfaces herbagères qui favorise la séquestration du carbone dans les sols (DP5E). (cf QE8/9)

7.s6) Conclusions et recommandations

7.s6.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C1. Les synergies entre priorités et DP sont importantes dans le PDR de la région Poitou Charentes, cela est notamment dû :

- aux contributions transversales des formations, des démonstrations et des actions d'information
- aux multi performances des investissements financés
- aux critères de sélection liés à l'environnement pour les aides à l'investissement,
- aux critères de sélection liés au statut de jeune agriculteur,
- aux liens entre les différents TO de la priorité 4.

Recommandation:

R1 Mettre en place un suivi des synergies effectivement réalisées, par le suivi des bénéficiaires souscrivant à différentes mesures du PDR.

7.t) CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.u) CEQ21-RN - Dans quelle mesure le réseau rural national a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.v) PSEQ01-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.w) PSEQ02-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.x) PSEQ03-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.y) PSEQ04-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.z) PSEQ05-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.aa) PSEQ01-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.bb) PSEQ02-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.cc) PSEQ03-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.dd) PSEQ04-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

7.ee) PSEQ05-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

8.a) Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination [article 7 du règlement (UE) n° 1303/2013]

La promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination sont des principes généraux applicables à tous les FESI. Dans le cadre du PDR, toutes les opérations sont accessibles à l'ensemble des bénéficiaires éligibles sans faire de discrimination.

La mise en accessibilité des bâtiments (construction ou réhabilitation) financée dans le cadre des opérations du PDR est une obligation réglementaire qui participe à la non-discrimination.

8.b) Développement durable [article 8 du règlement (UE) n° 1303/2013]

Pour tenir compte de l'exigence de prise en compte du développement durable, celle-ci figure dans de nombreux critères de sélection pour toutes les mesures du PDR. De plus, cette exigence est également formalisée dans des critères spécifiés dans les appels à projets.

Chaque porteur de projet est donc invité à réfléchir au positionnement de son projet dans le cadre de cette problématique de développement durable.

8.c) Rôle des partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 lors de la mise en œuvre du programme

Conformément au PDR (section 16), l'Autorité de gestion a pris des mesures pour associer les partenaires à la réalisation, au suivi et à l'évaluation du programme notamment dans le cadre des instances et des modalités permettant la mise en œuvre de l'intervention des fonds européens.

Devenue Autorité de gestion en 2016 pour 6 programmes, la Région Nouvelle-Aquitaine a mis en place un Comité de suivi interfonds auquel participent des représentants du niveau communautaire, national et régional qui réunit au total près de 250 organismes pour les trois anciennes régions. Le Comité se réunit au minimum 1 fois par an et des consultations écrites peuvent être organisées en complément.

Avec la constitution de la grande Région, la procédure d'instance de sélection dématérialisée permettant de consulter les partenaires sur une durée de 10 jours, a été généralisée et a été renommée instance de consultation partenariale (ICP). Sa fréquence est mensuelle pour le FEADER et bimensuelle pour le PO FEDER-FSE (ainsi que pour le volet régional du FEAMP pour information). L'ICP est constituée des principaux partenaires financiers et stratégiques : les conseils départementaux, les agglomérations (organismes intermédiaires ou pas), les services ou établissements de l'Etat (SGAR, Préfets de département, Directeurs régionaux des services déconcentrés, l'Autorité de certification, ASP, agences de l'eau ou ADEME, BPI, CDC, Banque de France), les organismes consulaires, les organismes intermédiaires du PO national FSE, et les GAL.

En amont de ces Instances de Consultation des Partenaires, des réunions techniques se tiennent

régulièrement en fonction du rythme calendaire des Appels à projets, Appels à candidature ou bien du dépôt des dossiers gérés au fil de l'eau. Elles réunissent les partenaires par thématique et permettent de faire un point sur les dossiers présentés à la programmation.

Afin d'approfondir la concertation menée avec les partenaires dans le cadre du comité de suivi, un comité d'animation inter-fonds a été mis en place. Il s'est réuni 1 fois en 2015 (sur le territoire Poitou-Charentes) et 2 fois en 2016 sur chaque territoire. Il est le lieu d'un débat stratégique sur l'avancement des programmes dans l'ensemble des composantes de leur gestion et permet d'assurer une bonne information et communication, dans le respect des principes de transparence et de partenariat promus par le code européen de bonne conduite du partenariat. Il est constitué des mêmes membres que l'instance de consultation partenariale (des experts extérieurs ou des représentants de la Commission européenne peuvent y participer en fonction des points inscrits à l'ordre du jour) et la Commission y est invitée.

Par ailleurs, la mise œuvre du plan de communication associe les partenaires notamment au travers d'actions ciblées (comme par exemple les événements du joli mois de l'Europe) ou spécifiques pour la promotion du programme (actions accompagnant les Comités de suivi ou autres instances du programme). Les partenaires sont également associés par l'intermédiaire d'un réseau Europe des chargés de communication et référents des institutions concernées.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Non
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	-
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Non
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Non
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	-

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

See Monitoring Annex

Annex II

Detailed table showing implementation level by Focus areas including output indicators

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2016					3,27
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2016					33,00
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2016					4 820,00
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2016	0,49	9,38	0,49	9,38	5,23
		2014-2015	1,98	37,89	0,31	5,93	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	17 191 598,02	29,50	1 889 575,56	3,24	58 280 754,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	243 289,61	5,64	0,00	0,00	4 312 500,00
M01.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	2 625 000,00
M01.1	O12 - Nombre de participants aux formations	2014-2016			0,00	0,00	4 820,00
M02	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
M02.1	O13 - Nombre de bénéficiaires conseillés	2014-2016			0,00	0,00	2 025,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	16 948 308,41	41,07	1 889 575,56	4,58	41 269 841,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			9 108 531,15	8,83	103 174 603,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			1 889 575,56	4,58	41 269 841,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016			125,00	9,40	1 330,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2016	1,09	26,42	1,09	26,42	4,13
		2014-2015	1,34	32,48	0,66	16,00	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	6 896 736,32	17,03	2 833 146,64	7,00	40 500 000,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	6 896 736,32	17,03	2 833 146,64	7,00	40 500 000,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2016			65 078 764,00	160,69	40 500 000,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			2 833 146,64	7,00	40 500 000,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016			277,00	26,38	1 050,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2016	0,04	1,70	0,11	4,67	2,36
		2014-2015	0,06	2,55	0,03	1,27	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	812 902,52	13,35	75 842,95	1,25	6 088 293,00
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	49 780,44	10,45	5 694,62	1,20	476 190,00
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016			27,00	7,94	340,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	763 122,08	24,04	70 148,33	2,21	3 174 603,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			269 605,30	3,40	7 936 508,00
M04.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			6,00	3,00	200,00
M04.2							
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	2 437 500,00
M16.4	O9 - Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien	2014-2016			0,00	0,00	260,00

Domaine prioritaire 3B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3B		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00
M05	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2016					0,02
		2014-2015					
	T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2016					0,02
		2014-2015			0,01	44,70	
	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2016					0,48
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2016			0,13	3,07	4,23
		2014-2015			0,13	3,07	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2016			3,00	34,20	8,77
		2014-2015			3,00	34,20	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	40 729 711,50	10,84	38 005 675,64	10,12	375 732 334,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 982 965,13	28,30	521 968,13	7,45	7 006 349,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			2 050 887,06	13,51	15 178 571,00
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	200,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 258 402,22	8,21	0,00	0,00	15 333 333,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	30,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	16 522,63	1,78	11 885,98	1,28	926 984,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			11 885,98	8,91	133 333,00
M08.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			11,07	4,81	230,00
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	793 651,00
M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	10,00
M08.5	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			0,00	0,00	100,00
M10	O1 - Total des dépenses	2014-2016	7 286 538,55	4,25	7 286 538,56	4,25	171 311 761,00

	publiques						
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016					170 000,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	49 333 333,00
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016					26 000,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016					20 000,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	30 185 282,97	22,90	30 185 282,97	22,90	131 807 241,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			183 721,44	99,31	185 000,00

Domaine prioritaire 5A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5A	T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	2014-2016					5,39
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 696 974,73	2,79	0,00	0,00	60 793 651,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	1 696 974,73	2,79	0,00	0,00	60 793 651,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			0,00	0,00	151 984 127,00
M04	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			0,00	0,00	8 000,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	10,00

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2016	198 944,06	10,03	198 944,06	10,03	1 984 127,00
		2014-2015	270 467,66	13,63			
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	268 298,79	19,78	111 797,99	8,24	1 356 151,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	268 298,79	33,81	111 797,99	14,09	793 651,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			198 944,06	10,03	1 984 127,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			2,00	6,67	30,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	562 500,00

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	2014-2016					0,38
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	174 301,34	13,14	37 195,96	2,80	1 326 984,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	174 301,34	13,14	37 195,96	2,80	1 326 984,00
M08.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	533 333,00
M08.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016			0,00	0,00	50,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			37 195,96	5,86	634 921,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	158 730,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2016					135,00
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	601 601,51	4,68	0,00	0,00	12 857 143,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	447 080,43	7,04	0,00	0,00	6 349 206,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2016			0,00	0,00	21 164 021,00
M04	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016					40,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	154 521,08	3,14	0,00	0,00	4 920 635,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2016			0,00	0,00	14 417 989,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2016			0,00	0,00	275,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	1 587 302,00
M08	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2016					15,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	1 587 302,00
M08.6	O2 - Total des investissements	2014-2016			0,00	0,00	3 968 254,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2016					100,00
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2016					4,49
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2016			64,29	190,77	33,70
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	58 951 190,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	20 476 190,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2016			0,00	0,00	100 000,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	200,00
M07.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	20,00
M07.6	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	30,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	38 475 000,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2016			1 144 631,00	190,77	600 000,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2016			20,00	105,26	19,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	975 000,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	30 000 000,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	1 062 500,00
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016			0,00	0,00	6 437 500,00

Domaine prioritaire 6C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Based on approved (when relevant)	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6C	T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)	2014-2016					0,61
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Committed	Utilisation (%)	Realised	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2016	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
M07.3	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2016			0,00	0,00	10 850,00
M07.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2016			0,00	0,00	8,00

Annex III

Summary table of quantified results

Result indicator name and unit (1)	Target value (2)	Main value (3)	Secondary contribution (4)	LEADER/CLLD contribution (5)	Total RDP (6)=3+4+5
R1 / T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	5,23	0,49	N/A	0,00	0,49
R2: Évolution de la production agricole dans les exploitations soutenues/ UTA (domaine prioritaire 2A)*	N/A				
R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	4,13	1,09	N/A	0,00	1,09
R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2,36	0,11	N/A	0,00	0,11
R5 / T7: pourcentage d'exploitations participant aux programmes de gestion des risques (domaine prioritaire 3B)		0,00	N/A	0,00	0,00
R6 / T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	0,02	0,00	N/A	0,00	0,00
R7 / T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	8,77	3,00	N/A	0,00	3,00
R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	4,23	0,13	N/A	0,00	0,13
R9 / T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		0,00	N/A	0,00	0,00
R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	0,48	0,00	N/A	0,00	0,00
R11 / T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	0,02	0,00	N/A	0,00	0,00
R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	5,39	0,00	N/A	0,00	0,00
R13: développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture dans les projets soutenus par le	N/A				

PDR (domaine prioritaire 5A)*					
R14: développement de l'utilisation efficace de l'énergie par l'agriculture et la transformation alimentaire dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5B)*	N/A				
R15: énergie renouvelable produite à partir de projets soutenus (domaine prioritaire 5C)*	N/A				
R16 / T17: pourcentage d'UGB concernées par les investissements dans la gestion du gros bétail visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)			N/A	0,00	0,00
R17 / T18: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)		0,00	N/A	0,00	0,00
R18: réduction des émissions de méthane et d'oxyde nitreux (domaine prioritaire 5D)*	N/A				
R19: réduction des émissions d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)*	N/A				
R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	0,38	0,00	N/A	0,00	0,00
R21 / T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	135,00	0,00	N/A	0,00	0,00
R22 / T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	33,70	64,29	N/A		64,29
R23 / T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	4,49	0,00	N/A	0,00	0,00
R24 / T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	100,00	0,00	N/A		0,00
R25 / T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)	0,61	0,00	N/A	0,00	0,00

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Résumé citoyen RAMO 2017 pour PDR Poitou-Charentes	Résumé à l'intention des citoyens	29-06-2017		Ares(2017)6369137	903623521	Résumé citoyen RAMO 2017 pour PDR POC	26-12-2017	nazouzfa
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP054	Annexe financière (systèmes)	08-12-2017		Ares(2017)6369137	3663217634	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP054_fr.pdf	26-12-2017	nazouzfa

